

## Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

[Avis réglementaire](#)

[Avis de consultation](#)

[Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription](#)

[Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription](#)

[Regulatory Notice](#)

[Request for Comment Notice](#)

[Regulation 33-109 respecting Registration Information](#)

[Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information](#)

**Projet de règlement**

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 26°, 27° et 34° et a. 331.2; 2007, c. 15)

**Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription**

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont les textes sont publiés ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.*

Ce projet de règlement est destiné à remplacer le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-05 en date du 21 juin 2007.

Vous trouverez également ci-dessous, le projet d'*Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*.

**Consultation**

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **29 mai 2008**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean  
Conseillère en réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 4786  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

**Le 29 février 2008**

## Avis de consultation

**Projet de remplacement du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription**

**Projet de remplacement de l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription**

**Projet de Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription**

**Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription**

### Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publient pour une période de consultation de 90 jours le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 ») et l'*Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (l'« Instruction générale 33-109 »). Ces projets de textes doivent remplacer le Règlement 33-109 et l'Instruction générale 33-109 en vigueur.

Les ACVM publient également pour consultation le projet de *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (« Règlement 31-102 ») et une modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (l'« Instruction générale 31-102 »).

### Objet des modifications proposées

Nous proposons ces modifications principalement en raison des nouvelles obligations prévues par le projet de *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription* (le « Règlement 31-103 »).

#### *Modification du Règlement 33-109*

Nous avons :

- révisé la définition de « personne physique autorisée » pour ne viser que les dirigeants suivants : le chef de la direction, le chef des finances, le chef de l'exploitation et les personnes exerçant des fonctions analogues; les dirigeants subalternes qui n'exercent pas d'activités de courtage ou de conseil ou qui ne remplissent aucune fonction au Canada sont donc exclus; nous dispensons régulièrement les dirigeants subalternes de l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, de sorte que cette modification ne fait que codifier cette pratique;
- ajouté des références aux catégories d'inscription de personne désignée responsable et de chef de la conformité;
- fusionné les parties 4 et 5 pour regrouper les obligations des personnes physiques inscrites et des personnes physiques autorisées;
- développé les articles 4.3 et 5.1 pour tenir compte de la procédure de communication de l'information en deux étapes qui est prévue à l'Annexe 33-109A1.

#### *Modification de l'Annexe 33-109A1*

Nous avons révisé l'Annexe 33-109A1 en fonction du Règlement 31-103, qui prévoit l'inscription permanente et facilite le rétablissement de l'inscription des personnes physiques inscrites. La version que nous publions maintenant pour consultation ajoute les personnes physiques autorisées à l'Annexe 33-109A1 publiée avec le projet de

Règlement 31-103 le 23 février 2007 et comporte aussi des modifications mineures qui tiennent compte de certains commentaires reçus.

*Modification de l'Annexe 33-109A2*

Les renvois ont été mis à jour.

La rubrique 3, Renseignements sur l'abandon d'une catégorie, précise désormais qu'elle s'applique à la personne physique qui abandonne une catégorie d'inscription auprès de la société parrainante dans le territoire intéressé.

*Modification de l'Annexe 33-109A3*

Les renvois ont été mis à jour.

*Modification de l'Annexe 33-109A4*

Nous avons :

- apporté plusieurs modifications d'ordre administratif en raison du projet de Règlement 31-103 : les nouvelles catégories d'inscription prévues par ce règlement ont notamment entraîné des modifications de l'Appendice C;
- appliqué les principes de rédaction en langage clair pour faciliter la compréhension du formulaire;
- défini certaines expressions utilisées dans le formulaire qui ne sont définies nulle part ailleurs.

*Modification de l'Annexe 33-109A5*

Les renvois ont été mis à jour.

*Annexe 33-109A6*

Nous avons :

- apporté plusieurs modifications d'ordre administratif en raison du projet de Règlement 31-103 : les nouvelles catégories d'inscription prévues par ce règlement ont notamment entraîné des modifications de l'Appendice C;
- appliqué les principes de rédaction en langage clair pour faciliter la compréhension du formulaire;
- défini certaines expressions utilisées dans le formulaire qui ne sont définies nulle part ailleurs;
- inclus les obligations applicables dans l'ensemble des territoires représentés au sein des ACVM qui étaient auparavant prévues par des textes distincts dans chaque territoire.

*Annexe 33-109A7*

Cette nouvelle annexe prévoit un formulaire conçu pour faciliter le rétablissement de l'inscription des personnes physiques inscrites.

*Modification de l'Instruction générale 33-109*

Nous avons :

- supprimé l'article 1.1 qui n'était plus nécessaire;

- ajouté la partie 2 pour expliquer la procédure de rétablissement de l'inscription;
- inséré l'article 4.2 pour préciser l'obligation de mettre à jour l'information dans les demandes d'inscription;
- développé l'article 5.1 pour traiter des obligations de diligence des sociétés lorsqu'elles examinent des personnes physiques, notamment celle de corriger les inexactitudes et les lacunes dans l'information figurant sur le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7;
- ajouté l'article 5.2 pour expliquer certains points relatifs à l'Annexe 33-109A1;
- ajouté la partie 7 pour expliquer l'utilisation prévue des formulaires.

#### *Modification du Règlement 31-102*

Nous avons :

- ajouté les Annexes 33-109A5 et 33-109A7 à la liste de l'article 2.1;
- modifié le paragraphe *e* de l'article 3.2 pour exiger que la société déposante avise l'administrateur de la BDNI de tout changement de nom, de numéro de téléphone ou d'adresse électronique du représentant en chef de la société;
- ajouté l'article 4.4 pour obliger la société déposante à payer au moyen de la BDNI les droits exigibles pour dépôt tardif découlant d'une activité qui nécessite la présentation de renseignements à la BDNI;
- ajouté l'article 4.5 pour codifier les dispenses de l'obligation de payer les droits au moyen de la BDNI qui sont régulièrement accordées;
- supprimé la partie 7 qui n'était plus nécessaire.

#### *Modification de l'Instruction générale 31-102*

Nous avons :

- supprimé l'article 1.1 qui n'était plus nécessaire;
- ajouté l'article 7.2 pour traiter de l'information présentée en vertu de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*.

#### **Résumé des modifications proposées**

Les modifications proposées :

- tiennent compte du projet de Règlement 31-103;
- tiennent compte des modifications proposées de certains formulaires;
- codifient des dispenses régulièrement accordées;
- traitent des points d'ordre administratif;

#### **Pouvoir réglementaire**

Au Québec, le Règlement 33-109 sera pris en vertu des paragraphes 1°, 2°, 26°, 27° et 34° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières. Le Règlement modifiant le Règlement 31-102 sera pris en vertu des paragraphes 1°, 2°, 11°, 26° et 34° de cet article.

**Documents non publiés**

La rédaction des modifications du Règlement 33-109, de l'Instruction générale 33-109, du Règlement 31-102 et de l'Instruction générale 31-102 n'a fait intervenir aucun rapport, étude ou autre document important non publié.

**Autres solutions envisagées**

Aucune solution de rechange au remplacement du Règlement 33-109 ni aux modifications de l'Instruction générale 33-109, du Règlement 31-102 et de l'Instruction générale 31-102 n'a été envisagée.

**Coûts et avantages prévus**

Nous estimons que les modifications proposées faciliteront la mise en œuvre du projet de Règlement 31-103 et rendront inutiles certaines dispenses couramment accordées.

**Consultation**

Les intéressés sont invités à présenter des commentaires écrits sur les projets de modifications au plus tard le 29 mai 2008. Si vous n'envoyez pas vos commentaires par courrier électronique, veuillez les transmettre sur disquette ou sur disque compact (en format Word pour Windows).

Prière d'envoyer les commentaires aux membres de ACVM ci-dessous :

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Autorité des marchés financiers

Il n'est pas nécessaire d'envoyer les commentaires séparément à tous les membres des ACVM. Veuillez les envoyer à l'une des personnes suivantes, qui les fera parvenir aux autres membres :

Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
Tour de la Bourse  
800, square Victoria  
C.P. 246, 22<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514-864-8381  
Courriel : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

John Stevenson  
Secretary to the Commission  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Télécopieur : 416-593-2318  
Courriel : [jstevenson@osc.gov.on.ca](mailto:jstevenson@osc.gov.on.ca)

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certains territoires prévoit la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

**Questions**

Pour toute question, prière de s'adresser aux personnes suivantes :

Sophie Jean  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria  
Tour de la Bourse  
22<sup>e</sup> étage, C.P. 246  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Téléphone : 514-395-0558, poste 4786  
Télécopieur : 514-873-2262  
Courriel : [sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

David Gilkes  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Ligne directe : 416-593-8104  
Télécopieur : 416-593-8240  
Courriel : [dgilkes@osc.gov.on.ca](mailto:dgilkes@osc.gov.on.ca)

Martha Rafuse  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Ligne directe : 416-593-2321  
Télécopieur : 416-593-8240  
Courriel : [mrafuse@osc.gov.on.ca](mailto:mrafuse@osc.gov.on.ca)

Le texte des modifications suit ou peut être consulté sur le site Web de membres des ACVM.

Le 29 février 2008

## RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières  
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 26<sup>o</sup>, 27<sup>o</sup> et 34<sup>o</sup>; 2007, c. 15)

### PARTIE 1 DÉFINITIONS

#### 1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« date d'effet de la cessation de relation » : la date à laquelle une personne physique cesse d'être autorisée à exercer des activités nécessitant l'inscription pour le compte d'une société ou d'agir à titre de personne physique autorisée;

« numéro de présentation de renseignements à la BDNI » : le numéro unique attribué par la BDNI chaque fois que des renseignements y sont présentés;

« personne physique autorisée » : dans le cas d'une société inscrite ou d'une personne qui demande à s'inscrire, toute personne physique qui n'est pas inscrite pour exercer l'activité de courtier ou de conseiller pour le compte de la société et qui remplit l'une des conditions suivantes :

*a)* elle est administrateur, chef de la direction, chef des finances ou chef de l'exploitation de la société ou exerce une fonction analogue;

*b)* elle a, directement ou indirectement, la propriété véritable d'au moins 10 % des titres avec droit de vote de la société ou exerce une emprise sur ceux-ci;

« personne physique inscrite » : les personnes physiques suivantes :

*a)* celle qui est inscrite en vue d'exercer l'activité de courtier ou de conseiller pour le compte d'une société inscrite;

*b)* celle qui est inscrite dans la catégorie de personne désignée responsable;

*c)* celle qui est inscrite dans la catégorie de chef de la conformité.

« société inscrite » : un courtier inscrit, un conseiller inscrit ou une société de gestion inscrite;

« société parrainante » : les personnes suivantes :

*a)* dans le cas d'une personne physique inscrite, la société inscrite pour le compte de laquelle elle exerce l'activité de courtier ou de conseiller ou agit à titre de personne désignée responsable ou de chef de la conformité;

*b)* dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire, la société inscrite, ou la personne qui demande à devenir une société inscrite, pour le compte de laquelle elle entend exercer l'activité de courtier ou de conseiller;

*c)* dans le cas d'une personne physique autorisée, la société inscrite pour le compte de laquelle elle agit;

*d)* dans le cas d'une personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une personne demandant à devenir une société inscrite, cette personne pour le compte de laquelle elle entend agir.



## 1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans le présent règlement et définies par le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-04 du 21 juin 2007 ont le sens qui leur est donné dans ce règlement.

## PARTIE 2 DEMANDE D'INSCRIPTION ET EXAMEN DES PERSONNES PHYSIQUES AUTORISÉES

### 2.1. Inscription d'un courtier, d'un conseiller ou d'une société de gestion

La personne qui demande à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion présente à l'autorité en valeurs mobilières les documents suivants :

- a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 en format papier;
- b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 à l'égard de chacun de ses établissements autres que le siège, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

### 2.2. Demande d'inscription d'une personne physique

1) La personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

2) Malgré le paragraphe 1, la personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une société inscrite et demande à devenir personne physique inscrite auprès de celle-ci présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

### 2.3. Rétablissement de l'inscription

L'inscription de la personne physique suspendue en vertu de l'article 7.5 du Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription est rétablie à la date à laquelle la personne présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) le formulaire est présenté au plus tard 90 jours à compter de la date de la suspension;
- b) les renseignements figurant aux rubriques 13 à 16 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 que la personne physique a présenté antérieurement n'ont pas changé depuis la suspension;
- c) la personne physique demande le rétablissement de son inscription dans la catégorie dans laquelle elle était inscrite au moment de la suspension;
- d) la société inscrite qui parraine le rétablissement est inscrite dans la même catégorie que l'ancienne société parrainante de la personne physique.

### 2.4. Personne physique autorisée

1) La personne physique autorisée présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou, si elle y est tenue en vertu du paragraphe 2, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, à la plus éloignée des dates suivantes :

- a) le cinquième jour ouvrable après être devenue personne physique autorisée;
  - b) la date à laquelle la société parrainante demande à s'inscrire.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1, la personne physique autorisée présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, à condition que les renseignements figurant aux rubriques 13 à 16 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 que cette personne a présenté antérieurement n'aient pas changé depuis la date à laquelle elle a cessé de pouvoir agir à titre de personne physique autorisée pour le compte de son ancienne société parrainante.

### **2.5. Personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises**

- 1) Au Manitoba et en Ontario, la personne visée à l'article 2.1 qui est inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises (L.R.O., 1990, c. C.20; C.P.L.M., c. C152) n'est pas tenue de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 conformément au paragraphe *b* de l'article 2.1 à l'égard de ses établissements enregistrés dans la BDNI.
- 2) Au Manitoba et en Ontario, malgré le paragraphe 1 de l'article 2.2, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et qui est enregistrée dans la BDNI avec sa société parrainante comme personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

## **PARTIE 3 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE SOCIÉTÉ INSCRITE**

### **3.1. Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6**

- 1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.
- 2) Pour l'application du paragraphe 1, l'avis de modification est présenté en format papier au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5.
- 3) Il n'est pas obligatoire de donner avis de la modification au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 si la modification concerne, selon le cas :
- a) un nouvel administrateur, associé ou dirigeant de la société inscrite, dans les cas suivants :
    - i) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 est présenté à l'égard de cette personne conformément à l'article 2.2;
    - ii) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 est présenté à l'égard de cette personne conformément à l'article 2.3;
  - b) la démission ou la cessation des fonctions d'un administrateur, d'un associé ou d'un dirigeant de la société inscrite, si le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 est présenté à l'égard de cette personne conformément à l'article 4.3;
  - c) un établissement autre que le siège de la société inscrite, si le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 est présenté conformément à l'article 3.2.

### **3.2. Modification touchant un établissement**

1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de l'ouverture de tout établissement autre que le siège en présentant, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au plus tard cinq jours ouvrables après l'ouverture.

2) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 en présentant, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

### **3.3. Modification d'autres renseignements concernant l'inscription**

La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de tout changement de vérificateur ou de la date de clôture de l'exercice au plus tard cinq jours ouvrables après le changement.

## **PARTIE 4 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE OU UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE**

### **4.1. Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4**

1) La personne physique inscrite ou autorisée avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, de toute modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A7 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

2) Malgré le paragraphe 1, la personne physique inscrite ou autorisée avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, de toute modification des renseignements contenus à la rubrique 11 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard 10 jours ouvrables après la modification.

3) Malgré le paragraphe 1, la personne physique inscrite ou autorisée avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, de toute modification des renseignements contenus à la rubrique 3 ou 4 ou au paragraphe 1 de la rubrique 8 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard 20 jours ouvrables après la modification.

### **4.2. Demande de modification ou de radiation d'une catégorie d'inscription**

La personne physique inscrite qui demande la modification ou la radiation d'une catégorie d'inscription présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription.

### **4.3. Cessation de relation**

1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières qu'une personne physique inscrite ou autorisée a cessé d'agir pour son compte en présentant, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, un formulaire établi conformément à l'Annexe 33-109A1 et dont les parties A à D ont été remplies dans les cinq jours ouvrables suivant la date d'effet de la cessation de relation.

2) La société inscrite présente, conformément au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, un formulaire établi conformément à l'Annexe 33-109A1 et dont la partie E a été remplie dans les 30 jours ouvrables suivant la date d'effet de la cessation de relation avec une personne physique inscrite ou autorisée qui a démissionné ou a été congédiée.

3) La société inscrite fournit à la personne physique inscrite ou autorisée qui en fait la demande un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qu'elle a présenté conformément au paragraphe 1, dans les cinq jours ouvrables suivant la demande.

4) La société inscrite fournit à la personne physique inscrite ou autorisée démissionnaire ou congédiée qui en fait la demande un exemplaire du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qu'elle a présenté conformément au paragraphe 2, à la plus éloignée des dates suivantes :

- a) cinq jours ouvrables après la demande;
- b) cinq jours ouvrables après la présentation du formulaire.

## **PARTIE 5 DILIGENCE RAISONNABLE ET CONSERVATION DES DOCUMENTS**

### **5.1. Obligations de la société parrainante**

1) La société parrainante prend les moyens nécessaires pour s'assurer de la véracité et de l'exhaustivité des renseignements présentés par les personnes suivantes :

- a) toute personne physique inscrite;
- b) toute personne physique autorisée;
- c) toute personne physique qui demande à s'inscrire et dont cette société est la société parrainante.

2) La société inscrite qui présente le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou à l'Annexe 33-109A7 au nom d'une personne physique inscrite ou autorisée obtient de celle-ci dans les 45 jours suivant la présentation de ce formulaire un exemplaire du plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 qui a été présenté à son égard.

3) La société parrainante conserve tous les documents qu'elle a utilisés pour remplir l'obligation prévue au paragraphe 1 pendant l'une des périodes suivantes :

- a) dans le cas d'une personne physique autorisée, sept ans après la date à laquelle elle a cessé d'agir pour le compte de cette société;
- b) dans le cas d'une personne physique inscrite ou d'une personne physique qui demande à s'inscrire, sept ans après la date à laquelle elle a cessé d'agir à ce titre pour le compte de cette société.

4) Si la personne physique inscrite, la personne physique qui demande à s'inscrire ou la personne physique autorisée désigne un mandataire aux fins de signification, la société parrainante conserve l'acte de désignation original signé par la personne pendant la période prévue au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3.

5) La société parrainante qui conserve un document conformément au paragraphe 3 ou 4 relativement à des renseignements présentés à la BDNI inscrit sur la première page le numéro de présentation de renseignements à la BDNI.

**PARTIE 6 DISPENSE****6.1. Dispense**

- 1) L'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prévues par la dispense.
- 2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.
- 3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions, pris par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0274 du 12 juin 2001, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

**PARTIE 7 ABROGATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR****7.1. Abrogation**

Le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2007-05 du 21 juin 2007 est abrogé.

**7.2. Date d'entrée en vigueur**

Le présent règlement entre en vigueur le •.

**ANNEXE 33-109A1****AVIS DE CESSATION DE RELATION AVEC UNE PERSONNE INSCRITE OU AUTORISÉE**

Remplir ce formulaire pour aviser les autorités en valeurs mobilières ou les organismes d'autoréglementation (OAR) canadiens compétents que la société parrainante a mis fin à sa relation avec une personne physique inscrite ou autorisée.

Remplir et présenter ce formulaire en ligne sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse [www.nrd.ca](http://www.nrd.ca). Remplir la version imprimée si la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102 est invoquée.

**A. Renseignements sur la société**

1. Nom
2. Numéro BDNI

**B. Renseignements sur la personne physique**

1. Nom
2. Numéro BDNI

**C. Établissement auquel la personne physique était rattachée**

1. Adresse
2. Numéro BDNI

**D. Renseignements sur la cessation de relation**

1. Date de prise d'effet (date à laquelle la personne physique cesse d'être autorisée à exercer des activités nécessitant l'inscription auprès de la société ou d'agir à titre de personne physique autorisée) :

AAAA/MM/JJ

2. Motif de la cessation de relation

(cocher)		<b>Oui</b>	<b>Non</b>
Démission	<input type="checkbox"/> à la demande ou à la suggestion de la société?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciement	<input type="checkbox"/> motivé?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fin de contrat à durée déterminée	<input type="checkbox"/>		
Retraite	<input type="checkbox"/>		
Décès	<input type="checkbox"/>		
Autre raison (donner des précisions)	<input type="checkbox"/>		

**E. Précisions supplémentaires**

*(La présentation de renseignements dans cette partie est facultative, sauf si la personne physique a démissionné ou a été licenciée. Dans ce cas, déposer les réponses aux*

*questions de cette partie dans un délai de 30 jours ouvrables après la date de prise d'effet de la cessation de relation. Déposer le reste du formulaire au plus tard cinq jours ouvrables après la date de prise d'effet de la cessation de relation.)*

En cas de démission ou de licenciement (motivés ou non), donner des explications dans l'espace prévu et répondre le mieux possible aux questions suivantes.

Motifs de la démission ou du licenciement :

Si la réponse aux questions suivantes est « oui », donner des précisions (en faisant renvoi aux renseignements fournis ci-dessus, si nécessaire). Les réponses devraient se rapporter aux événements survenus au cours des douze derniers mois.

- |  | <b>Oui</b>               | <b>Non</b>               |
|--|--------------------------|--------------------------|
| 1. La personne physique était-elle accusée d'une infraction criminelle?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2. La personne physique a-t-elle fait l'objet d'une enquête menée par une autorité de réglementation du secteur des valeurs mobilières ou du secteur financier?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3. La personne physique a-t-elle fait l'objet de mesures disciplinaires internes notables de la part de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle pour des motifs liés à son intégrité ou à sa compétence en tant que personne inscrite?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 4. Des plaintes écrites, des poursuites civiles ou des avis d'arbitrage ont-ils été déposés contre la personne physique ou la société relativement à des activités en valeurs mobilières menée par la personne physique pendant qu'elle était une personne inscrite ou une personne autorisée à agir au nom de la société?   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 5. La personne physique a-t-elle des obligations financières non acquittées envers les clients de la société?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils subi des pertes financières notables ou vu leur réputation entachée en raison de la conduite de la personne physique?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 7. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils enquêté sur la personne physique relativement à de possibles manquements importants aux obligations de diligence, obligations réglementaires ou politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle? Il peut s'agir d'opérations ou de recommandations de placement inappropriées, de vol ou de détournement de fonds ou de titres des clients, de dissimulation des pertes aux clients, de contrefaçon de signature, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations délibérées et d'activités parallèles secrètes. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 8. La personne physique avait-elle tendance à ne pas respecter les politiques et procédures de conformité de la société ou d'un membre du même groupe qu'elle?   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9. La personne physique a-t-elle géré de façon discrétionnaire les comptes de clients ou s'est-elle livrée à des activités nécessitant l'inscription sans être dûment inscrite ou sans l'autorisation de la société?   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

10. La société a-t-elle connaissance d'autres faits relatifs à la cessation de relation ou à la conduite l'ayant entraînée qui seraient pertinents pour déterminer l'intégrité ou la compétence de la personne physique en tant que personne inscrite ou autorisée?

#### **F. Collecte et utilisation de renseignements personnels**

Les autorités en valeurs mobilières ne peuvent recueillir des renseignements personnels que conformément aux lois sur les valeurs mobilières et (ou) les dérivés et ne peuvent s'en servir que pour l'application de leurs dispositions.

Pour toute question sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels, communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : [www.cai.gouv.qc.ca](http://www.cai.gouv.qc.ca)).

#### **G. Mise en garde**

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs. En outre, l'omission de fournir des renseignements importants peut entraîner des sanctions réglementaires, dont une vérification de l'aptitude à l'inscription, ou des mesures d'application de la loi contre la société et (ou) les personnes chargées d'établir les renseignements figurant sur ce formulaire. Il ne faut pas présumer que ces renseignements sont connus des autorités en valeurs mobilières parce qu'ils sont dans le domaine public ou qu'ils ont déjà été communiqués à une autorité en valeurs mobilières ou à un autre organisme. Inclure tout renseignement dont la pertinence est incertaine.

#### **H. Attestation**

##### **Donner l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format BDNI :**

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire de la société. En cochant cette case, j'atteste que la société m'a fourni tous les renseignements figurant sur ce formulaire.

##### **Donner l'attestation suivante pour présenter ce formulaire en format papier :**

J'atteste que j'ai lu et compris la mise en garde ci-dessus et que les renseignements figurant sur ce formulaire sont, à ma connaissance, exacts et complets.

\_\_\_\_\_  
Nom de la société

\_\_\_\_\_  
Nom du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

\_\_\_\_\_  
Titre du dirigeant ou de l'associé autorisé à signer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date (AAAA/MM/JJ/)



**ANNEXE 33-109A2****MODIFICATION OU ABANDON DE CATÉGORIES D'INSCRIPTION**

Inscrire les renseignements demandés ci-dessous dans la version électronique du formulaire qui se trouve sur le site Web de la BDNI (www.nrd.ca). Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'autorité en valeurs mobilières en format papier.

**1. Personne physique**

Nom : \_\_\_\_\_

Numéro BDNI : \_\_\_\_\_

**2. Catégories d'inscription**

Indiquer les catégories d'inscription ajoutées ou retirées :

**3. Renseignements sur l'abandon d'une catégorie**

Si la personne abandonne une catégorie d'inscription auprès de la société parrainante dans le territoire intéressé, donner les renseignements suivants :

- plaintes non réglées de clients :
- mesures disciplinaires internes :
- restrictions imposées pour manquement aux obligations réglementaires au cours de son emploi au sein de la société :
- obligations financières à l'endroit de ses clients :

**Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels**

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

En présentant cette information, vous consentez à ce que l'autorité en valeurs mobilières qui la reçoit recueille ces renseignements personnels, les dossiers judiciaires, les dossiers émanant d'autres autorités de réglementation publiques ou non publiques ou d'organismes d'autoréglementation, les dossiers de crédit et les relevés d'emploi qui se rapportent à vous et qui lui sont nécessaires, dans le cadre de son examen, pour vérifier, en vertu de ses pouvoirs, que vous demeurez admissible à l'inscription, s'il y a lieu, pendant la durée de votre inscription ou de votre agrément. L'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements notamment auprès d'organismes publics et privés, de personnes physiques et morales, ainsi que d'autres organismes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice A.

### **Mise en garde**

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

### **ATTESTATIONS**

**L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format BDNI.**

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire de la personne physique visée par cette demande. En cochant cette case, j'atteste que tous les faits déclarés dans ces renseignements m'ont été communiqués par cette personne.

**Les deux attestations ci-dessous doivent être utilisées lorsque vous présentez le présent formulaire en format papier.**

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les renseignements demandés et la mise en garde énoncée au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

\_\_\_\_\_  
Signature du demandeur ou de la personne physique autorisée

\_\_\_\_\_  
Date

Je, soussigné(e), atteste au nom de la société parrainante que la personne physique sera embauchée par la société parrainante comme personne physique inscrite ou personne physique autorisée. J'atteste que j'ai discuté des renseignements demandés dans le présent formulaire avec la personne, ou qu'un directeur de succursale ou un autre membre de la direction ou associé l'a fait, et je suis convaincu(e) qu'elle les comprend parfaitement.

\_\_\_\_\_  
Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Nom de la société

**APPENDICE A  
AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS  
PERSONNELS**

**Coordonnées**

**Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary (Alberta) T2P 3C4  
Attention : Information Officer  
Téléphone : 403-297-6454

**Colombie-Britannique**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
Attention : Freedom of Information Officer  
Téléphone : 604-899-6500 ou  
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

**Île-du-Prince-Édouard**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8  
Attention : Deputy Registrar of Securities  
Téléphone : 902-368-4569

**Manitoba**

Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
400, avenue St-Mary, bureau 500  
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5  
Attention : Director - Legal  
Téléphone : 204-945-4508

**Nouveau-Brunswick**

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
85, rue Charlotte, bureau 300  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2  
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché  
Téléphone : 506-658-3021

**Nouvelle-Écosse**

Nova Scotia Securities Commission  
2<sup>nd</sup> Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9  
Attention : FOI Officer  
Téléphone : 902-424-7768

**Nunavut**

Bureau d'enregistrement  
 Ministère de la Justice  
 Gouvernement du Nunavut  
 C.P. 1000, succ. 570  
 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0  
 Attention : Deputy Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-975-6190

**Ontario**

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Suite 1903, C. P. 55  
 20, Queen Street West  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Attention : FOI Coordinator  
 Téléphone : 416-593-8314

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria  
 C.P. 246, 22<sup>e</sup> étage  
 Tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 À l'attention du responsable de l'accès à l'information  
 Téléphone : 514-395-0337 ou  
 877-525-0337 (au Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Financial Services Commission  
 800 B1920 Broad Street  
 Regina (Saskatchewan) S4P 3V7  
 Attention : Director  
 Téléphone : 306-787-5842

**Terre-Neuve-et-Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
 Confederation Building  
 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
 Attention : Director of Securities  
 Téléphone : 709-729-4189

**Territoires du Nord-Ouest**

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest  
 C. P. 1320  
 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
 Attention : Deputy Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-920-8984

**Yukon**

Ministère des Services aux collectivités  
 C.P. 2703  
 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6  
 Attention : Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-667-5225

**ANNEXE 33-109A3**  
**ÉTABLISSEMENTS AUTRES QUE LE SIÈGE**

Inscrire les renseignements demandés ci-dessous dans la version électronique du formulaire qui se trouve sur le site Web de la BDNI (www.nrd.ca). Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'autorité en valeurs mobilières en format papier.

Cocher une case :

- Formulaire présenté pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de l'ouverture d'un établissement. Remplir le formulaire au complet.
- Formulaire présenté pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de la fermeture d'un établissement. Remplir le formulaire au complet.
- Formulaire présenté pour aviser l'autorité en valeurs mobilières de la modification des renseignements sur un établissement présentés antérieurement. Remplir le formulaire au complet et décrire les renseignements modifiés (par exemple, « numéro de téléphone » ou « type d'établissement ») :

**1. Type d'établissements**

\_\_\_\_\_ succursale  
 \_\_\_\_\_ sous-succursale

**2. Superviseur ou directeur de succursale**

Numéro BDNI du superviseur ou du directeur de succursale désigné :

\_\_\_\_\_

Nom du superviseur ou du directeur de succursale désigné :

\_\_\_\_\_

**3. Renseignements sur l'établissement**

Adresse d'affaires : \_\_\_\_\_

N° de téléphone : (    ) \_\_\_\_\_

N° de télécopieur : (    ) \_\_\_\_\_

Adresse postale (si différente de l'adresse d'affaires) :

\_\_\_\_\_

**Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels**

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-

Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

Adresser toute question sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice A.

#### **Mise en garde**

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

#### **ATTESTATIONS**

**L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format BDNI.**

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire du déposant BDNI. En cochant cette case, j'atteste que toutes les déclarations de fait contenues dans ces renseignements m'ont été communiquées par le déposant BDNI.

**L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format papier.**

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les renseignements demandés et la mise en garde énoncée au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

\_\_\_\_\_  
Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Nom de la société

**APPENDICE A  
AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS  
PERSONNELS**

**Coordonnées**

**Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary (Alberta) T2P 3C4  
Attention : Information Officer  
Téléphone : 403-297-6454

**Colombie-Britannique**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
Attention : Freedom of Information Officer  
Téléphone : 604-899-6500 ou  
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

**Île-du-Prince-Édouard**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8  
Attention : Deputy Registrar of Securities  
Téléphone : 902-368-4569

**Manitoba**

Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
400, avenue St-Mary, bureau 500  
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5  
Attention : Director - Legal  
Téléphone : 204-945-4508

**Nouveau-Brunswick**

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
85, rue Charlotte, bureau 300  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2  
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché  
Téléphone : 506-658-3021

**Nouvelle-Écosse**

Nova Scotia Securities Commission  
2<sup>nd</sup> Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9  
Attention : FOI Officer  
Téléphone : 902-424-7768

**Nunavut**

Bureau d'enregistrement  
 Ministère de la Justice  
 Gouvernement du Nunavut  
 C.P. 1000, succ. 570  
 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0  
 Attention : Deputy Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-975-6190

**Ontario**

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Suite 1903, C. P. 55  
 20, Queen Street West  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Attention : FOI Coordinator  
 Téléphone : 416-593-8314

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria  
 C.P. 246, 22<sup>e</sup> étage  
 Tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 À l'attention du responsable de l'accès à l'information  
 Téléphone : 514-395-0337 ou  
 877-525-0337 (au Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Financial Services Commission  
 800 B1920 Broad Street  
 Regina (Saskatchewan) S4P 3V7  
 Attention : Director  
 Téléphone : 306-787-5842

**Terre-Neuve-et-Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
 Confederation Building  
 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
 Attention : Director of Securities  
 Téléphone : 709-729-4189

**Territoires du Nord-Ouest**

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest  
 C. P. 1320  
 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
 Attention : Deputy Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-920-8984

**Yukon**

Ministère des Services aux collectivités  
 C.P. 2703  
 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6  
 Attention : Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-667-5225



**ANNEXE 33-109A4****DEMANDE D'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE ET EXAMEN D'UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE**

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « demandeur » désignent la personne physique qui présente la demande d'inscription ou d'autorisation en vertu [du règlement sur l'inscription].

L'expression « société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous exercerez vos fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme, les options et les swaps dont le cours, la valeur ou l'obligation de paiement est fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

L'expression « actionnaire important » désigne tout actionnaire qui détient au total, directement ou indirectement, des titres lui assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation.

L'expression « personne autorisée » désigne, à l'égard d'un membre de l'ACCOVAM, une personne qui est un associé, un administrateur, un dirigeant, un salarié ou un mandataire du membre et qui est autorisée par l'ACCOVAM ou par un autre OAR canadien à remplir toute fonction prescrite par les statuts, règlements ou principes directeurs de l'ACCOVAM.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies par la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

*[Version en ligne]* Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un dirigeant autorisé de votre société parrainante ou à un avocat, ou encore consulter le site Web d'information de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse [www.nrd-info.ca](http://www.nrd-info.ca).

*[Version imprimée]* Remplissez le présent formulaire si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102. Sinon, remplissez et présentez le présent formulaire en ligne sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse [www.nrd-info.ca](http://www.nrd-info.ca).

Si l'espace prévu ne suffit pas, utilisez une autre feuille en indiquant clairement la section et la rubrique. Veuillez remplir et signer le formulaire, puis l'envoyer aux autorités en valeurs mobilières, organisme d'autoréglementation (OAR) ou autres autorités compétentes au Canada. Le nombre d'exemplaires originaux signés du formulaire à présenter dépend de la province ou du territoire et de l'autorité compétente.

L'omission de répondre à toutes les questions pertinentes peut occasionner un retard dans le traitement de la demande.

Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un dirigeant autorisé de votre société parrainante ou à un avocat, ou encore consulter le site Web d'information de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse [www.nrd-info.ca](http://www.nrd-info.ca).

**Rubrique 1 – Nom****1. Nom légal**

\_\_\_\_\_  
 Nom de famille          Prénom          Deuxième prénom (s.o. )    Troisième prénom (s.o. )

**2. Autres noms**

Utilisez-vous un autre nom que le nom légal indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous d'autres noms?

Oui     Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

**3. Noms commerciaux**

Utilisez-vous ou avez-vous déjà utilisé un nom commercial ou exercé une activité sous un nom commercial qui n'est pas ceux indiqués ci-dessus?

Oui     Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

**Rubrique 2 – Adresse domiciliaire**

Indiquez toutes les adresses domiciliaires des dix dernières années, y compris celles à l'étranger.

**1. Adresse domiciliaire actuelle**

\_\_\_\_\_  
 Numéro, rue

\_\_\_\_\_  
 Ville, province, territoire ou État, pays, code postal

N° de téléphone : \_\_\_\_\_

Demeure à cette adresse depuis le : \_\_\_\_\_  
 (AAAA/MM)

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de dix ans, veuillez remplir l'appendice B.

**2. Adresse postale**

Cochez cette case si votre adresse postale est la même que votre adresse domiciliaire actuelle. Sinon, fournissez les renseignements suivants :

\_\_\_\_\_  
 Numéro, rue

\_\_\_\_\_  
 Ville, province, territoire ou État, pays, code postal

**Rubrique 3 – Renseignements personnels**

1. Date de naissance : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM/JJ)
2. Lieu de naissance : \_\_\_\_\_  
(ville, province, territoire ou État, pays)
3. Sexe : Féminin  Masculin
4. Couleur des yeux :
5. Couleur des cheveux :
6. Taille : \_\_\_\_\_  po \_\_\_\_\_  cm
7. Poids : \_\_\_\_\_  lb \_\_\_\_\_  kg

**Rubrique 4 – Citoyenneté****Renseignements sur la citoyenneté**

Quelle est votre citoyenneté?

- Canadienne
- Autre, précisez : \_\_\_\_\_

Si vous êtes aussi citoyen d'autres pays que le Canada, remplissez la section suivante.

N° de passeport : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Date de délivrance : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM/JJ)

Lieu de délivrance: \_\_\_\_\_  
(ville, province, territoire ou État, pays)

- Cochez cette case si vous n'avez pas de passeport valide.

**Rubrique 5 – Territoires d'inscription**

Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez l'inscription :

- Alberta
- Colombie-Britannique
- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut

- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

## Rubrique 6 – Catégories d'inscription

### Catégories

Indiquez, en cochant la case appropriée à l'appendice C, chaque catégorie d'inscription pour laquelle vous présentez le présent formulaire. Si vous êtes une personne physique autorisée, indiquez chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.

## Rubrique 7 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification

### 1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez le présent formulaire. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire. Veuillez remplir l'appendice D pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur \_\_\_\_\_ (le cas échéant)

Adresse électronique : \_\_\_\_\_ (le cas échéant)

### 2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire est une société, indiquez également le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : \_\_\_\_\_

Personne-ressource : \_\_\_\_\_  
Nom de famille Prénom

## Rubrique 8 – Compétences

### 1. Renseignements sur les cours ou les examens

Veuillez indiquer à l'appendice E les cours et les examens que vous avez réussis ou dont vous avez été dispensé. Sous la rubrique « Autre », précisez vos études postsecondaires et tous vos diplômes.

**2. Numéros d'étudiant**

Le cas échéant, indiquez ci-dessous vos numéros d'étudiant pour les cours que vous avez réussis :

Institut canadien des valeurs mobilières (ICVM) : \_\_\_\_\_

Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC) : \_\_\_\_\_

Institut des banquiers canadiens (IBC) : \_\_\_\_\_

CFA Institute : \_\_\_\_\_

Advocis : \_\_\_\_\_

**3. Refus de dispense**

Une autorité en valeurs mobilières ou un OAR ont-ils déjà refusé de vous dispenser d'un cours, d'un examen ou d'une obligation en matière d'expérience?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice F.

**Rubrique 9 – Établissement d'emploi****Établissement d'emploi**

Veillez fournir les renseignements suivants sur l'établissement de votre société parrainante où vous projetez de travailler. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, veuillez fournir les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI de l'établissement : \_\_\_\_\_

Numéro d'identification unique (facultatif) : \_\_\_\_\_

Numéro de transit/numéro de centre de coûts, le cas échéant : \_\_\_\_\_

Adresse d'entreprise : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ Numéro de télécopieur : \_\_\_\_\_

*[Pour la version imprimée seulement]*

Type d'établissement :  Siège  Succursale  Sous-succursale

Nom du directeur de succursale : \_\_\_\_\_

Date de prise d'effet : \_\_\_\_\_

Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse d'entreprise indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

**Rubrique 10 – Emploi actuel et autres activités professionnelles**

Veillez fournir à l'appendice G les renseignements demandés sur chacune de vos activités professionnelles actuelles auprès de votre société parrainante et d'autres sociétés. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, donnez des précisions sur votre expérience (par exemple, niveau de responsabilité, valeur des comptes sous votre supervision directe, nombre d'années d'expérience et expérience en matière de recherche, ainsi que le pourcentage de votre temps que vous consacrez à chaque activité).

**Rubrique 11 – Emplois précédents**

Veillez indiquer à l'appendice H vos antécédents professionnels pour les dix années précédant la date de la présente demande.

**Rubrique 12 – Démissions et congédiements****Renseignements sur les démissions et les congédiements**

Avez-vous déjà démissionné ou été congédié pour un motif valable par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

b) manqué à vos obligations de supervision de la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

c) commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice I.

**Rubrique 13 – Renseignements à l'intention des organismes de réglementation****1. Autorités en valeurs mobilières**

a) Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été inscrit auprès de l'autorité en valeurs mobilières d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés ou détenez-vous actuellement ou avez-vous déjà détenu un permis délivré par cette autorité pour agir à ce titre?

Oui       Non

Cochez cette case si l'information a été enregistrée dans la BDNI sous le numéro que vous utilisez pour présenter cette demande. Sinon, veuillez remplir la section 1a de l'appendice J.

b) L'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés ou un permis pour agir à ce titre vous a-t-il déjà été refusée dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1*b* de l'appendice J.

*c)* L'autorité valeurs mobilières d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays a-t-elle déjà refusé de vous accorder une dispense d'inscription, à l'exception du refus de dispense visé à la rubrique 8 3) du présent formulaire?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1*c* de l'appendice J.

*d)* Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires ou d'une ordonnance prononcée à la suite de procédures disciplinaires en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation sur les dérivés d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1*d* de l'appendice J.

## 2. Organismes d'autoréglementation

*a)* Êtes-vous ou avez-vous déjà été une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui       Non

Cochez cette case si l'information a été enregistrée dans la BDNI sous le numéro que vous utilisez pour présenter cette demande. Sinon, veuillez remplir la section 2*a* de l'appendice J.

*b)* Vous a-t-on déjà refusé de devenir une personne autorisée d'un OAR ou d'un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2*b* de l'appendice J.

*c)* Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires engagées par un OAR ou un organisme similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2*c* de l'appendice J.

## 3. Autres organismes de réglementation

*a)* Êtes-vous ou avez-vous déjà été inscrit ou détenu un permis pour exercer auprès du public d'autres activités que des activités de courtage ou de conseil en valeurs mobilières ou en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays (par exemple, agent d'assurance, comptable, avocat ou enseignant)?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3a de l'appendice J.

b) Vous a-t-on déjà refusé une inscription ou un permis en vertu d'une loi relative à vos qualifications professionnelles et non aux valeurs mobilières dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3b de l'appendice J.

c) Faites-vous actuellement ou avez-vous déjà fait l'objet de procédures disciplinaires en vertu d'une loi relative à vos qualifications professionnelles et non aux valeurs mobilières dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3c de l'appendice J.

#### **Rubrique 14 – Renseignements sur les infractions criminelles**

Les infractions aux lois fédérales comme la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada), la Loi sur la concurrence (Canada) et la Loi sur l'immigration (Canada) sont des infractions criminelles qui doivent être signalées en réponse à la présente question. À noter que les plaidoyers et verdicts de culpabilité pour conduite avec facultés affaiblies relèvent du Code criminel (Canada) et doivent être signalés. Si vous avez été reconnu coupable d'une infraction, vous devez le déclarer même si une absolution inconditionnelle ou sous conditions a été prononcée. Vous n'êtes pas tenu de déclarer les crimes ayant fait l'objet d'une absolution inconditionnelle ou sous conditions, pour autant que la mention de l'absolution ait été retirée du casier judiciaire conformément à la Loi sur le casier judiciaire (Canada). Dans ce cas, la bonne réponse serait « non ». Vous n'êtes tenu de déclarer aucune infraction au Code de la route pour laquelle la réhabilitation a été octroyée en vertu de la Loi sur le casier judiciaire (Canada) et n'a pas été révoquée. Dans ce cas, la bonne réponse serait « non ».

Nous pouvons traiter comme une omission de communiquer une information importante toute omission de déclarer une infraction à une loi, à l'exception de la Loi sur les jeunes contrevenants (Canada) et de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (Canada).

Aux questions *b* et *d* ci-dessous, si vous ou votre société avez été reconnu coupable d'une infraction ou participé à un programme de mesures de rechange, vous devez déclarer l'infraction même si elle a fait l'objet d'une absolution inconditionnelle ou sous conditions ou si l'accusation a été rejetée ou retirée. Vous n'êtes pas tenu de déclarer les infractions dont vous avez été déclaré coupable et à l'égard desquelles vous avez participé à un programme de mesures de rechange il y a plus de trois ans.

a) Y a-t-il une accusation en instance ou suspendue contre vous relativement à une infraction dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *a* de l'appendice K.



*b)* Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction, omis de contester votre culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *b* de l'appendice K.

*c)* À votre connaissance, y a-t-il une accusation en instance contre une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important au moment où les faits reprochés ont eu lieu dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *c* de l'appendice K.

Cochez cette case si la société est votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1)a ou enregistrée dans la BDNI, ou les deux. Sinon, veuillez remplir la section *c* de l'appendice K.

*d)* À votre connaissance, une société a-t-elle déjà été reconnue coupable d'une infraction, omis de contester sa culpabilité ou obtenu une absolution inconditionnelle ou sous conditions dans une province, un territoire, un État ou un pays lorsque vous en étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *c* de l'appendice K.

Cochez cette case si la société est votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1)a ou enregistrée dans la BDNI, ou les deux. Sinon, veuillez remplir la section *d* de l'appendice K.

#### **Rubrique 15 – Renseignements sur les poursuites civiles**

*a)* Faites-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important fait-elle actuellement l'objet d'une poursuite civile pour fraude, vol, dol, fausses déclarations ou conduite similaire dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *a* de l'appendice L.

*b)* Avez-vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été défendeur ou intimé dans une poursuite civile dans laquelle des allégations de fraude, de vol, de dol, de fausses déclarations ou d'inconduite similaire ont été prouvées dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section *b* de l'appendice L.

**Rubrique 16 – Renseignements sur la situation financière****1. Faillite**

Avez-vous ou une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà :

a) fait l'objet d'une requête de mise en faillite ou fait une cession volontaire relativement à une faillite?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1a de l'appendice M.

b) fait une proposition concordataire en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1b de l'appendice M.

c) fait l'objet de poursuites en vertu d'une loi sur la liquidation, la dissolution ou les arrangements avec les créanciers?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1c de l'appendice M.

d) fait l'objet de poursuites, intenté des poursuites ou encore conclu un concordat ou un compromis avec des créanciers, y compris la nomination d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur ou d'un syndic par les créanciers ou à leur demande, à titre privé, par un tribunal ou par l'autorité en valeurs mobilières pour prendre possession de vos biens?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 1d de l'appendice M.

**2. Dettes**

Au cours des dix dernières années, avez-vous été incapable d'acquitter une obligation financière totalisant 5 000 \$ ou plus à son échéance ou, à votre connaissance, une société dont vous étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important a-t-elle déjà été incapable d'acquitter une obligation financière à son échéance?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 2 de l'appendice M.

**3. Cautionnement ou assurance détournement et vol**

Vous a-t-on déjà refusé un cautionnement ou une assurance détournement et vol?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3 de l'appendice M.

#### 4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

A-t-on déjà prononcé contre vous ou une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important :

- a) une saisie-arrêt?  Oui  Non
- b) un jugement non exécuté?  Oui  Non
- c) une directive de paiement?  Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 4 de l'appendice M.

#### Rubrique 17 – Propriété de sociétés de valeurs mobilières

Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été associé ou actionnaire important d'une société (y compris votre société parrainante) dont les activités sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

- Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice N.

#### Mandataire aux fins de signification

En présentant ce formulaire, vous atteste que, dans chaque territoire canadien où vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, vous avez procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire.

#### Acceptation de compétence

En présentant ce formulaire, vous acceptez d'être assujéti aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien et aux statuts, règlements, décisions et principes directeurs (ci-après, les « règles ») des OAR auxquels vous le présentez, et vous acceptez la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités que vous exercez à titre de personne inscrite ou d'associé, d'administrateur ou de dirigeant d'une personne inscrite en vertu de ces lois ou à titre de personne autorisée en vertu de ces règles.

#### Collecte et utilisation des renseignements personnels

Les autorités en valeurs mobilières se servent de vos renseignements personnels pour étudier votre demande d'inscription ou d'autorisation et vérifier que vous remplissez toujours les obligations d'inscription si votre demande est accueillie, et notamment des renseignements communiqués par votre société parrainante, le cas échéant, relativement à votre conduite, présumée ou non.

Ces renseignements sont recueillis en vertu des dispositions des lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés et des règles des OAR. Ils ne sont utilisés qu'aux fins de l'application de ces lois et de ces règles. Outre les renseignements personnels fournis sur ce formulaire, les autorités en valeurs mobilières peuvent avoir besoin de recueillir des renseignements personnels auprès d'autres organismes publics, de services de police, d'OAR et d'organismes non gouvernementaux. Il peut notamment s'agir du casier judiciaire, de dossiers réglementaires, du dossier de crédit et de relevés d'emploi.

En présentant ce formulaire, vous consentez à ce que les autorités en valeurs mobilières et votre société parrainante recueillent et communiquent vos renseignements personnels aux fins de l'inscription et à d'autres fins réglementaires connexes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice O. Au Québec, vous pouvez également vous adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : [www.cai.gouv.qc.ca](http://www.cai.gouv.qc.ca)).

### **Organismes d'autoréglementation**

La collecte de renseignements personnels vise principalement à déterminer votre aptitude à l'inscription ou à l'autorisation et à vérifier que vous continuez à remplir les conditions prévues par la législation en valeurs mobilières applicable et les règles des OAR.

En présentant la présente demande, vous autorisez les OAR concernés à recueillir tout renseignement provenant de toute source, notamment des renseignements personnels confidentiels vous concernant qui sont protégés par la loi, comme le casier judiciaire, le dossier de crédit, les relevés d'emploi, le dossier scolaire et les attestations de réussite de cours, ainsi que les dossiers d'autres autorités réglementaires gouvernementales ou non gouvernementales, commissions de valeurs, bourses ou autres OAR, organismes privés ou publics, personnes physiques ou morales, selon ce qui est nécessaire pour examiner votre demande ou vérifier que vous demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, conformément à leurs règles, pendant la durée de l'inscription ou de l'autorisation. Vous consentez également au transfert de renseignements confidentiels entre les OAR, commissions de valeurs ou bourses auxquels vous présentez ou pourriez présenter ultérieurement une demande d'inscription ou d'autorisation, ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation, pour déterminer si vous êtes ou demeurez apte à l'inscription ou à l'autorisation, ou dans le cadre d'une enquête ou de l'exercice de tout pouvoir réglementaire, que vous soyez ou non actuellement inscrit auprès d'eux ou autorisé par eux.

En présentant cette demande, vous atteste que vous connaissez les règles des OAR compétents auxquels vous demandez l'inscription ou l'autorisation ou dont votre société parrainante est membre. Vous vous engagez également à vous familiariser avec les règles des OAR auxquels vous ou votre société parrainante adhérez. Vous acceptez d'être lié par les règles modifiées, de les observer, de vous y conformer et de vous tenir informé des modifications ou ajouts éventuels. Vous acceptez la compétence des OAR auxquels vous présentez une demande d'inscription ou d'autorisation ou dont votre société parrainante est membre ou le deviendra, ainsi que celle, le cas échéant, de leurs gouverneurs, administrateurs et comités. Vous convenez que toute inscription ou autorisation accordée en réponse à cette demande peut être radiée, révoquée ou suspendue à tout moment, conformément aux règles applicables des OAR. En cas de radiation ou de révocation, vous devez cesser toutes les activités qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation, puis vous abstenir d'offrir des services qui nécessitent l'inscription ou l'autorisation à tout membre des OAR ou toute société autorisée du même groupe que le membre sans obtenir l'autorisation des OAR ou vous inscrire auprès d'eux conformément à leurs règles.

En présentant cette demande, vous vous engagez à aviser les OAR auxquels vous présentez une demande d'inscription ou d'autorisation ou qui vous ont accordé l'inscription ou l'autorisation ou pourraient vous l'accorder ultérieurement de tout changement important dans les renseignements fournis sur ce formulaire, conformément à leurs règles. Vous acceptez que le présent formulaire soit transmis, sans modification, aux OAR auxquels vous pourriez présenter une demande d'inscription ou d'autorisation ultérieurement.

Vous atteste que vous avez discuté des questions posées dans la présente demande et de la présente convention avec un dirigeant autorisé ou un directeur de succursale de votre société parrainante membre et que celui-ci est convaincu, à votre connaissance, que vous avez compris les questions et les conditions de la présente convention. Vous atteste également que vos activités professionnelles seront strictement limitées à celles qui sont autorisées dans votre catégorie d'inscription ou d'autorisation.

**Commet une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés  
quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.**

[Version en ligne]

*Attestation*

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire du demandeur. En cochant cette case, j'atteste que le demandeur m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

[Version imprimée]

**Signatures**

**Demandeur**

En signant ci-dessous, vous atteste que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés;
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques.

\_\_\_\_\_  
Signature du demandeur

\_\_\_\_\_  
Date

**Associé ou dirigeant autorisé**

En signant ci-dessous, vous atteste que :

- le demandeur sera embauché par la société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- vous avez discuté des questions du présent formulaire avec le demandeur et vous êtes convaincu qu'il les comprend parfaitement.

\_\_\_\_\_  
Nom de la société

\_\_\_\_\_  
Nom du dirigeant autorisé

\_\_\_\_\_  
Titre du dirigeant autorisé

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date (AAAA/MM/JJ)

**APPENDICE A****Nom**Rubrique 1**Autres noms**

_____	_____	_____	_____
Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (s.o. <input type="checkbox"/> )	Troisième prénom (s.o. <input type="checkbox"/> )

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

_____	_____	_____	_____
Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (s.o. <input type="checkbox"/> )	Troisième prénom (s.o. <input type="checkbox"/> )

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

_____	_____	_____	_____
Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (s.o. <input type="checkbox"/> )	Troisième prénom (s.o. <input type="checkbox"/> )

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance du tribunal, nom d'usage courant, surnom).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

**Noms commerciaux**

\_\_\_\_\_

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec votre société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

\_\_\_\_\_

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec votre société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

\_\_\_\_\_

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom est ou a été utilisé en lien avec votre société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

**APPENDICE B****Adresse domiciliaire**Rubrique 2**Adresses précédentes**

Il n'est pas nécessaire d'indiquer les codes postaux ou les numéros de téléphone correspondant aux adresses précédentes.

Adresse domiciliaire : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?  
De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse domiciliaire : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?  
De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse domiciliaire : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse?  
De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)



**APPENDICE C****Catégories d'inscription**Rubrique 6**Catégories**

Indiquez, en cochant la case pertinente, les catégories dans lesquelles vous demandez l'inscription.

**Catégories d'inscription communes à tous les territoires****Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?**

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Société de gestion

**Catégories d'inscription et activités autorisées**

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (ACCFM)
- Superviseur (ACCOVAM)

**Catégories d'inscription particulières à l'Ontario**

*Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?*

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller juridique en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

*Catégories d'inscription et activités autorisées*

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Superviseur (ACCOVAM)

**Catégories d'inscription particulières au Manitoba****Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?**

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)

- Conseiller

**Catégories d'inscription et activités autorisées**

- Négociateur en bourse
- Courtier en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Superviseur (ACCOVAM)

**Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières – Renseignements supplémentaires****Catégories d'autorisation**

- Dirigeant
- Administrateur (hors secteur)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

**Personnes désignées**

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable
- Responsable désigné des contrats d'options
- Responsable désigné des contrats à terme et options sur contrats à terme

**Activités de négociation**

- Non négociant
- Titres de participation
- Options
- Contrats à terme
- Organismes de placement collectif seulement
- Gestion de portefeuille
- Gestion de portefeuille (supervisée)

**Type de compte**

- Clientèle de détail
- Clientèle institutionnelle
- Sans objet

**APPENDICE D****Domicile élu et mandataire aux fins de signification**Rubrique 7**1. Domicile élu**

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ Numéro de télécopieur : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

**2. Mandataire aux fins de signification**

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : \_\_\_\_\_

Personne-ressource : \_\_\_\_\_  
Nom de famille Prénom

**APPENDICE E****Compétences**  
Rubrique  8

<b>COURS OU EXAMEN</b>	<b>DATE DE FIN DU COURS OU DE L'EXAMEN (AAAA/MM/JJ)</b>	<b>DATE DE LA DISPENSE ET AUTORITÉ OU AGENT RESPONSABLE QUI L'A ACCORDÉE (AAAA/MM/JJ)</b>
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
<u>Autre :</u> _____	_____	_____

**APPENDICE F****Compétences**Rubrique  8**Refus de dispense**

Veillez fournir les renseignements suivants sur chaque dispense refusée.

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'OAR qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM/JJ)

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'OAR qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM/JJ)

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'OAR qui a refusé de vous accorder la dispense :

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise :

Indiquez le motif de refus :

Date du refus : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM/JJ)

**APPENDICE G****Emploi actuel et autres activités professionnelles**Rubrique 10

- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

Depuis le : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM/JJ)

Vous n'êtes tenu de remplir la section suivante que si vous avez indiqué ci-dessus que vous êtes employé ou travailleur autonome.

**Renseignements sur l'emploi actuel**

Cochez cette case si vous êtes employé par votre société parrainante. Sinon, vous devez indiquer le nom et l'adresse de votre employeur actuel :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :  
\_\_\_\_\_Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :  
\_\_\_\_\_

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : \_\_\_\_\_

Décrivez les fonctions que vous exercez ou comptez exercer auprès de votre société parrainante.

Décrivez tout autre emploi ou activité professionnelle ayant trait à cette entreprise ou à cet employeur, qu'ils se rapportent ou non aux placements. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, la date de commencement, votre titre ou votre relation avec l'entreprise (notamment les postes d'administrateur ou de dirigeant).

Indiquez le nombre d'heures par semaine que vous consacrerez à ces activités professionnelles :

Cochez cette case si vous travaillez plus de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante. Sinon, veuillez expliquer pourquoi vous travaillez moins de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante.

Déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant des activités que vous vous proposez d'exercer comme personne inscrite auprès d'une ou de plusieurs sociétés parrainantes (du même groupe ou non) et de l'autre entreprise décrite ci-dessus (indiquez si cette entreprise est inscrite à la cote d'une bourse). Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et confirmez que vous les connaissez.

**APPENDICE H****Emplois précédents**Rubrique 11

Veillez fournir les renseignements demandés sur vos activités professionnelles au cours des dix années précédant la date de la présente demande. Comptez toutes les activités, y compris les emplois à temps partiel et à temps plein, le travail autonome, le service militaire et les activités comme personne au foyer. Indiquez notamment les périodes de chômage, d'études à temps plein et les déplacements autorisés pour une période prolongée. (N'indiquez pas les emplois de quatre mois ou moins occupés durant vos études, sauf s'ils étaient dans le secteur des valeurs mobilières.)

Veillez également fournir les renseignements demandés sur les activités en valeurs mobilières et en dérivés (y compris les contrats négociables et les options) que vous avez exercées pendant cette période et auparavant.

- Chômeur
- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM/JJ) (AAAA/MM/JJ)

Vous devez remplir la section suivante seulement si vous avez indiqué ci-dessus que vous êtes ou étiez employé ou travailleur autonome.

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

\_\_\_\_\_

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

\_\_\_\_\_

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat, le cas échéant : \_\_\_\_\_

Décrivez l'activité de la société, votre poste, vos fonctions et votre relation avec la société. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir ci-dessous des renseignements sur votre expérience (par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe, le nombre d'années d'expérience et l'expérience en matière de recherche, ainsi que le temps consacré à chaque activité) :

Raison pour laquelle vous avez quitté la société :

**APPENDICE I****Démissions et congédiements**Rubrique 12**Renseignements sur les démissions et les congédiements**

*a)* Pour chaque infraction à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite qui vous est reprochée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné ou qui vous a congédié pour un motif valable; 2) s'il s'agit d'une démission ou d'un congédiement pour un motif valable; 3) la date de votre démission ou de votre congédiement pour un motif valable; 4) les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

*b)* Pour chaque omission de superviser la conformité à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite qui vous est reprochée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné ou qui vous a congédié pour un motif valable; 2) s'il s'agit d'une démission ou d'un congédiement pour un motif valable; 3) la date de votre démission ou de votre congédiement pour un motif valable; 4) les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

*c)* Pour chaque fraude ou vol qui vous est reproché, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société dont vous avez démissionné ou qui vous a congédié pour un motif valable; 2) s'il s'agit d'une démission ou d'un congédiement pour un motif valable; 3) la date de votre démission ou de votre congédiement pour un motif valable; 4) les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.



**APPENDICE J****Renseignements à l'intention des organismes de réglementation**Rubrique 13**1. Autorités en valeurs mobilières**

*a)* Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières auprès de laquelle vous êtes ou étiez inscrit ou qui a délivré le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle vous étiez inscrit ou déteniez le permis.

*b)* Pour chaque inscription ou permis refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a refusé l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

*c)* Pour chaque demande de dispense d'inscription ou de permis refusée, à l'exception de ce qui est indiqué à la rubrique 8 3) du présent formulaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) la partie qui s'est vue refuser la dispense d'inscription ou de permis; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a refusé d'accorder la dispense ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis dont la dispense a été refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

*d)* Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, s'il y a lieu; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent.

**2. Organismes d'autoréglementation**

*a)* Pour chaque autorisation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui vous a accordé l'autorisation; 3) les catégories d'autorisation; 4) la période d'autorisation.

*b)* Pour chaque autorisation refusée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a refusé l'autorisation; 3) la catégorie de l'autorisation refusée; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le nom de l'OAR qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

### 3. Autres organismes de réglementation

a) Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie inscrite ou titulaire du permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'organisme de réglementation ou de la loi régissant l'inscription ou le permis; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis; 4) la période pendant laquelle la partie était inscrite ou détenait le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser l'inscription ou le permis (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez également le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'organisme de réglementation qui a refusé l'inscription ou le permis ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé; 4) la date du refus; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée (dans le cas d'un permis d'assurance, indiquez le nom de l'agence d'assurance); 2) le nom de l'organisme de réglementation qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure ou de la loi en vertu de laquelle elle l'a été; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant; 5) un résumé de tout avis, ordonnance ou règlement (y compris les sanctions infligées, le cas échéant); 6) si vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important de la société et désigné dans l'ordonnance ou visé par la procédure disciplinaire; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

**APPENDICE K****Renseignements sur les infractions criminelles**Rubrique 14**Infractions criminelles**

*a)* Pour chaque accusation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le type d'accusation; 2) la date de l'accusation; 3) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 4) l'emplacement du tribunal.

*b)* Pour chaque déclaration de culpabilité, omission de contester la culpabilité ou absolution inconditionnelle ou sous conditions, veuillez indiquer ci-dessous : 1) l'infraction; 2) la date de la déclaration de culpabilité; 3) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

*c)* Pour chaque accusation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) le type d'accusation; 3) la date de l'accusation; 4) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant; 5) l'emplacement du tribunal.

*d)* Pour chaque condamnation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société; 2) l'infraction; 3) la date de la condamnation; 4) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

**APPENDICE L****Renseignements sur les poursuites civiles**Rubrique 15

*a)* Pour chaque poursuite civile en instance, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) si la poursuite est en instance ou si la décision a été portée en appel; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été désigné dans les allégations; 5) le territoire où la poursuite a été intentée.

*b)* Pour chaque poursuite civile, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) les dates auxquelles la demande et la défense ont été présentées; 2) le nom de chaque demandeur; 3) le territoire où la poursuite a été intentée; 4) si la poursuite concerne une société dont vous êtes ou étiez associé, administrateur, dirigeant ou actionnaire important et si vous avez été désigné dans les allégations; 5) un résumé de toute décision ou de tout règlement pour une somme supérieure à 10 000 \$. (Indiquez aussi les poursuites réglées sans aveu de responsabilité.)

**APPENDICE M****Renseignements sur la situation financière**Rubrique 16**1. Faillite**

*a)* Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la requête de mise en faillite ou de la cession volontaire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) la date de la libération, le cas échéant; 8) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

*b)* Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la proposition concordataire; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) tout montant actuellement dû; 4) les créanciers; 5) la situation actuelle; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 7) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

*c)* Pour chaque événement, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la poursuite; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) la situation actuelle; 4) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 5) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

*d)* Pour chaque poursuite, concordat ou compromis avec les créanciers, veuillez fournir les renseignements suivants ci-dessous : 1) la date de la poursuite; 2) le nom de la personne ou de la société concernée; 3) la situation actuelle; 4) un résumé de toute décision ou de tout règlement; 5) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

**2. Dettes**

Pour chaque événement, veuillez indiquer ci-dessous : 1) la personne ou société qui ne s'est pas acquittée de ses obligations financières; 2) le montant dû au moment où la personne ou société a manqué à ses obligations; 3) le nom de la personne ou société à qui le montant est ou était dû; 4) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement a été effectué); 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

**3. Cautionnement ou assurance détournement et vol**

Pour chaque cautionnement ou assurance refusés, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société de cautionnement ou d'assurance; 2) l'adresse de cette société; 3) la date du refus; 4) les motifs du refus.

**4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement**

Pour chaque saisie-arrêt, jugement non exécuté ou directive de paiement, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le montant dû au moment du prononcé de la saisie-arrêt, du jugement non exécuté ou de la directive de paiement; 2) le nom de la personne ou de la société à qui le montant est ou était dû; 3) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement a été effectué); 4) le pourcentage des bénéfices devant être saisis ou le montant à payer; 5) tout montant actuellement dû; 6) tout autre renseignement pertinent ou qui est exigé par l'autorité en valeurs mobilières.

**APPENDICE N****Propriété des sociétés de valeurs mobilières**Rubrique 17

Indiquez ci-dessous : a) le nom de la société et b) votre relation avec elle.

a) Nom de la société : \_\_\_

b) Relation avec la société et durée de la relation :

Associé

De :  $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$  /  $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$  À :  $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$  /  $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$  (s'il y a lieu)

Actionnaire important (au sens de la rubrique 13 de la présente annexe)

De :  $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$  /  $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$  À :  $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$  /  $\frac{\quad}{(AAAA/MM)}$  (s'il y a lieu)

Si vous êtes associé ou actionnaire important, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage de titres ou de parts sociales que vous possédez ou envisagez d'acquérir sur autorisation. Si vous acquérez des actions sur autorisation, indiquez la source (par exemple, actions non émises, ou, en cas de cession, donnez le nom du cédant) :

b) Indiquez la valeur (approximative, si nécessaire) des débetures subordonnées ou des obligations de la société que vous détiendrez ou de tout autre prêt subordonné que vous consentirez à la société (s'il y a lieu) :

c) Indiquez le nom de toute personne ou société qui vous a fourni des fonds pour que vous puissiez les investir dans la société, ainsi que votre relation avec elle :

d) Indiquez si les fonds que vous investirez (ou que vous proposez d'investir) sont garantis directement ou indirectement par une personne ou une société :

 Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle :

e) Indiquez si vous avez directement ou indirectement renoncé à des droits afférents à ces titres ou parts sociales ou si vous avez l'intention, sur autorisation de cette

demande, de renoncer à de tels droits, que ce soit en hypothéquant les titres , en les mettant en gage ou en les grevant d'une charge en garantie :

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », indiquez le nom de la personne ou de la société et votre relation avec elle, et décrivez les droits auxquels vous avez renoncé ou renoncerez :

Oui       Non

*f)* Indiquez si le propriétaire véritable des actions, obligations, débetures, parts sociales ou autres billets que vous détenez est une autre personne :

Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir les sections *g*, *h* et *i*.

*g)* Nom du propriétaire véritable :

Nom de famille	Prénom	Deuxième prénom (le cas échéant)	Troisième prénom (le cas échéant)
----------------	--------	-------------------------------------	--------------------------------------

*h)* Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

*i)* Profession :



**APPENDICE O**

Coordonnées des personnes-ressources pour toute question sur la collecte et l'utilisation de vos renseignements personnels

**Coordonnées****Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary (Alberta) T2P 3C4  
Attention : Information Officer  
Téléphone : 403-297-6454

**Colombie-Britannique**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
Attention : Freedom of Information Officer  
Téléphone : 604-899-6500 ou  
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

**Île-du-Prince-Édouard**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8  
Attention : Deputy Registrar of Securities  
Téléphone : 902-368-4569

**Manitoba**

Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
400, avenue St-Mary, bureau 500  
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5  
Attention : Director - Legal  
Téléphone : 204-945-4508

**Nouveau-Brunswick**

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
85, rue Charlotte, bureau 300  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2  
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché  
Téléphone : 506-658-3021

**Nouvelle-Écosse**

Nova Scotia Securities Commission  
2<sup>nd</sup> Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9  
Attention : FOI Officer  
Téléphone : 902-424-7768

**Nunavut**

Bureau d'enregistrement  
 Ministère de la Justice  
 Gouvernement du Nunavut  
 C.P. 1000, succ. 570  
 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0  
 Attention : Deputy Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-975-6190

**Ontario**

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Suite 1903, C. P. 55  
 20, Queen Street West  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Attention : FOI Coordinator  
 Téléphone : 416-593-8314

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria  
 C.P. 246, 22<sup>e</sup> étage  
 Tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 À l'attention du responsable de l'accès à l'information  
 Téléphone : 514-395-0337 ou  
 877-525-0337 (au Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Financial Services Commission  
 800 B1920 Broad Street  
 Regina (Saskatchewan) S4P 3V7  
 Attention : Director  
 Téléphone : 306-787-5842

**Terre-Neuve-et-Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
 Confederation Building  
 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
 Attention : Director of Securities  
 Téléphone : 709-729-4189

**Territoires du Nord-Ouest**

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest  
 C. P. 1320  
 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
 Attention : Deputy Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-920-8984

**Yukon**

Ministère des Services aux collectivités  
 C.P. 2703  
 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6  
 Attention : Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-667-5225

**ANNEXE 33-109A5  
MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LE  
FORMULAIRE PRÉVU À L'ANNEXE 33-109A4**

**Instructions générales**

1. Présenter ce formulaire à l'autorité en valeurs mobilières pour l'aviser de la modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, conformément au Règlement 33-109.

2. Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'autorité en valeurs mobilières en format papier pour l'aviser des modifications apportées aux renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

3. Si le présent formulaire concerne la modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, il doit être signé par un associé ou un membre de la direction autorisés de la société.

**1. Type de formulaire**

Indiquer la partie du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6 ou du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 qui est visée par le présent formulaire. Dans le cas de la mise à jour du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 d'une personne physique, indiquer le nom de la personne.

- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, rubrique(s) \_\_\_\_\_,
- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, rubrique(s) \_\_\_\_\_, nom de la personne physique \_\_\_\_\_

**2. Détails de la modification**

Donner des détails sur la modification de chaque rubrique ci-dessus.

**Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels**

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

En présentant cette information, vous consentez à ce que l'autorité en valeurs mobilières qui la reçoit recueille ces renseignements personnels, les dossiers judiciaires, les dossiers émanant d'autres autorités de réglementation publiques ou non publiques ou d'organismes d'autorégulation, les dossiers de crédit et les relevés d'emploi qui se rapportent à vous et qui lui sont nécessaires, dans le cadre de son examen, pour vérifier, en vertu de ses pouvoirs, que vous demeurez admissible à l'inscription, s'il y a lieu, pendant la durée de votre inscription ou de votre agrément. L'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements notamment auprès d'organismes publics et privés, de personnes physiques et morales, ainsi que d'autres organismes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice A.

### **Mise en garde**

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

### **ATTESTATIONS**

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les dispositions et la mise en garde énoncées au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

\_\_\_\_\_  
Signature de la personne physique inscrite ou autorisée

\_\_\_\_\_  
Date

(La signature n'est pas obligatoire si le formulaire concerne une modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6.)

Si le présent formulaire concerne une modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les dispositions et la mise en garde énoncées au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

\_\_\_\_\_  
Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Nom de la société

**APPENDICE A  
AVIS DE COLLECTE ET D'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS  
PERSONNELS**

**Coordonnées**

**Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary (Alberta) T2P 3C4  
Attention : Information Officer  
Téléphone : 403-297-6454

**Colombie-Britannique**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
Attention : Freedom of Information Officer  
Téléphone : 604-899-6500 ou  
800-373-6393 (en Colombie-Britannique)

**Île-du-Prince-Édouard**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8  
Attention : Deputy Registrar of Securities  
Téléphone : 902-368-4569

**Manitoba**

Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
400, avenue St-Mary, bureau 500  
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5  
Attention : Director - Legal  
Téléphone : 204-945-4508

**Nouveau-Brunswick**

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
85, rue Charlotte, bureau 300  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2  
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché  
Téléphone : 506-658-3021

**Nouvelle-Écosse**

Nova Scotia Securities Commission  
2<sup>nd</sup> Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9  
Attention : FOI Officer  
Téléphone : 902-424-7768

**Nunavut**

Bureau d'enregistrement  
 Ministère de la Justice  
 Gouvernement du Nunavut  
 C.P. 1000, succ. 570  
 Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0  
 Attention : Deputy Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-975-6190

**Ontario**

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Suite 1903, C. P. 55  
 20, Queen Street West  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Attention : FOI Coordinator  
 Téléphone : 416-593-8314

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria  
 C.P. 246, 22<sup>e</sup> étage  
 Tour de la Bourse  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 À l'attention du responsable de l'accès à l'information  
 Téléphone : 514-395-0337 ou  
 877-525-0337 (au Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Financial Services Commission  
 800 B1920 Broad Street  
 Regina (Saskatchewan) S4P 3V7  
 Attention : Director  
 Téléphone : 306-787-5842

**Terre-Neuve-et-Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
 Confederation Building  
 St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
 Attention : Director of Securities  
 Téléphone : 709-729-4189

**Territoires du Nord-Ouest**

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest  
 C. P. 1320  
 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
 Attention : Deputy Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-920-8984

**Yukon**

Ministère des Services aux collectivités  
 C.P. 2703  
 Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6  
 Attention : Registrar of Securities  
 Téléphone : 867-667-5225

**ANNEXE 33-109A6****DEMANDE D'INSCRIPTION À TITRE DE COURTIER, DE CONSEILLER OU DE SOCIÉTÉ DE GESTION (VALEURS MOBILIÈRES ET (OU) DÉRIVÉS)**

[version imprimée]

Toute société qui demande l'inscription pour la première fois dans une province ou un territoire du Canada est tenue de remplir ce formulaire. Si l'espace prévu pour répondre à une question ne suffit pas, annexer les détails supplémentaires sur une feuille séparée, en indiquant clairement la section et la rubrique.

Remplir et signer le formulaire, puis le transmettre à l'autorité en valeurs mobilières de chaque territoire du Canada où la société demande l'inscription. Joindre toutes les pièces requises, y compris les annexes, paraphées et datées par un membre de la haute direction.

**A. Coordonnées**

1. Nom de la société
2. Outre le nom indiqué en 1, indiquer les noms sous lesquels la société exerce ou exercera ses activités et tout nom commercial.

Indiquer la date de prise d'effet et la date de caducité, s'il y a lieu, des noms commerciaux.

3. Indiquer les noms utilisés par la société et tout membre du même groupe qu'elle ou société préexistante au cours des dix dernières années.

4. Adresse

Adresse du siège

Téléphone (ligne terrestre)      Télécopieur

Adresse électronique      Site Web (inscrire s.o. si cela n'est pas pertinent)

Adresse postale (si elle est différente de celle du siège)

---



---

Si le siège n'est pas situé au Canada, la société a-t-elle un établissement au Canada?

Oui       Non 

Si la réponse est « oui », indiquer l'adresse postale.

5. Principale personne-ressource de la société (Il s'agit de la principale personne à laquelle les autorités en valeurs mobilières s'adresseront pour régler les questions touchant la demande et les obligations continues. Il peut s'agir de l'avocat externe de la société.)

Nom

Téléphone

Nom du cabinet (le cas échéant)

Titre

Adresse électronique

6. Domicile élu dans le territoire d'origine

Cocher cette case si le domicile élu est le siège.

7. Responsable de la conformité de la société dans les territoires canadiens où celle-ci demande l'inscription (par exemple, personne désignée responsable et chef de la conformité). S'il s'agit de la personne identifiée en 5, le préciser.

Nom de la personne désignée responsable :	Numéro BDNI :
Titre :	Adresse électronique :
Téléphone :	Province ou territoire :

Nom du chef de la conformité :	Numéro BDNI :
Titre :	Adresse électronique :
Téléphone :	Province ou territoire :

8. Représentant autorisé en chef de la société pour la Base de données nationale d'inscription (BDNI) :

Nom du représentant autorisé en chef de la société :	Numéro BDNI, le cas échéant :
Titre :	Adresse électronique :
Téléphone :	Province ou territoire :

#### B. Territoires où l'inscription est demandée

##### Numéro matricule ou Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Alberta	<input type="checkbox"/>	_____
Colombie-Britannique	<input type="checkbox"/>	_____
Île-du-Prince-Édouard	<input type="checkbox"/>	_____
Manitoba	<input type="checkbox"/>	_____
Nouveau-Brunswick	<input type="checkbox"/>	_____
Nouvelle-Écosse	<input type="checkbox"/>	_____
Nunavut	<input type="checkbox"/>	_____
Ontario	<input type="checkbox"/>	_____
Québec	<input type="checkbox"/>	_____
Saskatchewan	<input type="checkbox"/>	_____
Terre-Neuve-et-Labrador	<input type="checkbox"/>	_____
Territoires du Nord-Ouest	<input type="checkbox"/>	_____
Yukon	<input type="checkbox"/>	_____



**C. Catégories d'inscription**

Catégories d'inscription demandées (cocher toutes celles qui s'appliquent)

**Dans tous les territoires ou dans certains territoires où la société demande à s'inscrire** (Indiquer les territoires)

**Courtier en placement**  \_\_\_\_\_

**Courtier en épargne collective**  \_\_\_\_\_

**Courtier en plans de bourse d'études**  \_\_\_\_\_

**Courtier sur le marché dispensé**  \_\_\_\_\_

**Courtier d'exercice restreint**  \_\_\_\_\_

**Société de gestion**  \_\_\_\_\_

**Gestionnaire de portefeuille**  \_\_\_\_\_

**Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint**  \_\_\_\_\_

**D. Structure et antécédents de la société**

1. Type de structure juridique (par exemple, société par actions, société de personnes, entreprise individuelle).

2. Province ou État et pays de résidence de la majorité des membres de la haute direction.

3. Antécédents de la société et de tout membre du même groupe qu'elle (nature et durée de l'activité). Fournir un bref exposé.

4. La société a-t-elle fusionné avec une autre entité, pris des arrangements avec elle ou été restructurée au cours des dix dernières années?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », indiquer le nom des entités, les dates pertinentes et le type d'opération.

5. Propriétaires véritables, directs ou indirects, qui exercent une emprise sur des titres leur assurant 10 % ou plus des droits de vote rattachés aux titres avec droit de vote de la société.

Nom	Date de naissance (le cas échéant)	Titre (le cas échéant)	Adresse électronique	Titres (catégorie, type, montant et pourcentage des droits de vote)

6. Principaux actionnaires de la société (dirigeants, administrateurs, membres de la haute direction et personnes physiques autorisées, au sens du Règlement 33-109). (S'il s'agit des personnes indiquées ci-dessus, le préciser.)

Nom	Titre	Adresse électronique	Numéro BDNI

**Joindre les documents suivants :**

7. Un plan d'activités pour les cinq prochaines années qui précise ce qui suit :

- la nature des services, notamment le types de titres et (ou) de dérivés qui seront placés ou les conseils, discrétionnaires ou non, qui seront fournis.

Dans le présent formulaire, l'expression « dérivés » désigne les instruments financiers comme les contrats à terme, les options et les swaps dont le cours, la valeur ou l'obligation de paiement est fonction d'un ou de plusieurs éléments sous-jacents. Les dérivés peuvent se présenter sous la forme d'instruments, de contrats ou de titres.

- en ce qui concerne les services financiers offerts, les relations et tout contrat ou convention avec d'autres personnes;

- les modèles d'investissement proposés ou existants pour les portefeuilles de la société, les secteurs et les types de valeurs compris dans les modèles, les recherches à effectuer, etc.;

- les produits que la société compte élaborer ou gérer et le mode de placement;

- les intentions de la société en matière de prestation de services financiers, comme les prêts ou les appels de marge;

- la clientèle visée (par exemple investisseurs qualifiés, investisseurs individuels, types d'institutions);

- le mode de détention des actifs des clients;

- le nom des tiers qui détiennent les actifs;

- la tarification (par exemple courtages, pourcentage des profits, frais d'opération, frais payés d'avance);

- les conventions d'impartition, ainsi que le nom des entités concernées, la date des conventions et la relation avec ces entités;

- la liste des produits qui seront vendus en vertu d'une dispense et les dispenses dont la société compte se prévaloir;

- le nombre prévu de représentants et de succursales;

- les plans en vue d'exercer des activités qui nécessitent un permis et ne sont pas liées aux valeurs mobilières;

- les plans en vue d'exercer des activités qui ne nécessitent pas de permis ou d'inscription et ne sont pas liées aux valeurs mobilières.

8. Un organigramme illustrant les rapports hiérarchiques au sein de la société. Inclure les administrateurs, les membres de la haute direction ou les associés, la personne désignée responsable et le chef de la conformité.

9. Un organigramme des personnes exerçant une emprise et des membres du groupe.

10. Un exemplaire des statuts constitutifs et de tout autre acte constitutif. Si la société est une société de personnes ou une entreprise individuelle, fournir un exemplaire du contrat de société ou de la déclaration d'immatriculation.

**E. Normes de capital**

1. Si la société existe depuis moins de cinq ans, indiquer l'origine et le montant des capitaux de lancement.

2. Fournir l'information suivante sur les actifs de la société détenus par des institutions financières :

Nom et adresse de l'institution financière	Description de l'actif	Montant (\$)

3A. La société a-t-elle un ou des garants?

Oui  Non

Si la réponse est « oui » et que les garants ont un numéro BDNI, indiquer ce numéro :

Si la réponse est « oui », indiquer le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse électronique du ou des garants.

---



---

Si la réponse est « oui », indiquer toute influence que le ou les garants peuvent exercer sur la société et tout risque de conflit d'intérêts entre la société et les personnes physiques se portant garants. Indiquer comment la société compte réduire ce risque.

---



---

3B. La société agit-elle à titre de garant? Si la réponse est « oui », fournir des précisions.

---



---

4. La société a-t-elle signé des conventions de subordination de prêts consentis par une personne avec qui elle a des liens?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », joindre un exemplaire de chaque convention.

**Joindre les documents suivants :**

- Le formulaire de calcul du capital (pour les sociétés qui ne sont pas membres d'un organisme d'autoréglementation (OAR), remplir le formulaire prévu à l'Annexe 31-103A1; pour les membres d'un OAR, remplir le formulaire de calcul du capital dont le dépôt est exigé par l'OAR).

- Les états financiers vérifiés au cours des 90 derniers jours. (Remarque : le bilan d'ouverture est acceptable si la société est en démarrage.)

#### F. Information financière

1. Clôture de l'exercice (MM/JJ)  
(Si la société n'a pas de date de clôture de l'exercice, l'indiquer et fournir des précisions.)

2. Vérificateur de la société

3. Assurance (pour les activités en valeurs mobilières dans tous les territoires)

Nom de l'assureur	Conditions particulières	Numéro de police
-------------------	--------------------------	------------------

Couverture (\$)	Franchise (\$)	Date de renouvellement
-----------------	----------------	------------------------

Territoires dans lesquels la société est assurée :

---



---



---

Si la société a présenté une demande de dispense de l'obligation de souscrire une assurance d'institution financière, préciser en quoi l'assurance qu'elle a souscrite y équivaut ou offre une couverture plus appropriée.

---



---



---

La société est-elle assurée dans tous les territoires où elle demande l'inscription?

Oui  Non  s.o.

Si la réponse est « non » ou « s.o. », fournir des explications. \_\_\_\_\_

4. La société ou les membres du même groupe qu'elle ont-ils déjà fait faillite ou fait une cession dans le cadre d'une faillite?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », décrire les causes et les circonstances, préciser si l'opération était volontaire ou non et indiquer le territoire.

5. Un séquestre ou un séquestre-gérant a-t-il déjà été nommé par ou pour la société ou un membre du même groupe qu'elle?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions, en indiquant la date et le territoire.

6. Au cours des dix dernières années, la société

s'est-elle vue refuser un cautionnement? Oui  Non

a-t-elle présenté une réclamation en vertu d'un cautionnement?

Oui   
Oui

Non   
Non

a-t-elle vu son cautionnement révoqué?

Si la réponse est « oui », donner des précisions sur le cautionnement, en indiquant la date et le territoire, ainsi que les motifs du refus, de la réclamation ou de la révocation.

7. La société a-t-elle présenté des réclamations à son assureur au cours des dix dernières années relativement à ses activités en valeurs mobilières?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », indiquer le montant de la réclamation, la date et le territoire.

**Joindre les documents suivants :**

- Une lettre d'instructions autorisant le vérificateur à effectuer toute vérification de la société que l'autorité en valeurs mobilières peut exiger pendant que la société est inscrite. La lettre doit préciser que la société assumera les frais de la vérification et fournira à l'autorité en valeurs mobilières un exemplaire du rapport sur demande.
- La résolution du conseil d'administration concernant la suffisance de l'assurance pour les activités en valeurs mobilières.

**G. Activités**

1. La société est-elle en conflit d'intérêts relativement aux opérations financières ou en valeurs mobilières de ses clients, notamment en raison de relations ou d'ententes d'indication de clients avec d'autres personnes inscrites ou du fait que des membres du même groupe qu'elle sont inscrits dans la catégorie dans laquelle la société demande à s'inscrire?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

2. La société prend-elle ou a-t-elle l'intention de prendre possession de fonds et (ou) de titres de ses clients?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », indiquer le nom et l'adresse de chaque banque auprès de laquelle la société détient les comptes en fidéicommiss.

---



---

**Joindre les documents suivants :**

- Le manuel des politiques et procédures.
- La documentation d'ouverture de compte, dont le formulaire « Connaissance du client » de la société.
- La politique écrite en matière de répartition équitable des possibilités de placement (conseillers seulement).

- Un exemplaire du papier à en-tête et une carte de visite de la société.
- Les documents promotionnels que la société se propose de diffuser.
- Un exemplaire du contrat de travail ou de mandat type de la société avec les personnes physiques inscrites indiquant expressément les conditions de rémunération.
- Le cas échéant, les documents destinés aux clients, comme les plans financiers, la politique de placement et (ou) les conventions de gestion des placements.

#### **H. Inscription, permis et adhésions (relatifs aux services financiers)**

1. La société ou les membres du même groupe qu'elles sont-ils actuellement ou ont-ils déjà été inscrits comme courtiers ou conseillers en valeurs mobilières ou en dérivés dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », indiquer le ou les territoires, les catégories d'inscription, la date d'inscription et la date d'expiration de l'inscription, le cas échéant.

2. La société est-elle membre d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », indiquer les organismes et les territoires.

Si la réponse est « non », la société a-t-elle déjà demandé à s'inscrire auprès d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue, ou à en devenir membre?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », indiquer les organismes et les territoires.

3. La société ou les membres du même groupe qu'elle sont-ils actuellement ou ont-ils déjà été inscrits dans une province, un territoire, un État ou un pays en vertu d'une loi qui prescrit la détention d'un permis ou l'inscription pour agir comme courtier ou conseiller en produits financiers autres que des valeurs mobilières (par exemple, prêts hypothécaires, planification financière, assurance-vie, dérivés, etc.)?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », indiquer le type de permis ou d'inscription, le territoire, la date d'inscription et la date d'expiration de l'inscription, le cas échéant.

4. La société a-t-elle actuellement des clients dans le territoire où elle demande l'inscription?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

5. La société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante ont-ils déjà conclu une entente de règlement avec une autorité de réglementation du secteur financier ou un des organismes visés à la question 2, ci-dessus?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », donner des précisions.

6. Une autorité de réglementation du secteur financier ou un organisme visé à la question 2 ont-ils déjà :

- |   | <b>Oui</b>               | <b>Non</b>               |
|---|--------------------------|--------------------------|
| a) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante a fait une fausse déclaration ou commis une omission?   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante a enfreint les lois ou règlements d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays ou contrevenu aux règles d'un OAR ou d'une bourse de marchandises?                        | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| c) déterminé que la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante n'est pas apte à l'inscription, à l'octroi d'un permis ou à l'adhésion?   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| d) refusé à la société, à un membre du même groupe qu'elle ou à une société préexistante l'inscription, un permis ou une adhésion dans une province, un territoire, un État ou un pays pour exercer des activités dans le secteur des valeurs mobilières ou un autre secteur? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| e) suspendu ou révoqué l'inscription, le permis ou l'adhésion de la société, d'un membre du même groupe qu'elle ou d'une société préexistante?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| f) nommé un surveillant pour la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| g) rendu une ordonnance concernant la société, un membre du même groupe qu'elle ou une société préexistante relativement à des activités en valeurs mobilières (par exemple, une interdiction d'opérations)?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| h) refusé à la société, à un membre du même groupe qu'elle ou à une société préexistante une dispense d'inscription, de permis ou d'adhésion dans une province, un territoire, un État ou un pays?  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| i) assorti de conditions l'inscription ou l'adhésion de la société, d'un membre du même groupe qu'elle ou d'une société préexistante?   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Si la réponse est « oui » à l'une de ces questions, donner des précisions, en indiquant notamment l'autorité ou l'organisme, le territoire et la date.

7. Au cours des dix dernières années, la société a-t-elle :

- |   | <b>Oui</b>               | <b>Non</b>               |
|---|--------------------------|--------------------------|
| a) fait l'objet d'une ordonnance ou d'une procédure d'une autorité de réglementation du secteur financier, d'une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, d'un OAR ou d'un organisme analogue dont elle est membre? | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| b) été sanctionnée par une autorité de réglementation du secteur financier, une bourse de valeurs et (ou) de marchandises, un OAR ou un organisme analogue dont elle est membre?                                      | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Si la réponse est « oui » à l'une de ces questions, décrire la procédure ou la sanction, l'autorité, l'OAR ou l'organisme et indiquer les dates pertinentes.

8. La société se trouve-t-elle actuellement dans une situation qui pourrait donner lieu à une réponse positive à la question 6 ou 7 de la présente section?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », décrire la situation.

## **I. Poursuites**

1. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils déjà été condamnés en vertu des lois d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », décrire le type de condamnation, en indiquant la date et le territoire.

2. Des accusations sont-elles actuellement portées contre la société ou un membre du même groupe qu'elle en vertu des lois d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », décrire les accusations et indiquer le territoire.

3. Des poursuites civiles engagées contre la société ou les membres du même groupe qu'elles sont-elles en instance?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », décrire la nature de la poursuite, l'état de la cause et la demande particulière.

4. La société ou un membre du même groupe qu'elle ont-ils déjà été condamnés pour fraude ou vol par un tribunal civil, pénal ou administratif?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », décrire l'affaire, en indiquant la date et le territoire.

5. La société ou les membres du même groupe qu'elles sont-ils sous le coup de décisions judiciaires ou de causes de préférence?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », décrire les décisions ou les causes de préférence, en indiquant la date et le territoire.

## **J. Régime d'inscription canadien**

### **1. Choix de se prévaloir du régime d'inscription canadien (RIC)**

La société a-t-elle choisi de se prévaloir du RIC?

Oui  Non

Si la réponse est « oui », en présentant ce formulaire, la société :

- atteste que, dans chaque territoire canadien dans lequel elle a désigné un mandataire aux fins de signification, elle a procédé à la désignation conformément aux obligations applicables dans ce territoire;
- est assujettie aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien dans lequel elle demande à s'inscrire, et accepte la



compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités qu'elle exerce à titre de personne inscrite en vertu de ces lois;

- renonce à tout droit d'invoquer en défense devant ce tribunal ou dans cette instance l'incompétence à intenter l'instance.

**Joindre les documents suivants :**

- le formulaire établi conformément à l'Annexe 31-101A1;
- un chèque payable à chaque autorité en valeurs mobilières à laquelle la société demande l'inscription;
- la confirmation que la société est assurée dans tous les territoires où elle demande l'inscription.

**K. Collecte de renseignements personnels**

*Les autorités en valeurs mobilières se servent des renseignements personnels sur les personnes visées par ce formulaire pour étudier la présente demande et vérifier que la société remplit toujours les obligations d'inscription si sa demande est accueillie.*

*Les autorités en valeurs mobilières peuvent recueillir ces renseignements en vertu des lois sur les valeurs mobilières et les dérivés et ne peuvent se servir de renseignements personnels qu'aux seules fins de leur application. Elles peuvent recueillir des renseignements personnels à partir de la présente demande, de casiers judiciaires, des dossiers d'autres autorités de réglementation ou d'OAR, de dossiers de crédit, de relevés d'emploi et auprès d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, de personnes physiques ou morales et d'autres organisations. Elles peuvent aussi recueillir des renseignements personnels indirectement.*

*Les autorités en valeurs mobilières peuvent également fournir les renseignements personnels des personnes physiques visées par le présent formulaire à d'autres autorités de réglementation, OAR, organismes analogues ou bourses dans le cadre d'une enquête ou du traitement de toute question d'ordre réglementaire.*

*Les personnes physiques visées par le présent formulaire peuvent adresser leurs questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels à l'autorité en valeurs mobilières du territoire concerné, aux coordonnées figurant à l'appendice A. Au Québec, on peut également s'adresser à la Commission d'accès à l'information (1 888 528-7741, site Web : [www.cai.gouv.qc.ca](http://www.cai.gouv.qc.ca)).*

En remplissant cette section, vous :

reconnaissez que l'autorité en valeurs mobilières des territoires concernés peut recueillir les renseignements personnels des personnes physiques visées par ce formulaire et les communiquer à toute autorité en valeurs mobilières, tout OAR, organisme analogue ou bourse dans le cadre d'une enquête ou du traitement d'une question d'ordre réglementaire;

attestez que les personnes physiques visées par ce formulaire ont été avisées que leurs renseignements personnels figurent sur ce formulaire, des raisons juridiques de leur communication, de l'utilisation qui en sera faite et des moyens d'obtenir de plus amples renseignements.

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date (AAAA/MM/JJ)

**L. Acceptation de compétence et désignation d'un mandataire aux fins de signification** (Les sociétés qui sont non-résidentes doivent remplir cette section pour chaque territoire dans lequel elles demandent l'inscription.)

En présentant ce formulaire, la société :

- accepte d'être assujettie aux lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, de chaque territoire canadien dans lequel elle demande à s'inscrire, et accepte la compétence de tout tribunal ou toute instance se rapportant aux activités qu'elle exerce à titre de personne inscrite en vertu de ces lois;
- désigne le mandataire à l'adresse ci-dessous aux fins de signification de tout document émanant de ce tribunal ou relatif à cette instance.

Nom de la société

Territoire de constitution de la société

Coordonnées du mandataire

Nom du mandataire aux fins de signification (le « mandataire »)

Adresse du mandataire et territoires dans lesquels la société demande l'inscription

Nom du cabinet (le cas échéant)

Téléphone

Télécopieur

Adresse électronique

La société accepte de déposer un nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification si les changements suivants se produisent moins de six ans après que son inscription a pris fin :

- tout changement de nom ou d'adresse du mandataire;
- tout changement de mandataire de la société.

Le nouvel acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification doit être déposé au moins 30 jours avant la prise d'effet du changement.

Le présent acte d'acceptation de compétence et de désignation d'un mandataire aux fins de signification est régi par les lois sur les valeurs mobilières ou les dérivés, ou les deux, du territoire canadien concerné.

*Autorisation de la société*

Nom du dirigeant de la société autorisé à signer

Titre du dirigeant de la société autorisé à signer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date (AAAA/MM/JJ)

*Autorisation du mandataire*

En signant si-dessous, vous acceptez d'agir comme mandataire aux fins de signification pour la société conformément aux conditions des présentes.

Nom du dirigeant du mandataire autorisé à signer

Titre du dirigeant du mandataire autorisé à signer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date (AAAA/MM/JJ)

**Joindre les documents suivants :**

1. La déclaration de la société sur la protection des renseignements personnels
2. Le consentement signé de la société à la collecte des renseignements personnels

**M. Signatures**

En signant ci-dessous, vous atteste que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés;
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques..

Nom de la société

Nom du dirigeant autorisé à signer

Titre du dirigeant autorisé à signer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date (AAAA/MM/JJ)

Attesté par un avocat, un notaire ou un commissaire à l'assermentation :

Nom

Titre

\_\_\_\_\_  
Signature  
(préciser la qualité du signataire : avocat, notaire ou commissaire à  
l'assermentation)

\_\_\_\_\_  
Date (AAAA/MM/JJ)

**APPENDICE A**

Personnes-ressources pour toute question concernant la collecte et l'utilisation des renseignements personnels.

**Alberta**

Alberta Securities Commission  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary (Alberta) T2P 3C4  
Attention : Information Officer  
Téléphone : 403-297-6454

**Colombie-Britannique**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2  
Attention : Freedom of Information Officer  
Téléphone : 604-899-6500 ou 800-373-6393  
(en Colombie-Britannique)

**Île-du-Prince-Édouard**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer,  
Corporate and Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7N8  
Attention : Deputy Registrar of Securities  
Téléphone : 902-368-4569

**Manitoba**

Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
400, avenue St-Mary, bureau 500  
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5  
Attention : Director - Legal  
Téléphone : 204-945-0605

**Nouveau-Brunswick**

Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick  
85, rue Charlotte, bureau 300  
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2  
À l'attention du Directeur de la réglementation du marché  
Téléphone : 506-658-3021

**Nouvelle-Écosse**

Nova Scotia Securities Commission  
2<sup>nd</sup> Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3J9  
Attention : FOI Officer  
Téléphone : 902-424-7768

**Nunavut**

Bureau d'enregistrement  
Ministère de la Justice  
Gouvernement du Nunavut  
C.P. 1000, succ. 570  
Iqaluit (Nunavut) X0A 0H0  
Attention : Deputy Registrar of Securities  
Téléphone : 867-975-6190

**Ontario**

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Suite 1903, C. P. 55  
20, Queen Street West  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Attention : FOI Coordinator  
Téléphone : 416-593-8314

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria  
C.P. 246, 22<sup>e</sup> étage  
Tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
À l'attention du responsable de l'accès à l'information  
Téléphone : 514-395-0337 ou 877-525-0337 (au Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Financial Services Commission  
800 B1920 Broad Street  
Regina (Saskatchewan) S4P 3V7  
Attention : Director  
Téléphone : 306-787-5842

**Terre-Neuve-et-Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
Confederation Building  
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1B 4J6  
Attention : Director of Securities  
Téléphone : 709-729-4189

**Territoires du Nord-Ouest**

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest  
C. P. 1320  
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9  
Attention : Deputy Registrar of Securities  
Téléphone : 867-920-8984

**Yukon**

Ministère des Services aux collectivités  
C.P. 2703  
Whitehorse (Yukon) Y1A 2C6  
Attention : Registrar of Securities  
Téléphone : 867-667-5225

**ANNEXE 33-109A7  
AVIS DE RÉTABLISSEMENT DE L'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE  
PHYSIQUE INSCRITE OU D'UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE**

**Le présent formulaire ne peut être utilisé que si les renseignements fournis sous les rubriques 13 (Renseignements à l'intention des organismes de réglementation), 14 (Renseignements sur les infractions criminelles), 15 (Renseignements sur les poursuites civiles) et 16 (Renseignements sur la situation financière) du formulaire prévu à l'Annexe 33-109F4 n'ont pas changé depuis que vous avez quitté votre ancienne société parrainante.**

Dans le présent formulaire, les mots « vous », « votre » et « demandeur » désignent la personne qui présente le formulaire.

L'expression « ancienne société parrainante » désigne la dernière société inscrite au sein de laquelle vous avez exercé des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée.

L'expression « nouvelle société parrainante » désigne la société inscrite au sein de laquelle vous commencerez à exercer des fonctions à titre de personne physique inscrite ou autorisée après le transfert de votre inscription.

Plusieurs expressions utilisées dans le présent formulaire sont définies dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, Demande d'inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée, que vous avez présenté pour vous inscrire, ou dans d'autres textes de la législation en valeurs mobilières de votre province ou territoire. Veuillez vous reporter à ces définitions.

[*Version en ligne*] Si vous avez des questions, veuillez vous adresser à un dirigeant autorisé de votre société parrainante ou à un avocat, ou encore consulter le site Web d'information de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse [www.nrd.ca](http://www.nrd.ca).

[*Version imprimée*] Remplissez le présent formulaire si vous vous prévaluez de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102. Sinon, remplissez et présentez le présent formulaire en ligne sur le site Web de la Base de données nationale d'inscription (BDNI), à l'adresse [www.nrd.ca](http://www.nrd.ca).

L'omission de répondre à toutes les questions pertinentes peut occasionner un retard dans le traitement de la demande.

**Rubrique 1 – Nom**

**1. Numéro BDNI :**

**2. Nom légal**

Nom de famille    Prénom    Deuxième prénom (s.o. )    Troisième prénom (s.o. )

**3. Date de naissance (AAAA/MM/JJ) :**

**4. Noms commerciaux**

Exercez-vous une activité sous un nom commercial qui n'est pas ceux indiqués ci-dessus ou comptez-vous le faire?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice A.

## Rubrique 2 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification

### 1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous présentez le présent formulaire. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable. Vous pouvez indiquer une adresse domiciliaire. Veuillez remplir l'appendice B pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur \_\_\_\_\_ (le cas échéant)

Adresse électronique : \_\_\_\_\_ (le cas échéant)

### 2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous pour chaque province ou territoire dans lequel vous avez un mandataire. L'adresse de votre mandataire doit être le domicile élu indiqué ci-dessus. Si votre mandataire est une société, indiquez également le nom de votre personne-ressource.

Nom du mandataire : \_\_\_\_\_

Personne-ressource : \_\_\_\_\_  
Nom de famille Prénom

## Rubrique 3 – Régime de passeport/régime d'inscription canadien

Le présent formulaire est-il déposé en vertu du régime de passeport ou du régime d'inscription canadien?

Oui  Non

## Rubrique 4 – Territoires d'inscription

Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque territoire dans lequel vous demandez l'inscription :

- Alberta
- Colombie-Britannique
- Île-du-Prince-Édouard
- Manitoba
- Nouveau-Brunswick
- Nouvelle-Écosse
- Nunavut



- Ontario
- Québec
- Saskatchewan
- Terre-Neuve-et-Labrador
- Territoires du Nord-Ouest
- Yukon

#### **Rubriques 5 – Catégories d'inscription**

Indiquez, en cochant la case appropriée à l'appendice C, chaque catégorie dans laquelle votre inscription est rétablie. Si vous êtes une personne physique autorisée, indiquez chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.

#### **Rubrique 6 – Emploi précédent**

Veillez fournir les renseignements suivants sur votre ancienne société parrainante.

Nom :

Numéro BDNI de l'établissement :

Date à laquelle vous avez cessé d'être autorisé à agir au nom de votre ancienne société parrainante à titre de personne physique inscrite ou autorisée (AAAA/MM/JJ) :

Motif de la cessation de fonctions :

#### **Rubrique 7 – Démissions et congédiements**

Avez-vous démissionné de votre ancienne société parrainante ou été congédié par celle-ci pour un motif valable par suite d'allégations selon lesquelles vous auriez :

*a)* commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite?

- Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice D.

*b)* manqué à vos obligations de supervision de la conformité aux lois, règlements, règles ou normes de conduite?

- Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice D.

*c)* commis une fraude ou un détournement de biens, y compris un vol?

- Oui       Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice D.

**Rubrique 8 – Nouvelle société parrainante et autres activités professionnelles ou emplois**

Nom de votre nouvelle société parrainante :

Veillez fournir à l'appendice E les renseignements demandés sur vos activités professionnelles auprès de votre nouvelle société parrainante et, le cas échéant, vos autres activités professionnelles ou emplois.

**Rubrique 9 – Établissement d'emploi**

Veillez fournir les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, veuillez fournir les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI de l'établissement : \_\_\_\_\_

Numéro d'identification unique (facultatif) : \_\_\_\_\_

Numéro de transit/numéro de centre de coûts, le cas échéant : \_\_\_\_\_

Adresse d'entreprise : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ Numéro de télécopieur : \_\_\_\_\_

*[Pour la version imprimée seulement]*

Type d'établissement :  Siège  Succursale  Sous-succursale

Nom du directeur de succursale : \_\_\_\_\_

Date de prise d'effet : \_\_\_\_\_

Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse d'entreprise indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements ci-dessous.

Adresse postale : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Date à laquelle vous serez autorisé à agir au nom de la société à titre de personne physique inscrite ou autorisée (AAAA/MM/JJ) :

**Rubrique 10 – Propriété de sociétés de valeurs mobilières**

Êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été associé ou actionnaire important d'une société (y compris votre société parrainante) dont les activités sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en dérivés?

Oui  Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice F.

**Déclarations**

En présentant ce formulaire, vous déclarez que l'acceptation de compétence, le consentement à la collecte et à l'utilisation des renseignements personnels et l'autorisation donnée aux OAR (le cas échéant) qui figurent dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 sont encore valides et s'appliquent au présent formulaire.

Vous déclarez que vous êtes tenu d'aviser l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements présentés sur le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 et atteste qu'à la date de présentation du présent formulaire, toute modification de ces renseignements a été déclarée. En cochant les cases ci-dessous, vous atteste que les renseignements visés n'ont pas été modifiés :

- Renseignements à l'intention des organismes de réglementation
- Renseignements sur les infractions criminelles
- Renseignements sur les poursuites civiles
- Renseignements sur la situation financière

Si vous demandez le rétablissement de votre inscription, vous déclarez également que toutes les conditions de votre inscription que vous n'avez pas remplies auprès de votre ancienne société parrainante resteront valides auprès de votre nouvelle société parrainante.

**Commet une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés quiconque présente des renseignements faux ou trompeurs sur ce formulaire.**

*[Version en ligne]*

#### **Attestation**

Je présente ces renseignements en qualité de mandataire du demandeur. En cochant cette case, j'atteste que le demandeur m'a fourni tous les renseignements présentés sur ce formulaire.

*[Version imprimée]*

#### **Signatures**

##### **Demandeur**

En signant ci-dessous, vous atteste que :

- vous avez lu et compris les questions du présent formulaire;
- vous comprenez que la présentation de renseignements faux ou trompeurs constitue une infraction aux lois sur les valeurs mobilières et les dérivés;
- tous les renseignements présentés sur le présent formulaire sont véridiques.

\_\_\_\_\_  
Signature du demandeur

\_\_\_\_\_  
Date (AAAA/MM/JJ)

##### **Nouvelle société parrainante (associé ou dirigeant autorisé)**

En signant ci-dessous, vous atteste que :

- le demandeur sera embauché par la nouvelle société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée;
- vous avez discuté des questions du présent formulaire avec le demandeur et vous êtes convaincu qu'il les comprend parfaitement;

- si la personne physique demande le rétablissement de son inscription, la nouvelle société parrainante reconnaît que toutes les conditions de l'inscription de la personne qui n'ont pas été remplies auprès de son ancienne société parrainante resteront valides et convient d'assumer toutes les obligations qui lui incombent en vertu de ces conditions.

---

Nom de la société

---

Nom du dirigeant autorisé

---

Titre du dirigeant autorisé

---

Signature

---

Date (AAAA/MM/JJ)

**APPENDICE A  
NOMS COMMERCIAUX**

**Veillez fournir les renseignements ci-dessous sur chaque nom commercial que vous utilisez actuellement ou comptez utiliser.**

---

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom sera utilisé en lien avec votre nouvelle société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

---

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom sera utilisé en lien avec votre nouvelle société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

---

Nom

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, nom commercial).

Quand avez-vous utilisé ce nom? De : \_\_\_\_\_ À : \_\_\_\_\_  
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si le nom sera utilisé en lien avec votre nouvelle société parrainante, celle-ci en a-t-elle approuvé l'utilisation?

**APPENDICE B  
DOMICILE ÉLU ET MANDATAIRE AUX FINS DE SIGNIFICATION****1. Domicile élu**

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : \_\_\_\_\_  
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_ Numéro de télécopieur : \_\_\_\_\_

Adresse électronique : \_\_\_\_\_

**2. Mandataire aux fins de signification**

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit correspondre à l'adresse du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : \_\_\_\_\_

Personne-ressource : \_\_\_\_\_  
Nom de famille Prénom

## **APPENDICE C CATÉGORIES D'INSCRIPTION**

### **Catégories**

Indiquez, en cochant la case pertinente, les catégories dans lesquelles vous demandez l'inscription.

#### **Catégories d'inscription communes à tous les territoires**

##### **Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?**

- Courtier en placement
- Courtier en épargne collective
- Courtier en plans de bourses d'études
- Courtier sur le marché dispensé
- Courtier d'exercice restreint
- Gestionnaire de portefeuille
- Gestionnaire de portefeuille d'exercice restreint
- Société de gestion

##### **Catégories d'inscription et activités autorisées**

- Représentant de courtier
- Représentant-conseil
- Représentant-conseil adjoint
- Personne désignée responsable
- Chef de la conformité
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Directeur de succursale (ACCFM)
- Superviseur (ACCOVAM)

#### **Catégories d'inscription particulières à l'Ontario**

##### **Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?**

- Conseiller financier en placement de produits dérivés
- Conseiller juridique en placement de produits dérivés
- Directeur des placements de produits dérivés
- Négociant-commissionnaire en contrats à terme

##### **Catégories d'inscription et activités autorisées**

- Représentant – services-conseils
- Représentant
- Directeur de succursale
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Actionnaire
- Superviseur (ACCOVAM)

#### **Catégories d'inscription particulières au Manitoba**

##### **Dans quelle catégorie de société faites-vous la demande?**

- Courtier (négociant)
- Courtier (négociant-commissionnaire en contrats à terme)
- Courtier (négociateur en bourse)
- Conseiller

**Catégories d'inscription et activités autorisées**

- Négociateur en bourse
- Courtier en bourse
- Vendeur
- Directeur de bureau régional
- Conseiller
- Dirigeant
- Administrateur
- Associé
- Superviseur (ACCOVAM)

**Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières – Renseignements supplémentaires****Catégories d'autorisation**

- Dirigeant
- Administrateur (hors secteur)
- Superviseur
- Investisseur
- Représentant inscrit
- Représentant en placement
- Négociateur

**Personnes désignées**

- Chef de la conformité
- Chef des finances
- Personne désignée responsable
- Responsable désigné des contrats d'options
- Responsable désigné des contrats à terme et options sur contrats à terme

**Activités de négociation**

- Non négociant
- Titres de participation
- Options
- Contrats à terme
- Organismes de placement collectif seulement
- Gestion de portefeuille
- Gestion de portefeuille (supervisée)

**Type de compte**

- Clientèle de détail
- Clientèle institutionnelle
- Sans objet



**APPENDICE D**  
**DÉMISSIONS ET CONGÉDIEMENTS**

*a)* Pour chaque infraction à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite qui vous est reprochée, veuillez indiquer ci-dessous les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

*b)* Pour chaque omission de superviser la conformité à une loi, à un règlement, à une règle ou à une norme de conduite qui vous est reprochée, veuillez indiquer ci-dessous les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

*c)* Pour chaque fraude ou vol qui vous est reproché, veuillez indiquer ci-dessous les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement pour un motif valable.

**APPENDICE E**  
**NOUVELLE SOCIÉTÉ PARRAINANTE ET AUTRES ACTIVITÉS**  
**PROFESSIONNELLES OU EMPLOIS**

[Version en ligne]

Cochez cette case si vous êtes employé par votre nouvelle société parrainante. Sinon, vous devez indiquer le nom et l'adresse de la société :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

\_\_\_\_\_

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

\_\_\_\_\_

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : \_\_\_\_\_

Indiquez les fonctions que vous exercez ou comptez exercer auprès de votre société parrainante.

Décrivez tout autre emploi ou activité professionnelle ayant trait à cette entreprise ou à cet employeur, qu'ils se rapportent ou non aux placements. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, la date de commencement, votre titre ou votre relation avec l'entreprise (notamment les postes d'administrateur ou de dirigeant).

Indiquez le nombre d'heures par semaine que vous consacrerez à ces activités professionnelles :

Cochez cette case si vous travaillez plus de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante. Sinon, veuillez expliquer pourquoi vous travaillez moins de 30 heures par semaine auprès de votre société parrainante.

Déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant des activités que vous vous proposez d'exercer comme personne inscrite auprès d'une ou de plusieurs sociétés parrainantes (du même groupe ou non) et de l'autre entreprise décrite ci-dessus (indiquez si cette entreprise est inscrite à la cote d'une bourse). Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et confirmez que vous les connaissez.

[version imprimée]

Veuillez fournir les renseignements suivants sur votre nouvelle société parrainante :

Adresse du siège :

\_\_\_\_\_

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : \_\_\_\_\_

Fonctions que vous comptez exercer : \_\_\_\_\_

Travaillerez-vous plus de 30 heures par semaine auprès de votre nouvelle société parrainante? Sinon, veuillez expliquer pourquoi :

Travaillez-vous auprès d'un autre employeur ou exercerez-vous d'autres activités professionnelles? Dans l'affirmative, veuillez fournir les renseignements suivants sur chaque employeur ou entreprise :

Nom de l'entreprise ou de l'employeur :

---

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur :

---

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre de votre supérieur immédiat : \_\_\_\_\_

Fonctions que vous exercez ou comptez exercer : \_\_\_\_\_

Décrivez tout autre emploi ou activité professionnelle ayant trait à cette entreprise ou à cet employeur, qu'ils se rapportent ou non aux placements. Précisez la nature de l'entreprise, vos fonctions, la date de commencement, votre titre ou votre relation avec l'entreprise (notamment les postes d'administrateur ou de dirigeant).

Indiquez le nombre d'heures par semaine que vous consacrerez à ces activités professionnelles :

Déclarez tout risque de confusion chez les clients et tout risque de conflit d'intérêts découlant des activités que vous vous proposez d'exercer comme personne inscrite auprès d'une ou de plusieurs sociétés parrainantes (du même groupe ou non) et de l'autre entreprise décrite ci-dessus (indiquez si cette entreprise est inscrite à la cote d'une bourse). Indiquez si la société a des procédures pour réduire les risques de conflits d'intérêts et confirmez que vous les connaissez.

**APPENDICE F**  
**PROPRIÉTÉ DES SOCIÉTÉS DE VALEURS MOBILIÈRES**

Veillez fournir des précisions sur la propriété, notamment la catégorie, le type et le nombre d'actions détenues, ainsi que le pourcentage des voix qui y sont rattachées.

## **INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION**

### **PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION ET OBJET**

#### **1.1. Objet**

Le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 ») a pour objet de refondre et d'harmoniser les obligations de présentation et de mise à jour des renseignements concernant l'inscription.

### **PARTIE 2 RÉTABLISSEMENT**

#### **2.1. Rétablissement**

1) Lorsqu'une personne physique entre au service d'une nouvelle société parrainante dans les 90 jours suivant la cessation de ses fonctions nécessitant l'inscription et demande à s'inscrire dans la même catégorie que celle dans laquelle elle était inscrite précédemment, son inscription est rétablie automatiquement. La personne physique qui passe directement d'une société parrainante à une autre peut donc exercer des activités nécessitant l'inscription dès son entrée en fonctions, pourvu que le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 ait été déposé. Cependant, la personne ne peut se prévaloir de cette procédure si, dans l'intervalle, elle est devenue insolvable, a fait l'objet de poursuites criminelles ou civiles ou a été impliquée dans un cas de non-conformité à la réglementation.

2) Malgré le rétablissement automatique ou toute autre procédure, les personnes physiques inscrites ont l'obligation de demeurer aptes à l'inscription en permanence, et l'agent responsable peut suspendre l'inscription, la radier d'office ou l'assortir de conditions en tout temps. Il peut notamment le faire s'il obtient, dans l'avis de cessation de la relation ou à partir d'autres sources, de l'information qui met en cause l'aptitude d'une personne physique à l'inscription. Dans ce cas, la personne a la possibilité d'être entendue avant que l'agent responsable ne suspende l'inscription, ne la radie d'office ou ne l'assortisse de conditions.

3) Lorsqu'une personne physique entre au service d'une nouvelle société parrainante plus de 90 jours après la cessation de ses fonctions nécessitant l'inscription, la société doit déposer une demande de rétablissement de l'inscription de la personne. Cette procédure s'appelle « réactivation » et nécessite notamment la mise à jour des renseignements de la personne figurant sur le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4. On applique la même procédure à la personne physique qui est devenue insolvable, a fait l'objet de poursuites criminelles ou civiles ou a été impliquée dans un cas de non-conformité à la réglementation après avoir cessé d'exercer ses fonctions auprès de son ancienne société parrainante, même si moins de 90 jours se sont écoulés depuis lors. Dans un cas comme dans l'autre, la personne physique ne peut exercer d'activités nécessitant l'inscription tant que l'autorité en valeurs mobilières n'a pas rétabli son inscription.

### **PARTIE 3 ÉTABLISSEMENTS**

#### **3.1. Établissements**

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime qu'un établissement d'une société inscrite ou d'une personne qui demande à s'inscrire est un lieu (y compris une résidence) situé dans le territoire où les personnes physiques inscrites exercent pour le compte de cette société une activité assujettie à l'obligation d'inscription.

## PARTIE 4 AVIS DE MODIFICATION

### 4.1. Cession en bloc d'établissements et transfert en bloc de personnes physiques

1) Si la société inscrite acquiert un grand nombre d'établissements (notamment par suite d'une fusion ou de l'achat d'actifs) d'une ou plusieurs sociétés inscrites toutes situées dans les mêmes territoires et inscrites dans les mêmes catégories qu'elle et que, selon la BDNI, un nombre significatif de personnes physiques est lié à ces établissements, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable pourra dispenser des obligations suivantes les sociétés et les personnes physiques touchées par l'opération :

1. l'obligation de donner avis de toute cessation de relation, conformément à l'article 4.3 du Règlement 33-109;

2. l'obligation de présenter une demande d'inscription à l'égard de chaque personne physique souhaitant devenir personne physique inscrite, conformément à l'article 2.2 du Règlement 33-109;

3. l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 à l'égard de chaque personne physique autorisée, conformément à l'article 2.2 du Règlement 33-109;

4. l'obligation d'aviser l'agent responsable de toute modification des renseignements sur un établissement contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, conformément à l'article 3.1 du Règlement 33-109.

2) La dispense des obligations ci-dessus nécessite la présentation des renseignements suivants dans la demande :

*a)* le nom et le numéro BDNI de la société inscrite qui acquiert les établissements;

*b)* les renseignements suivants sur chaque société inscrite qui cède des établissements :

*i)* le nom et le numéro BDNI de la société inscrite;

*ii)* l'adresse et le numéro BDNI de chaque établissement cédé à la société inscrite visée au sous-paragraphe *a*;

*c)* la date à laquelle les établissements et les personnes physiques seront cédés à la société inscrite visée au sous-paragraphe *a*.

3) Pour faciliter le traitement de la demande de dispense, le demandeur peut présenter les renseignements visés au paragraphe 2 de la façon prévue à l'Annexe A.

4) La demande de dispense devrait être présentée par la société inscrite qui acquerra les établissements à la conclusion de l'opération suffisamment longtemps avant la date de la cession des établissements (la « date de cession »). L'autorité en valeurs mobilières estime qu'il suffit de présenter la demande 30 jours avant la date de cession.

5) Outre d'éventuels frais de demande, des frais établis en fonction du nombre de sociétés inscrites, d'établissements, de personnes physiques inscrites et de personnes physiques autorisées touchées par l'opération seront probablement exigés pour obtenir la dispense.

6) Si la dispense est accordée, l'agent responsable demandera à l'administrateur de la BDNI, dès que possible après la date de cession, d'indiquer dans la BDNI la cession des établissements ainsi que les personnes physiques inscrites et les personnes physiques autorisées visées.

7) Les cessions en bloc touchant des sociétés inscrites dans des catégories ou des territoires différents peuvent comporter d'autres étapes. Les sociétés touchées par ce type d'opération sont invitées à demander aux agents responsables visés la marche à suivre pour pouvoir utiliser le processus de cession en bloc prévu ci-dessus.

#### **4.2. Notification à l'agent responsable de la modification des renseignements**

Les dispositions des articles 3.1 et 4.1 du Règlement 33-109 s'appliquent à tous les renseignements présentés sur les formulaires prévus aux Annexes 33-109A6 et 33-109A4. À titre d'exemple, l'annexe 33-109A6 prévoit la présentation de certains renseignements portant sur les dix dernières années : si ces renseignements changent après la date du formulaire, la société doit en aviser l'agent responsable. Cette annexe demande aussi à la société de fournir des exemplaires de certaines conventions : si la société conclut une convention après la date du formulaire, elle doit en fournir un exemplaire à l'agent responsable.

### **PARTIE 5 DILIGENCE RAISONNABLE**

#### **5.1. Obligations de la société parrainante**

1) L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime que, pour remplir les obligations prévues à la partie 5 du Règlement 33-109, la société doit notamment :

*a)* établir des politiques et des procédures écrites en matière d'enquêtes sur les personnes physiques avant de présenter pour leur compte le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4;

*b)* veiller à ce que toute enquête effectuée sur une personne physique conformément à ces politiques et procédures soit documentée;

*c)* rappeler régulièrement aux personnes physiques inscrites et aux personnes physiques autorisées leurs obligations d'information en vertu du Règlement 33-109, dont la notification à l'agent responsable des changements dans l'information;

*d)* corriger toute inexactitude ou lacune dans l'information figurant sur le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7 dès que possible et, dans des circonstances normales, au plus tard cinq jours après que l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable l'a signalée au déposant BDNI.

2) Le paragraphe 2 de l'article 5.1 du Règlement 33-109 vise à aider les sociétés parrainantes à respecter l'obligation prévue au paragraphe 1 de cet article.

#### **5.2. Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1**

1) La société parrainante qui n'a pas obtenu le plus récent formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 ou avis de cessation de relation conformément au paragraphe 2 de l'article 5.1 du Règlement 33-109 peut, en dernier recours, demander à la personne physique de le demander à l'agent responsable.

2) Les sociétés inscrites devraient systématiquement fournir aux personnes physiques le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 lors de la cessation de relation.

3) L'information visée à la partie E, Précisions supplémentaires, du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 aidera les sociétés parrainantes à décider s'il convient d'embaucher une personne physique inscrite ou une personne physique autorisée. Nous reconnaissons que la société parrainante peut embaucher une personne avant de recevoir cette information, mais comme elle la reçoit généralement pendant la période d'essai, elle dispose du temps nécessaire pour agir en conséquence.

## **PARTIE 6 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES**

### **6.1. Ontario**

En Ontario, l'autorité en valeurs mobilières estime que la personne tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu du Règlement 33-109 et de la *Rule 33-506 (Commodity Futures Act)* peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

### **6.2. Manitoba**

Au Manitoba, le Règlement 33-109 est pris en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*. Il n'est pas nécessaire de présenter les mêmes renseignements deux fois pour satisfaire aux dispositions de ces lois.

## **PARTIE 7 FORMULAIRES**

### **7.1. Formulaires**

- 1) La société inscrite présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1, *Avis de cessation de relation avec une personne physique inscrite ou autorisée*, pour l'informer de la cessation d'une relation avec une personne physique inscrite ou autorisée qui est salariée, associée ou mandataire, à l'exception de tout actionnaire.
- 2) Les personnes physiques inscrites et autorisées utilisent le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, *Modification ou abandon de catégories d'inscription*. La personne physique inscrite qui modifie ou abandonne une catégorie d'inscription dans un ou plusieurs territoires le présente à l'agent responsable, tout comme la personne physique autorisée qui demande à devenir personne physique inscrite auprès de la même société inscrite.
- 3) Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, *Établissements autres que le siège*, est utilisé par les personnes qui demandent à s'inscrire comme courtier, conseiller ou société de gestion pour renseigner l'agent responsable sur leurs établissements autres que le siège, et par les sociétés inscrites qui ouvrent ou ferment des établissements ou modifient l'information fournie précédemment au sujet d'un établissement.
- 4) Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, *Demande d'inscription d'une personne physique et examen d'une personne physique autorisée*, sert à présenter une demande d'inscription d'une personne physique et à examiner une personne physique autorisée.
- 5) Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5, *Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4*, sert à aviser l'agent responsable de toute modification des renseignements fournis conformément aux Annexes 33-109A4 et 33-109A6.
- 6) Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A6, *Demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion (valeurs mobilières et (ou) dérivés)*, sert à présenter une demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de société de gestion.
- 7) Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7, *Avis de rétablissement de l'inscription d'une personne physique inscrite ou d'une personne physique autorisée*, sert aux personnes physiques inscrites à donner avis du rétablissement automatique de leur inscription conformément à l'article 2.3 du règlement. Il est également utilisé lors du transfert de personnes physiques autorisées.



**Annexe A****Demande de cession en bloc d'établissements aux fins de la BDNI**

La présente est une demande de dispense en vertu du Règlement 33-109.

A) Société inscrite qui acquerra les établissements

Nom :  
Numéro BDNI :

B) Société inscrite qui cédera les établissements

Nom :  
Numéro BDNI :

Établissements qui seront cédés

Adresse :  
Numéro BDNI :

Adresse :  
Numéro BDNI :  
(Donner ces renseignements sur chaque établissement.)

C) Date de la cession :

**Draft Regulation**

Securities Act  
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (26), (27) and (34), and s. 331.2; 2007, c. 15)

**Regulation 33-109 respecting Registration Information**

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation 33-109 respecting Registration Information.*

This draft Regulation is intended to replace *Regulation 33-109 respecting Registration Information*, approved by Ministerial Order No. 2007-05 dated June 21, 2007.

Draft *Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information* is also published hereunder.

**Request for Comment**

Comments regarding the above may be made in writing before **May 29, 2008**, to:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 22<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, tour de la Bourse  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: 514-864-6381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Additional Information**

Additional information is available from:

Sophie Jean  
Regulatory Adviser  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, ext. 4786  
Toll-free: 1-877-525-0337  
[sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

**February 29, 2008**

**Request for comment****Proposed replacement of*****Regulation 33-109 respecting Registration Information*****Proposed replacement of*****Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information,******Draft Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database******Proposed amendments to Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database*****Introduction**

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing for a 90-day comment period *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (“Regulation 33-109”) and *Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information* (“Policy Statement 33-109”). The draft regulation and policy statement are intended to replace the regulation and policy statement currently in force under the same numbers.

The CSA is also publishing for comment draft *Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (“Regulation 31-102”) and proposed amendments to *Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (“Policy Statement 31-102”).

**Substance and purpose of proposed amendments**

We are proposing the changes chiefly as a consequence of the new requirements in draft *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements* (“Regulation 31-103”).

***Proposed changes to Regulation 33-109***

We have made the following changes:

- revised the definition of *permitted individual* to include only the following officers: chief executive officer, chief financial officer, or chief operating officer of the firm, or those performing the functional equivalent of any of those positions. More junior officers that neither trade nor advise, or that have no dealings in Canada are therefore excluded. We have regularly granted exemptions from the requirement for junior officers to submit a Form 33-109F4. This change merely codifies that practice;
- added references to the registration categories of ultimate designated person and chief compliance officer;
- condensed Parts 4 and 5 into one part containing the requirements for both registered individuals and permitted individuals;
- expanded sections 4.3 and 5.1 to take into account the proposed two-stage disclosure process in Form 33-109F1.

***Proposed changes to Form 33-109F1***

We have revised Form 33-109F1 to support the proposal in draft Regulation 31-103 for permanent registration and more efficient reinstatement of registered individuals. The version now published for comment adds permitted individuals to the amended Form 33-109F1 that was published for comment with draft Regulation 31-103 on February 23, 2007 and also incorporates minor changes to address some of the comments we received.

*Proposed changes to Form 33-109F2*

Cross-references have been updated.

Item 3 Details of Surrender now specifies that it applies if the individual is surrendering his or her registration with the sponsoring firm in the local jurisdiction.

*Proposed changes to Form 33-109F3*

Cross-references have been updated.

*Proposed changes from Form 33-109F4*

We have made the following changes:

- a number of minor housekeeping changes as a consequence of the proposals in draft Regulation 31-103. In particular, the new categories of registration in draft Regulation 31-103 have resulted in changes to Schedule C of Form 33-109F4;
- -applied plain language principles to make Form 33-109F4 easier to understand;
- -defined certain terms used in Form 33-109F4 that are not defined elsewhere.

*Proposed changes to Form 33-109F5*

Cross-references have been updated.

*Proposed Form 33-109F6*

We have made the following changes:

- a number of minor housekeeping changes as a consequence of draft Regulation 31-103. In particular, the new categories of registration in Regulation 31-103 have resulted in changes to Schedule C of Form 33-109F6;
- applied plain language principles to make Form 33-109F6 easier to understand;
- defined certain terms used in Form 33-109F6 that are not defined elsewhere;
- included CSA-wide relevant requirements that were previously requested in additional requirement lists by each jurisdiction.

*Proposed Form 33-109F7*

This is a new form to support more efficient reinstatement of registered individuals.

*Proposed changes to Policy Statement 33-109*

We have made the following changes:

- removed the existing section 1.1 because it is no longer necessary;
- added Part 2 to explain the reinstatement process;
- added section 4.2 to clarify the ongoing requirements to update information in applications for registration;

- expanded section 5.1 to address the sponsoring firm's due diligence obligations on their review of individuals, including correcting incorrect or deficient information in Form 33-109F7;
- added section 5.2 to explain issues relating to Form 33-109F1;
- added Part 7 to explain the intended use of each of the forms.

*Proposed changes to Regulation 31-102*

We have made the following changes:

- added Forms 33-109F5 and 33-109F7 to the list in section 2.1;
- amended section 3.2(e) to require a firm filer to notify the NRD administrator of any change in the name, telephone number, or e-mail address of the firm's chief AFR;
- added section 4.4 to require a firm filer to pay through NRD any late filing fees arising because of an activity that creates a submission on NRD;
- added section 4.5 to codify the exemptions that are regularly granted from the requirement to pay fees through NRD;
- removed Part 7 because it is no longer necessary.

*Proposed changes to Policy Statement 31-102*

We have made the following changes:

- removed the existing section 1.1 because it is no longer necessary;
- added section 7.2 to address *Commodity Futures Act* submissions;

**Summary of proposed amendments**

The proposed changes will:

- reflect the proposals in draft Regulation 31-103;
- reflect the proposed amendments to certain forms;
- codify exemptions that are granted regularly;
- address housekeeping matters.

**Authority for proposed amendments**

In Québec, Regulation 33-109 will be made under paragraphs (1), (2), (26), (27) and (34) of section 331.1 of the *Securities Act*. Regulation to amend Regulation 31-102 will be made under paragraphs (1), (2), (11), (26) and (34) of that section.

**Unpublished materials**

In proposing the amendments to Regulation 33-109, Policy Statement 33-109, Regulation 31-102, and Policy Statement 31-102, the CSA has not relied on any significant unpublished study, report, or other written materials.

**Alternatives considered**

We did not consider any alternatives to the proposed changes to Regulation 33-109, Policy Statement 33-109, Regulation 31-102, and Policy Statement 31-102.

**Anticipated costs and benefits**

We anticipate that the proposed changes will facilitate the implementation of draft Regulation 31-103 and eliminate the need for certain exemptions that are granted routinely.

**Comments**

Interested parties are invited to make written submissions about these proposed changes. Submissions received by May 29, 2008 will be considered. If you are not sending your submissions by e-mail, please include a diskette or CD containing your submission (in Windows format, Word).

Submissions should be addressed to all of the CSA members listed below:

Ontario Securities Commission  
Autorité des marchés financiers

It is not necessary to send comments separately to all CSA member authorities. Please send them to [one of the] the following persons, who will ensure they are sent to the other CSA members:

Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
Tour de la Bourse  
800, square Victoria, C.P. 246, 22 étage  
Montreal, Québec H4Z 1G3  
Fax: 514-864-8381  
Email: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

John Stevenson  
Secretary to the Commission  
Ontario Securities Commission  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto, Ontario M5H 3S8  
Fax: 416-593-2318  
e-mail: [jstevenson@osc.gov.on.ca](mailto:jstevenson@osc.gov.on.ca)

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain jurisdictions requires that a summary of the written submissions received during the comment period be published.

## Questions

Please refer your questions to any of:

Sophie Jean  
Autorité des marchés financiers  
800 square Victoria, 22e étage, C.P. 246, Tour de la Bourse  
Montréal, Québec H4Z 1G3  
Telephone: 514-395-0558, ext. 4786  
Fax: 514-873-2262  
E-mail: [sophie.jean@lautorite.qc.ca](mailto:sophie.jean@lautorite.qc.ca)

David Gilkes  
Ontario Securities Commission  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto, Ontario M5H 3S8  
Direct: 416-593-8104  
Fax: 416-593-8240  
E-mail: [dgilkes@osc.gov.on.ca](mailto:dgilkes@osc.gov.on.ca)

Martha Rafuse  
Ontario Securities Commission  
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55  
Toronto, Ontario M5H 3S8  
Direct: 416-593-2321  
Fax: 416-593-8240  
E-mail: [mrafuse@osc.gov.on.ca](mailto:mrafuse@osc.gov.on.ca)

The text of the proposed amendments follow or can be found elsewhere on a CSA member website.

February 29, 2008

**REGULATION 33-109 RESPECTING REGISTRATION INFORMATION**

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (26), (27) and (34); 2007. c. 15)

**PART 1 DEFINITIONS****1.1. Definitions**

In this Regulation

“effective date of a termination of an employment, partnership, or agency relationship” means the first day on which the individual ceased to have authority to act in a registerable capacity on behalf of the firm or ceased to act in a permitted individual capacity;

“NRD submission number” means the unique number generated by NRD to identify each NRD submission;

“permitted individual” means, for a registered firm or for a person that is applying for registration, an individual who is not registered to trade or to advise on behalf of the firm and who

(a) is a director, chief executive officer, chief financial officer, or chief operating officer of the firm, or performs the functional equivalent of any of those positions, or

(b) beneficially owns, directly or indirectly, or exercises control or direction over, 10 percent or more of the voting securities of the firm;

“registered firm” means a registered dealer, registered adviser, or registered investment fund manager;

“registered individual” means an individual who is registered

(a) to trade or advise on behalf of a registered firm,

(b) in the category of ultimate designated person, or

(c) in the category of chief compliance officer;

“sponsoring firm” means,

(a) for a registered individual, the registered firm on whose behalf the individual trades or advises, or acts as ultimate designated person or chief compliance officer,

(b) for an individual applying for registration, the registered firm, or the person applying to become a registered firm, on whose behalf the individual proposes to trade or advise,

(c) for a permitted individual of a registered firm, the registered firm on whose behalf the individual acts, or

(d) for a permitted individual of a person that is applying for registration, the person that is applying for registration on whose behalf the permitted individual proposes to act.



## 1.2. Interpretation

Terms defined in Regulation 31-102 respecting National Registration Database approved by Ministerial Order No. 2007-04 dated June 21, 2007 and used in this Regulation have the respective meanings ascribed to those terms in Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

## PART 2 APPLICATION FOR REGISTRATION AND REVIEW OF PERMITTED INDIVIDUALS

### 2.1. Dealer, Adviser and Investment Fund Manager Registration

An applicant for registration as a dealer, adviser or investment fund manager must submit to the securities regulatory authority,

- (a) in paper format, a completed Form 33-109F6; and
- (b) in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, a completed Form 33-109F3 for each business location of the applicant, other than the applicant's head office.

### 2.2. Individual Applicants

- (1) An individual who applies for registration under securities legislation must make the application by submitting to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F4.
- (2) Despite subsection (1), a permitted individual of a registered firm who applies to become a registered individual with the firm must make the application by submitting to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F2.

### 2.3. Reinstatement

The registration of an individual suspended under section 7.5 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements is reinstated on the date the individual submits a completed Form 33-109F7 in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database if

- (a) the Form 33-109F7 is submitted on or before the 90<sup>th</sup> day after the date the individual was suspended;
- (b) there have been no changes to the information previously submitted in respect of Items 13, 14, 15 and 16 of the Form 33-109F4 of the individual since the individual was suspended;
- (c) the individual is seeking reinstatement in the same category of registration in which the individual was registered at the time of the suspension, and
- (d) the registered firm sponsoring the individual's reinstatement is registered in the same category of registration in which the individual's former sponsoring firm was registered.

### 2.4. Permitted Individuals

- (1) A permitted individual must submit to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F4, or, if required under subsection (2), a Form 33-109F7, within the later of
  - (a) the 5th business day after becoming a permitted individual; and

(b) the date the sponsoring firm applies for registration.

(2) A permitted individual must submit to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F7 under subsection (1), provided that there have been no changes to the information previously submitted in respect of Items 13, 14, 15 and 16 of the Form 33-109F4 of the individual since the date the permitted individual ceased to have authority to act in a permitted individual capacity with the individual's former sponsoring firm.

## **2.5. Commodity Futures Act Registrants**

(1) In Manitoba and Ontario, if an applicant for registration under section 2.1 is registered under the *Commodity Futures Act* (R.S.O., 1990, c. C.20; C.C.S.M., c. C152), the applicant is not required to submit a completed Form 33-109F3 under subsection 2.1(b) for any business location of the applicant that is recorded on NRD.

(2) In Manitoba and Ontario, despite subsection 2.2(1), if an individual applies for registration under securities legislation and is recorded on NRD with his or her sponsoring firm as registered under the *Commodity Futures Act*, the individual must make the application by submitting to the regulator, in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, a completed Form 33-109F2.

## **PART 3 CHANGES TO REGISTERED FIRM INFORMATION**

### **3.1. Changes to Form 33-109F6 Information**

(1) A registered firm must notify the securities regulatory authority of a change to any information previously submitted in Form 33-109F6, or under this subsection, within 5 business days of the change.

(2) For the purposes of subsection (1), a notice of change must be made by submitting a completed Form 33-109F5 in paper format.

(3) A notice of change under this section is not required to be in Form 33-109F5 if the change relates to

(a) the addition of an officer, partner, or director to the registered firm, and if

(i) a completed Form 33-109F4 in respect of the officer, partner, or director is submitted under section 2.2; or

(ii) a completed Form 33-109F7 in respect of the officer, partner, or director is submitted under section 2.3;

(b) the resignation or termination of an officer, partner or director of the registered firm, and if a completed Form 33-109F1 is submitted under section 4.3; or

(c) a business location other than head office, and if a completed Form 33-109F3 is submitted under section 3.2.

### **3.2. Changes to Business Locations**

(1) A registered firm must notify the securities regulatory authority of the opening of a business location, other than a new head office, by submitting in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F3 within 5 business days of the opening.

(2) A registered firm must notify the securities regulatory authority of a change to any information previously submitted in Form 33-109F3 by submitting in accordance with

Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F3 within 5 business days of the change.

### **3.3. Changes to Other Registration Information**

A registered firm must notify the securities regulatory authority of a change in its auditor or financial year-end within 5 business days of the change.

## **PART 4 CHANGES TO REGISTERED INDIVIDUAL AND PERMITTED INDIVIDUAL INFORMATION**

### **4.1. Changes to Form 33-109F4 Information**

(1) A registered individual or permitted individual must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to any information previously submitted in Form 33-109F4, in Form 33-109F7, or under this subsection, within 5 business days of the change.

(2) Despite subsection (1), a registered individual or permitted individual must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to information previously submitted in Item 11 of Form 33-109F4, or under this subsection, within 10 business days of the change.

(3) Despite subsection (1), a registered individual or permitted individual must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to information previously submitted in Items 3, 4, or paragraph 1 of Item 8 of Form 33-109F4, or under this subsection, within 20 business days of the change.

### **4.2. Application to Change or Surrender Individual Registration Categories**

A registered individual of a registered firm who applies to change or surrender his or her registration category with the firm must make the application by submitting to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F2.

### **4.3. Termination of Employment, etc.**

(1) A registered firm must, within 5 business days of the effective date of a termination of an employment, partnership, or agency relationship with a registered individual or permitted individual, notify the securities regulatory authority of the termination of the relationship by submitting in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F1 with Parts A through D completed.

(2) A registered firm must, within 30 business days of the effective date of a termination of an employment, partnership, or agency relationship with a registered individual or permitted individual who resigned or was dismissed, submit in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a Form 33-109F1 with Part E completed.

(3) A registered firm must, within 5 business days of a request from a registered individual or permitted individual, provide to the individual a copy of the Form 33-109F1 with Parts A through D completed, as submitted under subsection (1) in relation to the individual,

(4) Upon a request from an individual, registered firm must provide to the registered individual or permitted individual who resigned or was dismissed a copy of the Form 33-109F1 with Part E completed, as submitted pursuant to subsection (2) in relation to the individual, within the later of

- (a) 5 business days of a request from the individual; and
- (b) 5 business days of the submission pursuant to subsection (2).

## **PART 5 DUE DILIGENCE AND RECORD-KEEPING**

### **5.1. Sponsoring Firm Obligations**

(1) A sponsoring firm must make reasonable efforts to ensure the truth and completeness of information that is submitted by

- (a) a registered individual,
- (b) a permitted individual, or
- (c) an individual applying for registration, for whom the firm is the sponsoring firm.

(2) A registered firm that has submitted a Form 33-109F4 or Form 33-109F7 on behalf of a registered individual or permitted individual must obtain from that individual a copy of the Form 33-109F1 most recently submitted in respect of the individual, within 45 business days of the submission of the relevant Form 33-109F4 or Form 33-109F7.

(3) A sponsoring firm must retain all documents used by the firm to satisfy its obligation under subsection (1),

(a) in the case of a permitted individual, for a period of seven years after the individual ceases to be a permitted individual with the firm; or

(b) in the case of a registered individual, or an individual applying for registration, for a period of seven years after the individual ceases to be a registered individual with the firm.

(4) Without limiting the generality of subsection (3), if a registered individual, an individual applying for registration, or a permitted individual appoints an agent for service, the sponsoring firm must keep the original Appointment of Agent for Service executed by the individual for the period of time set out in paragraph (3)(b).

(5) A sponsoring firm that retains a document under subsection (3) or (4) in respect of an NRD submission must record the NRD submission number on the first page of the document.

## **PART 6 EXEMPTION**

### **6.1. Exemption**

(1) The securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions, adopted by the *Commission des valeurs mobilières du Québec* pursuant to decision No. 2001-C-0274 dated June 12, 2001, opposite the name of the local jurisdiction.

**PART 7      REVOCATION AND EFFECTIVE DATE**

**7.1.    Revocation**

Regulation 33-109 respecting Registration Information, approved by Ministerial Order No. 2007-05 dated June 21, 2007, is repealed.

**7.2.    Effective Date**

This Regulation comes into force on •.

**FORM 33-109F1  
NOTICE OF TERMINATION OF REGISTERED INDIVIDUALS AND  
PERMITTED INDIVIDUALS**

Complete this form to notify the appropriate Canadian securities regulator(s) or self-regulatory organization(s) (SRO) that a registered individual or permitted person has been terminated by his or her sponsoring firm.

Complete and submit this form online at the national registration database (NRD) website at [www.nrd.ca](http://www.nrd.ca). Otherwise, complete the paper version of this form if you are relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

**A. Information about the terminating firm**

1. Name
2. NRD number

**B. Information about the terminated individual**

1. Name
2. NRD number

**C. Business location of the terminated individual**

1. Address
2. NRD number

**D. Information about the termination**

1. Effective date (the first day on which the individual ceased to have authority to act in a registerable capacity on behalf of the firm or ceased to act in his/her permitted individual activity)

(YYYY/MM/DD)

2. Reason for the termination (check one)

Resigned	<input type="checkbox"/>	... requested or encouraged to do so by the firm?	Yes <input type="checkbox"/>	No <input type="checkbox"/>
----------	--------------------------	---	---------------------------------	--------------------------------

Dismissed	<input type="checkbox"/>	...for cause?	Yes <input type="checkbox"/>	No <input type="checkbox"/>
-----------	--------------------------	---------------	---------------------------------	--------------------------------

Completed temporary employment contract

Retired

Deceased

Other (provide details)

**E. Further details**

*(You do not have to provide the information in this Part E unless the individual resigned or was dismissed. If so, you have until 30 business days after the effective date of*

*the termination to file your responses to the questions in this Part E – the remainder of the Form should still be filed within 5 days business days after the effective date of the termination.)*

If the individual resigned or was dismissed (whether or not for cause), explain why in the space provided and answer the following questions to the best of the firm's knowledge. Reasons for resignation or dismissal:

If the answer to any of the following questions is "yes", provide details (you may cross-reference the information provided immediately above if the relevant details have been set out there). Answers should be with reference to events in the past twelve months.

	Yes	No
1. Was the individual charged with any criminal offence?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2. Was the individual the subject of any investigation by any securities or financial industry regulator?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Was the individual subject to any significant internal disciplinary measures at the firm or any affiliate of the firm related to the individual's integrity or competence as a registrant?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Were there any written complaints, civil claims and/or arbitration notices filed against the individual or against the firm concerning securities-related activities of the individual that occurred while the individual was registered or a permitted individual authorized to act on behalf of the firm?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5. Does the individual have any undischarged financial obligations to clients of the firm?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6. Has the firm or any affiliate suffered significant monetary loss or harm to its reputation as a result of the individual's actions?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7. Did the firm or any affiliate investigate the individual in connection with possible material violations of fiduciary duties, regulatory requirements or the compliance policies and procedures of the firm or any affiliate? Examples include making unsuitable trades or investment recommendations, stealing or borrowing client money or securities, hiding losses from clients, forging client signatures, money laundering, deliberately making false representations and engaging in undisclosed outside business activity.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8. Did the individual demonstrate a pattern of failing to follow compliance policies and procedures of the firm or any affiliate?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9. Did the individual engage in discretionary management of client accounts or otherwise engage in registerable activity without appropriate registration or without the firm's authorization?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10. Is there any other matter relating to the individual's termination or conduct leading up to it that the firm is aware of and believes is relevant to the individual's integrity or competence as a registrant		

or permitted individual?

#### **F. Collection and use of personal information**

Securities regulators may collect the personal information on this form only under the requirements in securities and/or derivatives legislation and may only use this information to administer and enforce provisions of the securities and/or derivatives legislation.

If you have any questions about the collection and use of this personal information, you can contact the securities regulator in the relevant jurisdiction. See Schedule A for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at [www.cai.gouv.qc.ca](http://www.cai.gouv.qc.ca).

#### **G. Warning**

It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue. In addition, failure to report materially important information may lead to regulatory sanctions, including a fitness for registration review or enforcement action against the firm and/or persons responsible for preparing the information in this form. It should not be assumed that information is known to any securities regulatory authority merely because it is in the public domain or has previously been disclosed to one or more of them or any other regulatory body. If there is any doubt about the relevance of information, it should be included.

#### **H. Certification**

**Use the following certification when submitting this form in NRD electronic format:**

I am making this submission as agent for the firm. By checking this box, I certify that the firm provided me with all of the information in this form.

**Use the following certification when submitting this form in paper format:**

I certify that I have read and understand the warning set out above and that the information in this form is accurate and complete to the best of my knowledge and belief.

\_\_\_\_\_  
Name of firm

\_\_\_\_\_  
Name of authorized signing partner or officer

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Title of authorized signing partner or officer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date signed (YYYY/MM/DD)



**FORM 33-109F2  
CHANGE OR SURRENDER OF INDIVIDUAL CATEGORIES**

Enter the following information using the online version of this submission at the NRD web site (www.nrd.ca). If the NRD filer is relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102 respecting National Registration Database this form is required to be delivered to the securities regulatory authority in paper format.

**1. Individual**

Name of individual: \_\_\_\_\_

NRD number of individual: \_\_\_\_\_

**2. Individual categories**

Indicate the individual categories that the individual is adding or removing:

**3. Details of surrender**

If the individual is surrendering his or her registration with the sponsoring firm in the local jurisdiction, include details regarding any:

- unresolved client complaints:
- internal discipline matters:
- restrictions for violation of regulatory requirements that occurred at any time during the individual's employment with the firm:
- financial obligations the individual has to clients:

**Notice of Collection and Use of Personal Information**

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities set out below for the administration and enforcement of certain provisions of the securities legislation in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Yukon Territory, and Nunavut.

By submitting this information you consent to the collection by the securities regulatory authority of the personal information provided above, police records, records from other government or non-governmental regulatory authorities or self-regulatory organizations, credit records and employment records about you as may be necessary for the securities regulatory authority to complete its review of the information submitted above including your continued fitness for registration, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authority for the duration of the period which you remain registered or approved by the securities regulatory authority. The sources the securities regulatory authority may contact include government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations.

If you have any questions about the collection and use of this information, you may contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is filed, at the address or telephone number provided in Schedule "A".

**WARNING:**

It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue.

**CERTIFICATION:****The following certification is to be used when submitting this form in NRD format:**

I am making this submission as agent for the individual to whom this submission relates. By checking this box I certify that all statements of fact in this submission were provided to me by the individual.

**Both of the following certifications are to be used when submitting this form in paper format:**

I, the undersigned, certify that I have read and that I understand the questions in this form and the Warning set out above.

I also certify that all statements of fact provided in this application are true.

\_\_\_\_\_  
Signature of applicant or non-registered individual

\_\_\_\_\_  
Date

I, the undersigned, certify on behalf of the sponsoring firm that the individual will be engaged by the sponsoring firm as a registered individual or a non-registered individual. I certify that I have, or a branch manager or another officer or partner has, discussed the questions set out in this form and I am satisfied that the individual fully understands the questions.

\_\_\_\_\_  
Signature of authorized officer or partner

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Firm name

**SCHEDULE A  
NOTICE AND COLLECTION AND USE OF PERSONAL INFORMATION****Contact Information****Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary, AB T2P 3C4  
Attention: Information Officer  
Telephone: (403) 297-6454

**British Columbia**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver, BC V7Y 1L2  
Attention: Freedom of Information Officer  
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

**Manitoba**

The Manitoba Securities Commission  
1130-405 Broadway  
Winnipeg, MB R3C 3L6  
Attention: Director - Legal  
Telephone: (204) 945-4508

**New Brunswick**

New Brunswick Securities Commission  
Suite 300, 85 Charlotte Street  
Saint John, NB E2L 2J2  
Attention: Director, Market Regulation  
Telephone: (506) 658-3021

**Newfoundland and Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
Confederation Building  
St. John's, NF A1B 4J6  
Attention: Director of Securities  
Tel: (709) 729-4189

**Nova Scotia**

Nova Scotia Securities Commission  
2nd Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax, NS B3J 3J9  
Attention: FOI Officer  
Telephone: (902) 424-7768

**Northwest Territories**

Government of the Northwest Territories  
P.O. Box 1320  
Yellowknife, NWT X1A 2L9  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 920-8984

**Nunavut**

Legal Registries Division  
Department of Justice  
Government of Nunavut  
P.O. Box 1000 Station 570  
Iqaluit, NU X0A 0H0  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 975-6190

**Ontario**

Ontario Securities Commission  
Suite 1903, Box 55  
20 Queen Street West  
Toronto, ON M5H 3S8  
Attention: FOI Coordinator  
Telephone: (416) 593-8314

**Prince Edward Island**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and  
Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown, PE C1A 7N8  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (902) 368-4569

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
Stock Exchange Tower  
P.O. Box 246, 22nd Floor  
800 Victoria Square  
Montréal, PQ H4Z 1G3  
Attention: Responsable de l'accès à l'information  
Telephone: (514) 940-2150 or  
(800) 361-5072 (in Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Securities Commission  
800 B1920 Broad Street  
Regina, SK S4P 3V7  
Attention: Director  
Telephone: (306) 787-5842

**Yukon**

Department of Community Services Yukon  
P.O. Box 2703  
Whitehorse, YU Y1A 2C6  
Attention: Registrar of Securities  
Telephone: (867) 667-5225

**FORM 33-109F3  
BUSINESS LOCATIONS OTHER THAN HEAD OFFICE**

Enter the following information using the online version of this submission at the NRD web site (www.nrd.ca). If the NRD filer is relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102 respecting National Registration Database this form is required to be delivered to the securities regulatory authority in paper format.

Please select one box:

This form is being submitted to notify the securities regulatory authority of the opening of this business location. Complete the entire form.

This form is being submitted to notify the securities regulatory authority of the closing of this business location. Complete the entire form.

This form is being submitted to notify the securities regulatory authority of the change of information previously submitted in respect of this business location. Complete the entire form and describe the information that has changed (for example, "telephone number" or "type of business location"):

**1. Type of business location**

branch \_\_\_\_\_

sub-branch \_\_\_\_\_

**2. Supervisor or branch manager**

NRD number of the designated supervisor or branch manager:

\_\_\_\_\_

Name of designated supervisor or branch manager:

\_\_\_\_\_

**3. Business location information**

Business address: \_\_\_\_\_

Telephone number: (    ) \_\_\_\_\_

Facsimile number: (    ) \_\_\_\_\_

Mailing address (if different from business address):

\_\_\_\_\_

**Notice of Collection and Use of Personal Information**

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities set out below for the administration and enforcement of certain provisions of the securities legislation in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Yukon Territory, and Nunavut.

If you have any questions about the collection and use of this information, you may contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is filed, at the address or telephone number provided in Schedule "A".

**WARNING:**

It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue.

**CERTIFICATION**

**The following certification is to be used when submitting this form in NRD format:**

I am making this submission as agent for the NRD filer. By checking this box I certify that all statements of fact in this submission were provided to me by the NRD filer.

**The following certification is to be used when submitting this form in paper format:**

I, the undersigned, certify that I have read and that I understand the questions in this notice and the Warning set out above. I also certify that all statements of fact made in the answers to the questions are true.

\_\_\_\_\_  
Signature of authorized officer or partner

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Firm name

**SCHEDULE A  
NOTICE AND COLLECTION AND USE OF PERSONAL INFORMATION**

**Contact Information**

**Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary, AB T2P 3C4  
Attention: Information Officer  
Telephone: (403) 297-6454

**British Columbia**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver, BC V7Y 1L2  
Attention: Freedom of Information Officer  
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

**Manitoba**

The Manitoba Securities Commission  
1130-405 Broadway  
Winnipeg, MB R3C 3L6  
Attention: Director - Legal  
Telephone: (204) 945-4508

**New Brunswick**

New Brunswick Securities Commission  
Suite 300, 85 Charlotte Street  
Saint John, NB E2L 2J2  
Attention: Director, Market Regulation  
Telephone: (506) 658-3021

**Newfoundland and Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
Confederation Building  
St. John's, NF A1B 4J6  
Attention: Director of Securities  
Tel: (709) 729-4189

**Nova Scotia**

Nova Scotia Securities Commission  
2nd Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax, NS B3J 3J9  
Attention: FOI Officer  
Telephone: (902) 424-7768

**Northwest Territories**

Government of the Northwest Territories  
P.O. Box 1320  
Yellowknife, NWT X1A 2L9  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 920-8984

**Nunavut**

Legal Registries Division  
Department of Justice  
Government of Nunavut  
P.O. Box 1000 Station 570  
Iqaluit, NU X0A 0H0  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 975-6190

**Ontario**

Ontario Securities Commission  
Suite 1903, Box 55  
20 Queen Street West  
Toronto, ON M5H 3S8  
Attention: FOI Coordinator  
Telephone: (416) 593-8314

**Prince Edward Island**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and  
Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown, PE C1A 7N8  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (902) 368-4569

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
Stock Exchange Tower  
P.O. Box 246, 22nd Floor  
800 Victoria Square  
Montréal, PQ H4Z 1G3  
Attention: Responsable de l'accès à l'information  
Telephone: (514) 940-2150 or  
(800) 361-5072 (in Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Securities Commission  
800 B1920 Broad Street  
Regina, SK S4P 3V7  
Attention: Director  
Telephone: (306) 787-5842

**Yukon**

Department of Community Services Yukon  
P.O. Box 2703  
Whitehorse, YU Y1A 2C6  
Attention: Registrar of Securities  
Telephone: (867) 667-5225



**FORM 33-109F4  
APPLICATION FOR REGISTRATION OF INDIVIDUALS AND REVIEW OF  
PERMITTED INDIVIDUALS**

In this form, “you”, “your” and “applicant” mean the person who is applying for registration or approval as an individual under [the national registration rule].

“Sponsoring firm” means the registered firm where you will carry out your duties as a registered or permitted individual.

“Derivatives” means financial instruments, such as futures contracts, options and swaps whose market price, value or payment obligations are derived from or based on one or more underlying interests. Derivatives can be in the form of instruments, agreements or securities.

“Major shareholder” means a shareholder who, in total, directly or indirectly holds voting securities carrying 10 per cent or more of the votes carried by all outstanding voting securities.

“Approved person” means, in respect of a member of the IDA (Member), an individual who is a partner, director, officer, employee or agent of a Member who is approved by the IDA or another Canadian self-regulatory organization to perform any function required under any IDA By-law, Regulation, or Policy.

Several terms used in this form are defined in the securities legislation of your province or territory. Please refer to those local definitions.

[Online version] If you have questions, please contact an authorized officer of your sponsoring firm or a legal adviser, or visit the national registration database (NRD) information website at [www.nrd-info.ca](http://www.nrd-info.ca).

[Paper version] Complete this form if you are relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102 respecting National Registration Database. Otherwise, complete and submit this form online at the national registration database (NRD) website at [www.nrd-info.ca](http://www.nrd-info.ca).

If you need more space, use a separate sheet of paper, clearly identifying the section and item. Please complete and sign the form, and send it to the appropriate Canadian securities regulator(s), self-regulatory organization (SRO) or similar authority. The number of originally signed copies of the form you are required to submit depends on the province or territory, and jurisdiction.

Failure to answer all applicable questions may cause delays in the processing of the application form.

If you have questions, please contact an authorized officer of your sponsoring firm or a legal adviser, or visit the national registration database (NRD) information website at [www.nrd-info.ca](http://www.nrd-info.ca).

**Item 1 – Name**

**1. Legal name**

\_\_\_\_\_  
Last Name                      First Name                      Second Name (N/A )      Third Name (N/A )

**2. Other personal names**

Are you currently, or have you ever been, known by any names other than your full legal name above?

Yes  No

If "yes", complete Schedule A

**3. Business names**

Are you currently, or have you ever used, operated under, or carried on business under any name (e.g., trade names, team names) other than the name(s) mentioned above?

Yes  No

If "yes", complete Schedule A

**Item 2 – Residential address**

Provide all residential addresses, including any foreign residential addresses, for the past 10 years.

**1. Current residential address**

\_\_\_\_\_  
Number, street

\_\_\_\_\_  
City, province, territory or state, country, postal code

Telephone number: \_\_\_\_\_

Lived at this address since: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM)

If you have resided at this address for less than 10 years, complete Schedule B.

**2. Mailing address**

Check here if your mailing address is the same as your current residential address provided above. Otherwise, complete the following:

\_\_\_\_\_  
Number, street

\_\_\_\_\_  
City, province, territory or state, country, postal code

**Item 3 – Personal information**

1. Date of birth: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM/DD)

2. Place of birth: \_\_\_\_\_  
City, province, territory or state, country

3. Gender: Female  Male

4. Eye colour:

5. Hair colour:

6. Height \_\_\_\_\_  in. \_\_\_\_\_  cm.

7. Weight \_\_\_\_\_  lbs. \_\_\_\_\_  kg.

#### Item 4 – Citizenship

##### Citizenship information

What is your citizenship?

Canadian

Other, specify: \_\_\_\_\_

If you are a citizen of any other countries besides Canada, complete the following for those other citizenships.

Passport number: \_\_\_\_\_ Country of citizenship: \_\_\_\_\_

Date of issue: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM/DD)

Place of issue: \_\_\_\_\_  
(city, province, territory or state, country)

Check here if you do not have a valid passport

#### Item 5 – Registration jurisdictions

Indicate, by checking the appropriate box, each province or territory to which you are submitting this form:

Alberta

British Columbia

Manitoba

New Brunswick

Newfoundland and Labrador

Northwest Territories

Nova Scotia

Nunavut

Ontario

Prince Edward Island

Québec

Saskatchewan

Yukon

**Item 6 – Individual categories**

Indicate, by checking the appropriate box in Schedule C, each registration category for which you are applying. If you are a permitted individual, indicate each category that describes your position with your sponsoring firm.

**Item 7 – Address and agent for service****1. Address for service**

You must have one address for service in each province or territory where you are submitting this form. A post office box is not an acceptable address for service. A residential address is acceptable. Complete Schedule D for each additional address for service you are providing.

Address for service: \_\_\_\_\_  
Number, street, City, province or territory, postal code

Telephone number: \_\_\_\_\_

Fax number, if applicable \_\_\_\_\_

E-mail address, if available \_\_\_\_\_

**2. Agent for service**

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent in each province or territory where you have an agent for service. The address of your agent for service must be the same as the address for service above. If your agent for service is a firm, also provide the name of your contact person.

Name for agent for service: \_\_\_\_\_

Contact person: \_\_\_\_\_  
Last name First name

**Item 8 - Proficiency****1. Course or examination information**

Complete Schedule E to indicate each course and examination that you have successfully completed or have been exempted from. Under "Other", include all post-secondary education, degrees and diplomas.

**2. Student numbers**

If you have a student number for a course that was successfully completed with one of the following institutions, provide it below:

Canadian Securities Institute (CSI): \_\_\_\_\_

Investment Funds Institute of Canada (IFIC): \_\_\_\_\_

Institute of Canadian Bankers (ICB): \_\_\_\_\_

CFA Institute: \_\_\_\_\_

Advocis: \_\_\_\_\_

**3. Exemption refusal**

Has any securities regulatory authority or self-regulatory organization refused to grant you an exemption from a course, examination or experience requirement?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule F.

**Item 9 – Location of employment**

Provide the following information for the location of the sponsoring firm at which you will be working. If you will be working out of more than one location, provide the following information for the location out of which you will be doing most of your business.

NRD location number: \_\_\_\_\_

Unique Identification Number (optional): \_\_\_\_\_

Branch Transit number/Cost Centre number, if applicable: \_\_\_\_\_

Business address: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: ( ) \_\_\_\_\_ Fax number: ( ) \_\_\_\_\_

*[The following is for the paper version only]*

Type of Location:  Head Office  Branch  Sub-branch

Name of Branch Manager: \_\_\_\_\_

Effective date: \_\_\_\_\_

Check here if the mailing address of the location is the same as the business address provided above. Otherwise, complete the following:

Mailing address: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

**Item 10 – Current employment and other business activities**

On Schedule G, provide the information requested for each of your current business and employment activities, including those with your sponsoring firm and outside of your sponsoring firm. If you are applying for a type of registration that requires specific experience, include details of that experience (for example, level of responsibility, value of accounts under direct supervision, number of years of that experience and research experience, as well as percentage of time spent on each activity).

**Item 11 – Previous employment**

On Schedule H, provide complete employment history for the 10-year period before the date of this application.

**Item 12 – Resignations and terminations**

Have you ever resigned, been terminated or discharged by an employer for just cause for dismissal from a position following allegations that you:

- (a) Violated any statutes, regulations, rules or standards of conduct?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule I

- (b) Failed to supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule I

- (c) Committed fraud or the wrongful taking of property, including theft?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule I

### Item 13 – Regulatory disclosure

#### 1. *Securities regulatory authorities*

- (a) Are you now, or have you ever been, registered or licensed with any securities regulator in any province, territory, state or country to trade in or advise on securities or derivatives?

Yes  No

Check here if the information has been recorded on NRD under the NRD number you are using to make this submission. Otherwise, complete Schedule J, section 1(a)

- (b) Have you ever been refused registration or a license to trade in or advise on securities or derivatives in any province, territory state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule J, section 1(b)

- (c) Have you ever been denied the benefit of any exemption from registration provided by any securities regulator in any province, territory, state or country, other than what was disclosed in Item 8(3) of this form?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule J, section 1(c)

- (d) Are you now, or have you ever been subject to any disciplinary proceedings or any order resulting from disciplinary proceedings under any securities legislation or derivatives legislation in any province, territory, state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule J, section 1(d)

#### 2. *Self-regulatory organizations*

- (a) Are you now, or have you ever been, an approved person of a self-regulatory organization or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes  No

Check here if the information has been recorded on NRD under the NRD number you are using to make this submission. Otherwise, complete Schedule J, section 2(a).

(b) Have you ever been refused becoming an approved person of a self-regulatory organization or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule J, section 2(b).

(c) Are you now, or have you ever been, subject to any disciplinary proceedings conducted by any self-regulatory organization or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule J, section 2(c).

### 3. *Non-securities regulation*

(a) Are you now, or have you ever been, registered or licensed under any legislation which requires registration or licensing to deal with the public in any capacity other than to trade in or advise on securities or derivatives in any province, territory, state or country (e.g. insurance, accountant, lawyer, teacher)?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule J, section 3(a)

(b) Have you ever been refused registration or a license under any legislation relating to your professional qualifications unrelated to securities in any province, territory, state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule J, section 3(b)

(c) Are you now, or have you ever been a subject of any disciplinary actions conducted under any legislation relating to your professional qualifications unrelated to securities in any province, territory, state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule J, section 3(c)

### Item 14 – Criminal disclosure

Offences under federal statutes such as the *Income Tax Act (Canada)*, the *Competition Act (Canada)* and the *Immigration Act (Canada)* constitute criminal offences and must be disclosed when answering this question. It should be noted that pleas or findings of guilt for impaired driving are *Criminal Code (Canada)* matters and must be disclosed. Where you have been found guilty of an offence, such offence must be reported even though an absolute or conditional discharge has been granted. You are not required to report crimes for which you received an absolute or conditional discharge provided that it has been purged from the criminal records in accordance with the *Criminal Records Act (Canada)*. Under such circumstances, the appropriate response would be "No". You are not

required to disclose speeding, parking violations or any offence for which a pardon has been granted under the *Criminal Records Act (Canada)* and such pardon has not been revoked. Under such circumstances, the appropriate response would be "No".

If you do not tell us about an offence under any statute other than the *Young Offenders Act (Canada)* or the *Young Criminal Justice Act (Canada)*, we may treat it as a non-disclosure of material information.

With respect to questions (b) and (d) below, if you or your firm have been found guilty of an offence, or participated in the Alternative Measures Program, that offence must be reported even if an absolute or conditional discharge has been granted or the charge has been dismissed or withdrawn with respect to the offence. You are not required to disclose an offence for which you were found guilty if you participated in the Alternative Measures Program for the offence if your participation in the Alternative Measures program occurred more than three years ago.

(a) Are there any outstanding or stayed charges against you alleging an offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule K, section (a).

(b) Have you ever been found guilty or pleaded no contest to, or were granted an absolute or conditional discharge from, any offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule K, section (b).

(c) To the best of your knowledge, are there any outstanding charges against any firm of which you were, at the time the offence was alleged to have taken place in any province, territory, state or country, a partner, director, officer or major shareholder?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule K, section (c).

Check here if the firm is your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(a) and/or recorded on NRD. Otherwise, complete Schedule K, section (c).

(d) To the best of your knowledge, has any firm, when you were a partner, officer, director or major shareholder, ever been found guilty or pleaded no contest to, or was granted an absolute or conditional discharge from, an offence that was committed in any province, territory, state or country?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule K, section (d).

Check here if the firm is your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(a) and/or recorded on NRD. Otherwise, complete Schedule K, section (d).



**Item 15 – Civil disclosure**

(a) Are there currently any outstanding civil actions alleging fraud, theft, deceit, misrepresentation, or similar misconduct against you or a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder in any province, territory, state or country?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule L, section (a).

(b) Have you or a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder ever been a defendant or respondent in any civil proceeding in which fraud, theft, deceit, misrepresentation, or similar misconduct is, or was, successfully established in a judgement in any province, territory, state or country?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule L, section (b).

**Item 16 – Financial disclosure****1. Bankruptcy**

Under the laws of any applicable jurisdictions, have you, or has any firm when you were a partner, director, officer or major shareholder of that firm:

(a) Had a petition in bankruptcy issued or made a voluntary assignment in bankruptcy?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule M, section 1(a)

(b) Made a proposal under any legislation relating to bankruptcy or insolvency?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule M, section 1(b)

(c) Been subject to proceedings under any legislation relating to the winding up, the dissolution or the companies’ creditors arrangement?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule M, section 1(c)

(d) Been subject to or initiated any proceedings, arrangement or compromise with creditors. This includes having a receiver, receiver-manager, administrator or trustee appointed by or at the request of creditors, privately, through court process or by order of a securities regulatory authority, to hold your assets?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule M, section 1(d)

**2. Debt Obligations**

For the past ten years, have you failed to meet a financial obligation of \$5,000 or more as it came due, or to the best of your knowledge, has any firm, while you were a

partner, director, officer or major shareholder of, failed to meet a financial obligation as it came due?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule M, section 2.

### 3. Surety bond or fidelity bond

Have you ever been refused for a surety or fidelity bond?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule M, section 3.

### 4. Garnishments, unsatisfied judgements or directions to pay

Has any federal, provincial, territorial or state authority ever issued any of the following against you or a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder :

	<b>Yes</b>	<b>No</b>
Garnishment	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Unsatisfied judgement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Direction to pay	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

If "Yes", complete Schedule M, section 4.

### Item 17 – Ownership of securities firms

Are you now, or have you ever been, a partner or major shareholder of any firm (including your sponsoring firm) whose business is trading in or advising on securities or derivatives?

Yes  No

If "Yes", complete Schedule N

### Agent for service

By submitting this form, you certify that in each Canadian jurisdiction where you have appointed an agent for service, you have completed the appointment of agent for service required in that jurisdiction.

### Submission to jurisdiction

By submitting this form, you:

- are subject to the securities and/or derivatives legislation of each Canadian jurisdiction and you agree that you are subject to the by-laws, regulations, rules, rulings and policies (hereunder collectively referred to as "rules") of the self regulatory organizations (SROs) to which you have submitted this form, including the jurisdiction of any tribunals or any proceedings that relate to your activities as a registrant or a partner, director or officer of a registrant under that securities and/or derivatives legislation or as an Approved Person under those SRO rules.

### **Collection and use of personal information**

Securities regulators require personal information about you as part of the review of your application for registration or approval, and if you are approved, to assess whether you continue to meet the registration requirements. This includes information that your sponsoring firm may disclose to the regulators concerning your conduct or alleged conduct.

This information is collected under the requirements set out in securities and/or derivatives legislation and SRO rules and will only be used to administer and enforce provisions of this legislation or SRO rules. In addition to personal information collected on this form, securities regulators may also need to collect personal information from other government organizations, law enforcement bodies, self regulatory bodies and private sector organizations. This information may include police records, regulatory records, credit records and other employment records.

By submitting this form, you consent to the collection and disclosure of your personal information (i) by securities regulators, (ii) by your sponsoring firm, in each case, for registration and other related regulatory purposes.

If you have any questions about the collection and use of your personal information, contact the securities regulator in the relevant jurisdiction. Please see Schedule O for details. In Québec, you can also contact the Commission d'accès à l'information at 1-888-528-7741 or visit its website at [www.cai.gouv.qc.ca](http://www.cai.gouv.qc.ca).

### **Self-Regulatory Organizations**

The principal purpose for the collection of personal information is to assess your suitability for registration or approval and to assess your continued fitness for registration or approval in accordance with the applicable securities legislation and the rules of the self-regulatory organizations.

By submitting this application, you authorize the self-regulatory organizations to which this application is submitted to collect any information from any source whatsoever, including, but not limited to, personal confidential information about you that is otherwise protected by law such as, police, credit, employment, education and proficiency course completion records, and records from other government or non-governmental regulatory authorities, securities commissions, stock exchanges, or other self-regulatory organizations, private bodies, agencies, individuals or corporations, as may be necessary for the self-regulatory organizations to complete their review of your application or continued fitness for registration or approval in accordance with their rules for the duration of the period you remain so registered or approved. You further consent to and authorize the transfer of confidential information between self-regulatory organizations, securities commissions or stock exchanges to which you now, or may in the future, apply for registration or approval, or with which you are currently registered or approved for the purpose of determining fitness or continued fitness for registration or approval or in connection with the performance of an investigation or other exercise of regulatory authority, whether or not you are registered with or approved by them.

By submitting this application, you certify that you are conversant with the rules of the applicable self-regulatory organizations of which you are seeking registration or approval or of which your sponsoring firm is a member or participating organization. You also undertake to become conversant with the rules of any self-regulatory organizations of which you or your sponsoring firm becomes a member or participating organization. You agree to be bound by, observe and comply with these rules as they are from time to time amended or supplemented, and you agree to keep yourself fully informed about them as they are amended and supplemented. You submit to the jurisdiction of the self-regulatory organizations to which you are applying for registration or approval, or of which your sponsoring firm is now or in the future becomes a member or participating organization and, wherever applicable, their Governors, Directors and Committees. You agree that any registration or approval granted pursuant to this application may be revoked, terminated or

suspended at any time in accordance with the then applicable rules of the respective self-regulatory organizations. In the event of any such revocation or termination, you must terminate all activities which require registration or approval and, thereafter, not perform services that require registration or approval for any member of the self-regulatory organizations or any approved affiliated company or other affiliate of such member without obtaining the approval of or registration with the self-regulatory organizations, in accordance with their rules.

By submitting this application, you undertake to notify the self-regulatory organizations to which you are applying for registration or approval or with which you are currently or may in the future be registered or approved of any material change to the information herein provided in accordance with their respective rules. You agree to the transfer of this application form, without amendment, to other self-regulatory organizations in the event that at some time in the future you apply to such other self-regulatory organizations for registration or approval.

You certify that you have discussed the questions in this application, together with this Agreement, with an Officer or Branch Manager of your sponsoring member firm and, to your knowledge and belief, the authorized Officer or Branch Manager was satisfied that you fully understood the questions and the terms of this Agreement. You further certify that your business activities will be limited strictly to those permitted by the category of your registration or approval.

**It is an offence under securities and/or derivatives legislation to provide false or misleading information on this form.**

[Online version]

#### **Certification**

I am making this submission as agent for the applicant. By checking this box, I certify that the applicant provided me with all of the information on this form.

[Paper version]

#### **Signatures**

##### **Applicant**

By signing below, you confirm that:

- you have read and understand the questions in this form
- you understand that it is an offence under the securities and/or derivatives legislation to provide false or misleading information on this form
- all of the information provided on this form is true.

\_\_\_\_\_  
Signature of applicant

\_\_\_\_\_  
Date

##### **Authorized partner or officer**

By signing below, you confirm that:

- the applicant will be engaged by the sponsoring firm as a registered individual or a permitted individual

- you have discussed the questions set out in this form with the applicant and are satisfied that he or she fully understands the questions.

\_\_\_\_\_  
Name of firm

\_\_\_\_\_  
Name of authorized signing officer

\_\_\_\_\_  
Title of authorized signing officer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date signed (YYYY/MM/DD)

**SCHEDULE A****Name**Item  1**Other personal names**

Last Name	First Name	Second Name (N/A <input type="checkbox"/> )	Third Name (N/A <input type="checkbox"/> )
-----------	------------	---	--

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname).

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Last Name	First Name	Second Name (N/A <input type="checkbox"/> )	Third Name (N/A <input type="checkbox"/> )
-----------	------------	---	--

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname).

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Last Name	First Name	Second Name (N/A <input type="checkbox"/> )	Third Name (N/A <input type="checkbox"/> )
-----------	------------	---	--

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name or nickname).

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

**Business names**

Name:

Provide the reason(s) for the use of this name (for example, trade name):

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

If the name is/was used in connection with your sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

Name:

Provide the reason/s for the use of this name (for example, trade name):

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

If the name is/was used in connection with your sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

---

 Name

Provide the reason/s for the use of this name (for example, trade name):

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

If the name is/was used in connection with your sponsoring firm, did the sponsoring firm approve the use of the name?

**SCHEDULE B****Residential address**Item  2**Previous addresses**

A postal code (or ZIP code) and a telephone number are not required for any previous address.

Residential address: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you use this address? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Residential address: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you use this address? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Residential address: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you use this address? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)



**SCHEDULE C****Individual Categories**Item  6**Categories**

Indicate, by checking the appropriate box, each category for which you are applying.

**Firm Categories Common to all Jurisdictions  
Under which firm category(ies) are you applying?**

- Investment Dealer
- Mutual Fund Dealer
- Scholarship Plan Dealer
- Exempt Market Dealer
- Restricted Dealer
- Portfolio Manager
- Restricted Portfolio Manager
- Investment Fund Manager

**Registration Categories and Permitted Activities**

- Dealing Representative
- Advising Representative
- Associate Advising Representative
- Ultimate Designated Person
- Chief Compliance Officer
- Officer
- Director
- Partner
- Shareholder
- Branch Manager (MFDA members only)
- Supervisor (IDA members only)

**Firm Categories Unique to Ontario  
Under which firm category(ies) are you applying?**

- Commodity Trading Adviser
- Commodity Trading Counsel
- Commodity Trading Manager
- Futures Commission Merchant

**Registration Categories and Permitted Activities**

- Advising Representative
- Salesperson
- Branch Manager
- Officer
- Director
- Partner
- Shareholder
- Supervisor (IDA members only)

**Firm Categories Unique to Manitoba  
Under which firm category(ies) are you applying?**

- Dealer (Merchant)
- Dealer (Futures Commission Merchant)
- Dealer (Floor Broker)
- Adviser

**Registration Categories and Permitted Activities**

- Floor Trader
- Floor Broker

- Salesperson
- Branch Manager
- Adviser
- Officer
- Director
- Partner
- Supervisor (IDA members only)

**Investment Dealers Association of Canada – Additional Information****Approval Categories**

- Executive
- Director (Non-Industry)
- Supervisor
- Investor
- Registered Representative
- Investment Representative
- Trader

**Designated Persons**

- Chief Compliance Officer
- Chief Financial Officer
- Ultimate Designated Person
- Designated Registered Options Principal
- Designated Registered Futures Options Principal

**Trading Activity**

- Non-Trading
- Equities
- Options
- Futures
- Mutual Funds only
- Portfolio Management
- Portfolio Management (Supervised)

**Account Type**

- Retail
- Non-Retail
- Not Applicable

**SCHEDULE D****Address and agent for service**Item  7**1. Address for service**

You must have one address for service in each province or territory in which you are now, or are applying to become, a registered individual or permitted individual. A post office box is not an acceptable address for service.

Address for service: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number: ( ) \_\_\_\_\_ Fax number: ( ) \_\_\_\_\_

E-mail address: \_\_\_\_\_

**2. Agent for service**

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent. The address for service provided above must be the address of the agent named below.

Name of agent for service: \_\_\_\_\_  
(if applicable)

Contact person: \_\_\_\_\_  
Last name First name

**SCHEDULE E****Proficiency**Item  8

<b>COURSE OR EXAMINATION</b>	<b>DATE COMPLETED (YYYY/MM/DD)</b>	<b>DATE EXEMPTED AND BY WHICH JURISDICTION OR SECURITIES REGULATORY AUTHORITY (YYYY/MM/DD)</b>
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
Other: _____	_____	_____

**SCHEDULE F****Proficiency**Item  8**Exemption refusal**

Complete the following for each exemption that was refused.

Which securities regulatory authority or self-regulatory organization refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM/DD)

Which securities regulatory authority or self-regulatory organization refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM/DD)

Which securities regulatory authority or self-regulatory organization refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Date exemption refused: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM/DD)

**SCHEDULE G****Current employment and other business activities**Item  10 Full-time student Employed or self-employedFrom: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM/DD)

You are only required to fill in the following if you have indicated above that you are employed or self-employed.

**Current Employment information**

Check here if your employment is with your sponsoring firm. If not, you are required to provide the firm name and address information for your current employer:

Name of business or employer:

\_\_\_\_\_

Address of business or employer:

\_\_\_\_\_

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of your immediate supervisor: \_\_\_\_\_

For your sponsoring firm, include a description of the duties you currently perform and intend to perform.

Describe all other employment or business activities related to this employer or business, whether or not the activities are related to investments. Include the nature of the business, your duties, start date, title or relationship with the business (including director or officer positions).

Indicate the number of hours per week you will be devoting to this business or employment.

Check here if you are working more than 30 hours per week for the sponsoring firm. Otherwise, explain why you are working less than 30 hours per week for the sponsoring firm.

Disclose any potential for confusion by clients and any potential for conflicts of interest arising from your proposed activities as a registrant with affiliated or unaffiliated sponsoring firm(s) and with the other business described above (include whether the other business is listed on an exchange). Confirm whether the firm has procedures for minimizing potential conflicts of interest and confirm that you are aware of these procedures.

**SCHEDULE H****Previous employment**Item  11

Provide the information requested for your previous business and employment activities for the 10-year period before the date of this application. Account for all time including full and part-time employment, self-employment, military service and homemaking. Include statuses such as unemployed, full-time education, extended travel, or other similar statuses. (Please do not include short-term employment (four months or less) while a student unless it was in the securities industry.)

In addition, provide the information requested for all of your securities or derivatives (including exchange contracts and options) business and employment activities during and prior to the ten-year period.

- Unemployed
- Full-time student
- Employed or self-employed

From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

You are only required to fill in the following if you have indicated above that you are, or were, employed or self-employed.

Name of business or employer:

\_\_\_\_\_

Address of business or employer:

\_\_\_\_\_

Number, street, city, province, territory or state, country

Name and title of immediate supervisor, if applicable: \_\_\_\_\_

Describe the firm's business, your position, duties and your relationship to the firm. If you are applying for a type of registration that requires specific experience, include details of that experience (for example, level of responsibility, value of accounts under direct supervision, number of year of that experience and research experience, as well as percentage of time spent on each activity):

Reason why you left the firm:

**SCHEDULE I****Resignations and terminations**Item  12

(a) For each allegation of violation of any statutes, regulations, rules or standards of conduct, indicate below, (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, (2) whether you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, (3) the date you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or discharge for just cause for dismissal.

(b) For each allegation of failure to supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct, indicate below, (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, (2) whether you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, (3) the date you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or discharge for just cause for dismissal.

(c) For each allegation of fraud or the wrongful taking of property, including theft, indicate below, (1) the name of the firm from which you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, (2) whether you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, (3) the date you resigned, were terminated or discharged for just cause for dismissal, and (4) the circumstances relating to your resignation, termination or discharge for just cause for dismissal.



**SCHEDULE J****Regulatory disclosure**Item  13**1. Securities regulatory authorities**

(a) For each registration or license, indicate below (1) the name of the firm, (2) the securities regulatory authority with which you are, or were, registered or licensed, (3) the type or category of registration or license, and (4) the dates between which you held the registration or license.

(b) For each registration or license refused, indicate below (1) the name of the firm, (2) the securities regulatory authority that refused the registration or license, (3) the type or category of registration or license refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

(c) For each exemption from registration denied or license refused, *other than what was disclosed in Item 8(3) of this form*, indicate below (1) the party that was refused the registration or license, (2) the securities regulatory authority that refused the registration or license, (3) the type or category of registration or license refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

(d) For each order or disciplinary proceeding, indicate below (1) the name of the firm, (2) the securities regulatory authority that issued the order or is conducting or conducted the proceeding, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding, and (7) any other relevant details.

**2. Self-regulatory organizations**

(a) For each approval, indicate below (1) the name of the firm, (2) the self-regulatory organization which you are or were an approved person, (3) the categories of approval, and (4) the dates you held the approval.

(b) For each approval refused, indicate below (1) the name of the firm, (2) the self-regulatory organization that refused the approval, (3) the category of approval refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

(c) For each order or disciplinary proceeding, indicate below (1) the name of the firm, (2) the self-regulatory organization that issued the order or that is, or was, conducting the proceeding, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding, and

(7) any other information that you think is relevant or that is requested by the securities regulatory authority.

### **3. *Non-securities regulation***

(a) For each registration or license, indicate below (1) the party who is, or was, registered or licensed (if insurance licensed, also indicate the name of the insurance agency), (2) with which regulatory authority, or under what legislation, the party is, or was, registered or licensed, (3) the type or category of registration or license, and (4) the dates between which the party held the registration or license.

(b) For each registration or license refused, indicate below (1) the party that was refused registration or licensing (if insurance licensed, also indicate the name of the insurance agency), (2) with which regulatory authority, or under what legislation, the registration or license was refused, (3) the type or category of registration or license refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

(c) For each order or disciplinary proceeding, indicate below (1) the party against whom the order was made or the proceeding taken (if insurance licensed, indicate the name of the insurance agency), (2) the regulatory authority that made the order or that is, or was, conducting the proceeding, or under what legislation the order was made or the proceeding is being, or was conducted, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), (6) whether you are or were a partner, director, officer or major shareholder of the firm and named individually in the order or disciplinary proceeding and (7) any other information that you think is relevant or that is requested by the securities regulatory authority.

**SCHEDULE K****Criminal disclosure**Item  14**Criminal offences**

(a) For each charge, indicate below (1) the type of charge, (2) the date of the charge, (3) any trial or appeal dates, and (4) the court location.

(b) For each finding of guilty, pleading no contest to, or granting of an absolute or conditional discharge indicate below (1) the offence, (2) the date found guilty, and (3) the disposition (state any penalty or fine and the date any fine was paid).

(c) For each charge, indicate below (1) the name of the firm, (2) the type of charge, (3) the date of the charge, (4) any trial or appeal dates, and (5) the court location.

(d) For each conviction, indicate below (1) the name of the firm, (2) the offence, (3) the date of the conviction, and (4) the disposition (state any penalty or fine and the date any fine was paid).

**SCHEDULE L****Civil disclosure**Item  15

(a) For each current and outstanding civil proceeding, state below (1) the dates the statement of claim and statement of defence were issued, (2) each plaintiff in the proceeding, (3) whether the proceeding is pending or on appeal, (4) whether the civil proceeding was about a firm where you are or were a partner, director, officer or major shareholder and whether you have been named individually in the allegations, and (5) the jurisdiction where the action is being pursued.

(b) For each civil proceeding, state below (1) the dates the statement of claim and statement of defence were issued, (2) each plaintiff in the proceeding, (3) the jurisdiction where the action was pursued, (4) whether the civil proceeding was about a firm where you are, or were a partner, director, officer or major shareholder and whether you have been named individually in the allegations and (5) a summary of any disposition or any settlement over \$10,000. (Disclosure must include those actions settled without admission of liability.)

**SCHEDULE M****Financial Disclosure**Item  16**1. Bankruptcy**

(a) For each event, indicate below (1) the date of the petition or voluntary assignment, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, (7) date of discharge or release, if applicable, and (8) any other information that you think is relevant or that is requested by the securities regulatory authority.

(b) For each event, indicate below (1) the date of the proposal, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) any amounts currently owing, (4) the creditors, (5) the status of the matter, (6) a summary of any disposition or settlement, and (7) any other information that you think is relevant or that is requested by the securities regulatory authority.

(c) For each event, indicate below (1) the date of the proceeding, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) the status of the matter, (4) a summary of any disposition or settlement, and (5) any other information that you think is relevant or that is requested by the securities regulatory authority.

(d) For each proceeding, arrangement or compromise with creditors, indicate below (1) the date of proceeding, (2) the person or firm about whom this disclosure is being made, (3) the status of the matter, (4) a summary of any disposition or settlement, and (5) any other information that you think is relevant or that is requested by the securities regulatory authority.

**2. Debt Obligation**

For each event, indicate below (1) the person or firm that failed to meet its financial obligation, (2) the amount that was owing at the time the person or firm failed to meet its financial obligation, (3) the person or firm to whom the amount is, or was, owing, (4) any relevant dates (for example, when payments are due or when final payment was made), (5) any amounts currently owing, and (6) any other information that you think is relevant or that is requested by the securities regulatory authority.

**3. Surety Bond or Fidelity Bond**

For each bond refused, indicate below (1) the name of the bonding company, (2) the address of the bonding company, (3) the date of the refusal, and (4) the reasons for the refusal.

**4. Garnishments, Unsatisfied Judgements or Directions to Pay**

For each garnishment, unsatisfied judgement or direction to pay, indicate below (1) the amount that was owing at the time the garnishment, judgement or direction to pay was rendered, (2) the person or firm to whom the amount is, or was, owing, (3) any relevant dates (for example, when payments are due or when final payment was made), (4) the percentage of earnings to be garnished or the amount to be paid, (5) any amounts currently owing, and (6) any other information that you think is relevant or that is requested by the securities regulatory authority.

**SCHEDULE N****Ownership of securities firms**Item  17

Indicate below (a) the name of the firm and (b) your relationship to the firm.

(a) Firm name:

(b) Relationship to the firm and period of relationship:

Partner From: \_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_ (if applicable)  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Major Shareholder (as defined in Item 13 of this form)

From: \_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_/\_\_\_\_\_ (if applicable)  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

If you are a partner or major shareholder of the firm, provide the following information:

(a) State the number, value, class and percentage of securities or the amount of partnership interest you own or propose to acquire upon approval. If acquiring shares upon approval, state source (for example, treasury shares, or if upon transfer, state name of transferor).

(b) State the value (approximate, if necessary) of subordinated debentures or bonds of the firm to be held by you or any other subordinated loan to be made by you to the firm (if applicable):

(c) If another person or firm has provided you with funds to invest in the firm, identify the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

(d) Are the funds to be invested (or proposed to be invested) guaranteed directly or indirectly by any person or firm?

Yes  No

If "Yes", identify the person or firm and state the relationship between you and that person or firm:

(e) Have you either directly or indirectly given up any rights with respect to such securities or partnership interest, or do you, on approval of this application, intend to give up any such rights (including by hypothecation, pledging or depositing as collateral the securities or partnership interest with any institution or person)?

Yes  No

If "Yes", identify the person or firm, state the relationship between you and that person or firm and describe the rights that have been or will be given up:

(f) Is a person other than you the beneficial owner of the shares, bonds, debentures, partnership units or other notes held by you?

Yes  No

If "Yes", complete (g), (h) and (i).

(g) Name of beneficial owner:

Last name	First name	Second name <i>(if applicable)</i>	Third name <i>(if applicable)</i>
-----------	------------	---------------------------------------	--------------------------------------

(h) Residential address:

(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

(i) Occupation:

**SCHEDULE O**

**Who to contact if you have questions about the collection and use of your personal information.**

**Contact Information****Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary, AB T2P 3C4  
Attention: Information Officer  
Telephone: (403) 297-6454

**British Columbia**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver, BC V7Y 1L2  
Attention: Freedom of Information Officer  
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

**Manitoba**

The Manitoba Securities Commission  
500 – 400 St. Mary Avenue  
Winnipeg, MB R3C 4K5  
Attention: Director – Legal  
Telephone: (204) 945-0605

**New Brunswick**

New Brunswick Securities Commission  
Suite 300, 85 Charlotte Street  
Saint John, NB E2L 2J2  
Attention: Director, Market Regulation  
Telephone: (506) 658-3021

**Newfoundland and Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
Confederation Building  
St. John's, NF A1B 4J6  
Attention: Director of Securities  
Tel: (709) 729-4189

**Nova Scotia**

Nova Scotia Securities Commission  
2nd Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax, NS B3J 3J9  
Attention: FOI Officer  
Telephone: (902) 424-7768

**Northwest Territories**

Government of the Northwest Territories  
P.O. Box 1320  
Yellowknife, NWT X1A 2L9  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 920-8984



**Nunavut**

Legal Registries Division  
Department of Justice  
Government of Nunavut  
P.O. Box 1000 Station 570  
Iqaluit, NU X0A 0H0  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 975-6190

**Ontario**

Ontario Securities Commission  
Suite 1903, Box 55  
20 Queen Street West  
Toronto, ON M5H 3S8  
Attention: FOI Coordinator  
Telephone: (416) 593-8314

**Prince Edward Island**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and  
Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown, PE C1A 7N8  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (902) 368-4569

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
Stock Exchange Tower  
P.O. Box 246, 22nd Floor  
800 Victoria Square  
Montréal, PQ H4Z 1G3  
Attention: Responsable de l'accès à l'information  
Telephone: (514) 395-0337 or (877) 525-0337 (in Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Financial Services Commission  
800 B1920 Broad Street  
Regina, SK S4P 3V7  
Attention: Director  
Telephone: (306) 787-5842

**Yukon**

Department of Community Services Yukon  
P.O. Box 2703  
Whitehorse, YU Y1A 2C6  
Attention: Registrar of Securities  
Telephone: (867) 667-5225

**FORM 33-109F5  
CHANGE OF INFORMATION IN FORM 33-109F4**

**General Instructions**

1. This notice must be submitted when notifying a securities regulatory authority of changes to Form 33-109F6 or Form 33-109F4 information in accordance with Regulation 33-109 respecting Registration Information.

2. If the NRD filer is relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102 respecting National Registration Database, this form is required to be delivered to the securities regulatory authority in paper format when notifying a securities regulatory authority of changes to Form 33-109F4.

3. If this form is being submitted in respect of a change to a Form 33-109F6 or Form 33-109F4 an authorized partner or officer of the firm must sign the form.

**1. Type of form**

Identify the part of the Form 33-109F6 or Form 33-109F4 for which this notice is being provided. If this notice is being provided to update an individual's Form 33-109F4, provide the name of the individual.

- Form 33-109F6, Item(s), or \_\_\_\_\_
- Form 33-109F4, Item(s) , \_\_\_\_\_  
name of individual \_\_\_\_\_

**2. Details of Change**

Provide the details of the change for each item identified above:

**Notice of Collection and Use of Personal Information**

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities set out below for the administration and enforcement of certain provisions of the securities legislation in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Yukon Territory, and Nunavut. By submitting this information you consent to the collection by the securities regulatory authority of the personal information provided above, police records, records from other government or non-governmental regulatory authorities or self-regulatory organizations, credit records and employment records about you as may be necessary for the securities regulatory authority to complete its review of your continued fitness for registration, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authority for the duration of the period which you remain registered or approved by the securities regulatory authority.

The sources the securities regulatory authority may contact include government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations.

If you have any questions about the collection and use of this information, you may contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is filed, at the address or telephone number provided in Schedule "A".

**WARNING:**

It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue.

**CERTIFICATION**

I, the undersigned, certify that I have read and that I understand the questions in this notice and the Warning set out above. I also certify that all statements of fact made in the answers to the questions are true.

\_\_\_\_\_  
Signature of registered or permitted individual

\_\_\_\_\_  
Date

(No signature is required here if this form is being submitted in respect of a change to Form 33-109F6 information.)

If this form is being submitted in respect of a change to Form 33-109F6, I, the undersigned, certify that I understand the requirements and the Warning in this notice and that all statements of fact provided in this notice are true.

\_\_\_\_\_  
Signature of authorized officer or partner

\_\_\_\_\_  
Date

\_\_\_\_\_  
Firm name

**SCHEDULE A  
NOTICE AND COLLECTION AND USE OF PERSONAL INFORMATION**

**Contact Information**

**Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary, AB T2P 3C4  
Attention: Information Officer  
Telephone: (403) 297-6454

**British Columbia**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver, BC V7Y 1L2  
Attention: Freedom of Information Officer  
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

**Manitoba**

The Manitoba Securities Commission  
1130-405 Broadway  
Winnipeg, MB R3C 3L6  
Attention: Director - Legal  
Telephone: (204) 945-4508

**New Brunswick**

New Brunswick Securities Commission  
Suite 300, 85 Charlotte Street  
Saint John, NB E2L 2J2  
Attention: Director, Market Regulation  
Telephone: (506) 658-3021

**Newfoundland and Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
Confederation Building  
St. John's, NF A1B 4J6  
Attention: Director of Securities  
Tel: (709) 729-4189

**Nova Scotia**

Nova Scotia Securities Commission  
2nd Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax, NS B3J 3J9  
Attention: FOI Officer  
Telephone: (902) 424-7768

**Northwest Territories**

Government of the Northwest Territories  
P.O. Box 1320  
Yellowknife, NWT X1A 2L9  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 920-8984

**Nunavut**

Legal Registries Division  
Department of Justice  
Government of Nunavut  
P.O. Box 1000 Station 570  
Iqaluit, NU X0A 0H0  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 975-6190

**Ontario**

Ontario Securities Commission  
Suite 1903, Box 55  
20 Queen Street West  
Toronto, ON M5H 3S8  
Attention: FOI Coordinator  
Telephone: (416) 593-8314

**Prince Edward Island**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and  
Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown, PE C1A 7N8  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (902) 368-4569

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
Stock Exchange Tower  
P.O. Box 246, 22nd Floor  
800 Victoria Square  
Montréal, PQ H4Z 1G3  
Attention: Responsable de l'accès à l'information  
Telephone: (514) 940-2150 or  
(800) 361-5072 (in Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Securities Commission  
800 B1920 Broad Street  
Regina, SK S4P 3V7  
Attention: Director  
Telephone: (306) 787-5842

**Yukon**

Department of Community Services Yukon  
P.O. Box 2703  
Whitehorse, YU Y1A 2C6  
Attention: Registrar of Securities  
Telephone: (867) 667-5225

**FORM 33-109F6  
APPLICATION FOR REGISTRATION AS A DEALER, ADVISER OR  
INVESTMENT FUND MANAGER FOR SECURITIES AND/OR DERIVATIVES**

[paper version]

Complete this form to apply for the firm's initial registration in any province or territory of Canada. If you are unable to answer the question fully on the form, attach additional details as a schedule using a separate sheet of paper, clearly identifying the relevant section and item.

Please complete and sign the form, and send it to the appropriate Canadian securities regulator(s) in each Canadian jurisdiction where the firm is applying for registration. Make sure to include the required attachments, including all schedules, and have them initialed and dated by a senior officer of the applicant firm.

**A. Contact information**

1. Legal name of the applicant firm
2. Other than the legal name of the applicant firm provided in Item A.1, please list the names the applicant firm will be "carrying on business as" and any trade names the applicant firm operates under.

Please provide effective date of trade names and the end date if applicable.

3. List all the previous names ever used by the applicant firm, and all previous names used by any of its affiliates or predecessors within the last 10 years

4. Address

Head office address

Telephone number (land line)      Fax number

E-mail address      Website (If not applicable to your firm, indicate N/A)

Mailing address (if different from head office address)

---



---

If the head office is not in Canada, does the applicant firm have a place of business in Canada?

Yes       No

If yes, provide the mailing address.

5. Key contact person for the applicant firm (This is the primary person with whom the regulators will address all matters relating to the application and ongoing requirements. This person may be external legal counsel to the applicant firm.)

Name      Telephone number

Firm Name (if not applicant firm name)

Title      E-mail address



6. Address for service in home jurisdiction

If address for service is the same address as the head office address, check this box

7. Who is responsible for the applicant firm's compliance in the Canadian jurisdiction(s) where the firm is applying for registration (e.g. Ultimate Designated Person and Chief Compliance Officer)? If it is the same person as indicated in question 5, state this.

Name of UDP:	NRD #:
Title:	E-mail address:
Telephone number:	Province or territory:

Name of CCO:	NRD #:
Title:	E-mail address:
Telephone number:	Province or territory:

8. Who is the Chief Authorized Firm Representative for the National Registration Database (NRD)?

Name of CAFR:	NRD # if applicable:
Title:	E-mail address:
Telephone number:	Province or territory:

**B. Jurisdictions where firm is applying**

**Corporate Registration Number or Québec Enterprise Number (NEQ)**

Alberta	<input type="checkbox"/>	_____
British Columbia	<input type="checkbox"/>	_____
Manitoba	<input type="checkbox"/>	_____
New Brunswick	<input type="checkbox"/>	_____
Newfoundland & Labrador	<input type="checkbox"/>	_____
Northwest Territories	<input type="checkbox"/>	_____
Nova Scotia	<input type="checkbox"/>	_____
Nunavut	<input type="checkbox"/>	_____
Ontario	<input type="checkbox"/>	_____
Prince Edward Island	<input type="checkbox"/>	_____
Quebec	<input type="checkbox"/>	_____
Saskatchewan	<input type="checkbox"/>	_____
Yukon	<input type="checkbox"/>	_____



**C. Categories of registration**

What type of registration is the firm applying for? (Check all that apply.)

**In all jurisdictions or in some jurisdictions where the firm is applying for registration**

(identify the jurisdictions)

- Investment dealer**  \_\_\_\_\_
- Mutual fund dealer**  \_\_\_\_\_
- Scholarship plan dealer**  \_\_\_\_\_
- Exempt market dealer**  \_\_\_\_\_
- Restricted dealer**  \_\_\_\_\_
- Investment fund manager**  \_\_\_\_\_
- Portfolio manager**  \_\_\_\_\_
- Restricted portfolio manager**  \_\_\_\_\_

**D. Business structure and history**

1. Type of legal structure (e.g. corporation, partnership, sole proprietor)
2. In which state/province and country are the majority of the senior officers located?
3. Provide a brief history of the applicant firm and any affiliates, i.e. nature of the applicant firm's business and how long it has been in business.
4. Has the applicant firm amalgamated with, merged, made arrangements with, or reorganized, within the last 10 years?

Yes  No

If yes, provide names of entities, relevant dates, and type of transaction.

5. List all beneficial owners of the applicant firm that own, directly or indirectly, or exercise control or direction over, 10 per cent or more of the voting securities of the firm.

<b>Name</b>	<b>Date of birth (if applicable)</b>	<b>Title (if applicable)</b>	<b>E-mail address</b>	<b>Security ownership (class, type, amount and voting percentage)</b>

6. List all of the principals (i.e. officers, directors, senior management, and permitted individuals as defined in Regulation 33-109 respecting Registration Information) of the applicant firm. (If they are the same as above, state this.)

Name	Title	E-mail address	NRD #

**Please attach the following documents:**

7. A business plan for the next five years that includes:

- the nature of services, including types of securities and/or derivatives to be distributed or discretionary or non-discretionary advice provided

In this form, “derivatives” means financial instruments, such as futures contracts, options and swaps whose market price, value or payment obligations are derived from or based on one or more underlying interests. Derivatives can be in the form of instruments, agreements or securities.

- relating to the financial services to be provided, please provide details of relationships and any arrangements and/or contracts with other persons and/or companies
- proposed or existing investment models for your portfolios, sectors and types of securities in models, research to be conducted, etc.
- products the applicant firm intends to develop, manage or administer and how they will be distributed
- the applicant firm’s intentions about providing any financial services, such as lending or margining
- target client market (e.g. accredited investors, retail clients, types of institutions, etc.)
  - how assets of clients will be held
  - identify names of third parties holding assets
  - fees charged to clients (e.g. commissions, percentage of profits, transaction fees, pre-paid fees)
  - details of outsourcing arrangements, such as names of entities involved, dates of agreements, and relationship with those entities.
  - list of products that will be sold under an exemption and which exemptions the applicant firm intends to rely on
    - number of representatives and branches anticipated
    - plans for non-securities business activities requiring a license
    - plans for non-securities business that is not subject to licensing or registration

8 Organization chart showing the applicant firm’s reporting structure. This must include directors, senior officers/partners, ultimate designated person and chief compliance officer.

9. Ownership chart showing all controlling and beneficial owners and affiliates.

10. Copy of the articles of incorporation or any other constating document. If the applicant firm is a partnership or sole proprietor, provide a copy of the partnership agreement or registration of trade name.

**E. Capital requirements**

1. If the applicant firm is less than five years old, where did the applicant firm's start-up capital come from and what was the amount?

2. For assets of the applicant firm held by a financial institution, provide the following:

Name and address of financial institution	Description of asset	Amounts (\$)

3(A). Are any people acting as guarantor for the applicant firm?

Yes  No

If yes and the guarantor has an NRD number, please provide this number \_\_\_\_\_

If yes, provide the names, address, telephone number and email address of the guarantor(s).

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

If yes, disclose any influence the guarantor(s) may have over the applicant firm and any potential for conflict of interest the firm may have with the individual(s) acting as guarantor(s), and describe how the applicant firm will minimize the potential for conflict of interest.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

3(B). Is the applicant firm acting as a guarantor? If so, please provide details.

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

4. Does the applicant firm currently have any executed subordination agreements in relation to any loans from an associate owing by the firm?

Yes  No

If yes, provide a copy of each agreement.

**Please attach the following documents:**

- Calculation of excess working capital form (for non SRO members use Form 31-103F1; for SRO members use the appropriate capital calculation form required to be filed by the SRO).

- Audited financial statements prepared within the last 90 days (Note: we will accept an opening balance sheet if the applicant firm is a start-up company).

**F. Financial information**

1. Fiscal year end (MM/DD)  
(If the applicant firm does not have a definite date for its year end, state this and provide details)

2. Firm's auditor

3. Insurance (for securities-related activities in all jurisdictions)

Name of insurer	Specific insuring agreements	Policy #
Amount of coverage \$	Amount of the deductible \$	Renewal date
List jurisdictions where insurance is held		

---



---



---

If the applicant firm has made an application to exempt it from insurance coverage that is not in the form of a Financial Institution Bond, provide details demonstrating that the insurance coverage is equivalent to this bond and that it has more appropriate coverage.

---



---



---

Does the applicant firm's insurance cover all jurisdictions where it is applying for registration?

Yes  No  N/A

If No or N/A, explain why \_\_\_\_\_

4. Has the applicant firm or any of its affiliates ever been declared bankrupt or made an assignment in bankruptcy?

Yes  No

If yes, provide details about how and when it happened, whether it was voluntary or involuntary, and the jurisdiction.

5. Has the applicant firm or any of its affiliates ever appointed a receiver or receiver manager, or had one appointed?

Yes  No

If yes, provide details, the date and the jurisdiction.

6. In the last ten years, has the applicant firm ever,

been denied bonding?	Yes <input type="checkbox"/>	No <input type="checkbox"/>
made a claim on a bond?	Yes <input type="checkbox"/>	No <input type="checkbox"/>
had a bond revoked?	Yes <input type="checkbox"/>	No <input type="checkbox"/>

If yes, provide details of the bond, the date and the jurisdiction and the reasons for the denial, claim or revocation.

7. Has the applicant firm made any claims to its insurance company during the last ten years for any securities-related activity?

Yes  No

If yes, provide amount of the claim, the date and the jurisdiction.

**Please attach the following documents:**

- Letter of direction authorizing the auditor to conduct any audit of the applicant firm that the securities regulatory authority may request at any time while the firm is registered. The letter must state that applicant firm will pay for the costs of the audit and will provide the securities regulatory authority with a copy of the report if requested.
- Directors' resolution on sufficiency of insurance for the securities-related activities.

**G. Operations**

1. Does the applicant firm have any conflicts of interest related to securities or financial dealings of clients? For example, relationships with other registrants, referral arrangements with other registrants, or any affiliates registered in the same category for which the applicant is seeking registration.

Yes  No

If yes, provide details.

2. Does the applicant firm take possession or intend to take possession of client funds and/or securities?

Yes  No

If yes, provide name and address for each bank where the trust accounts are held

---



---

**Please attach the following documents:**

- Policies and procedures manual
- Account opening documentation including the firm's Know Your Client form
- Written policy on fairness in allocation of investment opportunities (advisers only)
- Copy of the applicant firm's letterhead and a sample business card
- Proposed marketing material to be distributed by the firm
- Copy of the firm's standard employment/agent agreement between registered individuals and the firm specifically identifying the compensation arrangement
- Where applicable, client-related documents, such as financial plans, investment policy statement and investment management agreements

**H. Registration, licensing and memberships (financial services-related)**

1. Is the applicant firm or any of its affiliates currently registered or have they ever been registered in any province, territory, state or country to deal or advise in securities or derivatives?

Yes  No

If yes, list the jurisdiction(s), categories of registration, date registered and expiry date of registration, if applicable.

2. Is the applicant firm a member of a securities and/or commodities exchange, a self-regulatory organization (SRO) or similar organization in any province, territory, state or country?

Yes  No

If yes, list the organization(s) and jurisdiction(s).

If no, has the applicant firm applied for registration or membership with a securities and/or commodities exchange, an SRO or similar organization?

Yes  No

If yes, list the organization(s) and jurisdiction(s).

3. Is the applicant firm or any of its affiliates currently registered or have they ever been registered in any province, territory, state or country under legislation that requires licensing or registration to sell or advise in financial products other than securities (e.g. mortgage broker, financial planning, life insurance, derivatives, etc.)?

Yes  No

If yes, list the type of license or registration, jurisdiction, date registered and expiry date of registration, if applicable.

4. Does the firm currently have clients in the jurisdiction where the firm is applying for registration?

Yes  No

If yes, please provide details.

5. Has the applicant firm or any of its affiliates or predecessors ever entered into a settlement agreement with any financial services regulator or with any organizations referred to in question 2 above?

Yes  No

If yes, please provide details.

6. Has any financial services regulator or any of the organizations referred to in question 2 ever:

	<b>Yes</b>	<b>No</b>
a. Determined that the applicant firm or any of its affiliates or predecessors made a false statement or omission	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

b. Determined that the applicant firm or any of its affiliates or predecessors violated regulations or laws of any province, territory, state or country,

or violated the rules of an SRO or commodities exchange?

c. Determined that the applicant firm or any of its affiliates or predecessors is not suitable for registration, licensing or membership?

d. Refused the applicant firm or any of its affiliates or predecessors registration, licensing or membership in any province, territory, state or country for securities-related activities or in any other capacity?

e. Suspended or terminated any registration, licensing or membership of the applicant firm or any of its affiliates or predecessors?

f. Appointed a monitor for the applicant firm or any of its affiliates or predecessors?

g. Issued an order to the applicant firm or any of its affiliates or predecessors about investment-related activity (e.g. cease trade order)?

h. Denied the applicant firm or any of its affiliates or predecessors any exemption from registration, licensing or membership in any province, territory, state or country?

i. Imposed conditions on any registration or membership of the applicant firm or any of its affiliates or predecessors?

If yes to any of the above items, provide full details, including the regulator/organization, jurisdiction and the date.

7. Within the last 10 years has the applicant firm ever been:

	<b>Yes</b>	<b>No</b>
a. Subject to an order, a proceeding or the initiation of a proceeding by a financial services regulator, securities and/or commodities exchange or SRO, or similar organization of which it is a member?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

b. Sanctioned by a financial services regulator, securities and/or commodities exchange or SRO, or organization of which it is a member?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--	--------------------------	--------------------------

If yes to any of the above items, describe the proceeding or sanction, the regulator, SRO or organization and the relevant date(s).

8. Is the applicant firm currently involved in a situation that would reasonably be expected to result in a YES answer to any of the items in question 6 or 7 in this section?

Yes  No

If yes, describe the situation.

#### **I. Legal action**

1. Has the applicant firm or any of its affiliates ever been convicted under the laws of any province, territory, state or country?

Yes  No

If yes, describe the type of conviction, the date of the conviction and the jurisdiction.

2. Is the applicant firm or any of its affiliates currently the subject of any outstanding charges or indictments under the laws of any province, territory, state or country?

Yes  No

If yes, describe the charges or indictments and the jurisdiction.

3. Are there currently any outstanding civil actions against the applicant firm or its affiliates?

Yes  No

If yes, describe the nature of the action, the current stage of the litigation and the specific remedies requested by the plaintiff(s)

4. Has the applicant firm or any of its affiliates ever received a judgement of fraud or theft against it in a civil court, criminal court or administrative tribunal in any jurisdiction in the world?

Yes  No

If yes, describe the case, the date it took place and the jurisdiction.

5. Are there any judgements or liens against the applicant firm or any of its affiliates?

Yes  No

If yes, describe the judgements or liens, the date and the jurisdiction.

## **J. National Registration System**

### **1. Election to use the national registration system (NRS)**

Has the applicant firm elected to use the NRS?

Yes  No

If yes, by submitting this form, the applicant firm:

- certifies that in each Canadian jurisdiction where it has appointed an agent for service, it has completed the appointment of agent for service required in that jurisdiction
- is subject to the securities and/or derivatives legislation of each Canadian jurisdiction where it has applied for registration, including the jurisdiction of any tribunals or any proceedings that relate to the registrant's activities under that securities and/or derivatives legislation
- waives any right to use lack of jurisdiction as a defence in any of those tribunals or proceedings.

#### **Please attach the following documents:**

- A completed Form 31-101F1
- Cheque payable to each of the regulators where the applicant firm is seeking registration
- Confirmation that insurance covers all jurisdictions where applying for registration



**K. Collection of personal information**

*Securities regulators require personal information about the people listed on this form so they can complete their review of this application, and if the firm is approved, to assess whether the firm continues to meet the registration requirements.*

*Securities regulators may collect this information only under the requirements in securities and/or derivatives legislation and may only use personal information to administer and enforce provisions of the securities and/or derivatives legislation. Securities regulators may collect personal information from this application, police records, records of other regulators or self-regulatory organizations, credit records, employment records, government and private bodies or agencies, individuals, corporations, and other organizations. They may also collect personal information indirectly.*

*Securities regulators may also provide personal information about the individuals listed on this form to other regulators, SROs or similar organizations or stock exchanges if required for an investigation or other regulatory issue.*

*If any one listed on this form has any questions about the collection and use of their personal information, they can contact the securities regulator in the relevant jurisdiction. See Schedule A for details. In Québec, they can also contact the Commission d'accès à l'information du Québec at 1-888-528-7741 or visit its website at [www.cai.gouv.qc.ca](http://www.cai.gouv.qc.ca).*

By completing this section, you:

- Acknowledge that the securities regulator in the relevant jurisdiction(s) may collect personal information about the individuals listed on this form and to provide it to any regulator, SRO or similar organization or stock exchange if required for an investigation or other regulatory issue.
- confirm that the individuals listed on this form have been notified that their personal information is disclosed on this form, the legal reason for doing so, how it will be used and who to contact for more information.

Name of authorized signing officer

Title of authorized signing officer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date signed (YYYY/MM/DD)

**L. Submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process**  
(Those firms that are considered to be non-resident firms must complete this section for each jurisdiction where they are applying for registration.)

By submitting this form, the applicant firm:

- is subject to the securities and/or derivatives legislation of each Canadian jurisdiction where you have submitted this form, including the jurisdiction of any tribunals or any proceedings that relate to your activities as a registrant under that securities and/or derivatives legislation;
- appoints the agent at the address below to be served any documents for any of these tribunals or proceedings;

Name of the applicant firm

Jurisdiction where the applicant firm was incorporated

Agent Contact Information:

Name of agent for service of process (agent)

Address of agent in jurisdiction(s) where firm is applying for registration

Firm Name (if applicable)

Telephone Number

Fax number

E-mail address

The applicant firm agrees to file a new submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process if any of the following changes occur within six years of the termination of the firm's registration:

- the name or address of the agent for service changes
- the firm changes its agent for service.

The new submission for jurisdiction and appointment for agent for service of process must be filed at least 30 days before the change comes into effect.

This submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process is governed by the securities and/or derivatives legislation of the relevant jurisdiction in Canada.

*Firm's authorization*

Name of applicant firm's authorized signing officer

Title of applicant firm's authorized signing officer

Signature

Date signed (YYYY/MM/DD)

*Agent's authorization*

By signing below, you agree to act as agent for service of process for the applicant firm according to the terms set out in this submission to jurisdiction and appointment of agent for service of process.

Name of agent's authorized signing officer

Title of agent's authorized signing officer

Signature

Date signed (YYYY/MM/DD)

**Please attach the following:**

1. The firm's privacy statement for collection and disclosure of personal information
2. The firm's executed consent to collection of personal information

**M. Signatures**

By signing below, you confirm that:

- you have read and understand the questions in this form
- you understand that it is an offence under the securities and/or derivatives legislation to provide false or misleading information on this form
- all of the information provided on this form is true.

Name of applicant firm

Name of authorized signing officer

Title of authorized signing officer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date signed (YYYY/MM/DD)

Witnessed by a lawyer, notary public or commissioner of oaths:

\_\_\_\_\_  
Name

\_\_\_\_\_  
Title

\_\_\_\_\_  
Signature

(indicate in which capacity witness has signed, i.e. lawyer, notary public or commissioner of oaths)

\_\_\_\_\_  
Date signed (YYYY/MM/DD)

**SCHEDULE A**

Who to contact if you have questions about the collection and use of your personal information.

**Alberta**

Alberta Securities Commission,  
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.  
Calgary, AB T2P 3C4  
Attention: Information Officer  
Telephone: (403) 297-6454

**British Columbia**

British Columbia Securities Commission  
P.O. Box 10142, Pacific Centre  
701 West Georgia Street  
Vancouver, BC V7Y 1L2  
Attention: Freedom of Information Analyst  
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (in BC)

**Manitoba**

The Manitoba Securities Commission  
500-400 St. Mary Avenue  
Winnipeg, MB R3C 4K5  
Attention: Director – Legal  
Telephone: (204) 945-0605

**New Brunswick**

New Brunswick Securities Commission  
Suite 300, 85 Charlotte Street  
Saint John, NB E2L 2J2  
Attention: Director, Market Regulation  
Telephone: (506) 658-3021

**Newfoundland and Labrador**

Securities Commission of Newfoundland and Labrador  
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block  
Confederation Building  
St. John's, NF A1B 4J6  
Attention: Director of Securities  
Tel: (709) 729-4189

**Nova Scotia**

Nova Scotia Securities Commission  
2nd Floor, Joseph Howe Building  
1690 Hollis Street  
P.O. Box 458  
Halifax, NS B3J 3J9  
Attention: FOI Officer  
Telephone: (902) 424-7768

**Northwest Territories**

Government of the Northwest Territories  
P.O. Box 1320  
Yellowknife, NWT X1A 2L9  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 920-8984

**Nunavut**

Legal Registries Division  
Department of Justice  
Government of Nunavut  
P.O. Box 1000 Station 570  
Iqaluit, NU X0A 0H0  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (867) 975-6190

**Ontario**

Ontario Securities Commission  
Suite 1903, Box 55  
20 Queen Street West  
Toronto, ON M5H 3S8  
Attention: FOI Coordinator  
Telephone: (416) 593-8314

**Prince Edward Island**

Securities Registry  
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and  
Insurance Services Division  
P.O. Box 2000  
Charlottetown, PE C1A 7N8  
Attention: Deputy Registrar of Securities  
Telephone: (902) 368-4569

**Québec**

Autorité des marchés financiers  
Stock Exchange Tower  
P.O. Box 246, 22nd Floor  
800 Victoria Square  
Montréal, PQ H4Z 1G3  
Attention: Responsable de l'accès à l'information  
Telephone: (514) 395-0337 or (877) 525-0337 (in Québec)

**Saskatchewan**

Saskatchewan Financial Services Commission  
800 B1920 Broad Street  
Regina, SK S4P 3V7  
Attention: Director  
Telephone: (306) 787-5842

**Yukon**

Department of Community Services Yukon  
P.O. Box 2703  
Whitehorse, YU Y1A 2C6  
Attention: Registrar of Securities  
Telephone: (867) 667-5225

**PROPOSED FORM 33-109F7  
NOTICE OF REINSTATEMENT OF REGISTERED INDIVIDUALS AND  
PERMITTED INDIVIDUALS**

**You are only permitted to use this form if, since leaving your former sponsoring firm, there have been no changes to the information you previously provided in respect of Items 13 (Regulatory Disclosure), 14 (Criminal Disclosure), 15 (Civil Disclosure) and 16 (Financial Disclosure) of your Form 33-109F4.**

In this form, “you”, “your” and “applicant” means the person who is submitting this form.

“Former sponsoring firm” means the registered firm where you most recently carried out duties as a registered or permitted individual.

“New sponsoring firm” means the registered firm where you will commence carrying out duties as a registered or permitted individual upon the transfer of your registration.

Several terms used in this form are defined in the Form 33-109F4 – *Application for registration of individuals and review of permitted individuals* that you submitted when first becoming registered or elsewhere in the securities legislation of your province or territory. Please refer to those definitions.

[*Online version*] If you have questions, please contact an authorized officer of your sponsoring firm or a legal adviser, or visit the national registration database (NRD) information website at [www.nrd-info.ca](http://www.nrd-info.ca).

[*Paper version*] Complete this form if you are relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102 respecting National Registration Database. Otherwise, complete and submit this form online at the national registration database (NRD) website at [www.nrd.ca](http://www.nrd.ca).

Failure to answer all applicable questions may cause delays in the processing of the application.

**Item 1 – Name**

- 1. NRD number:**
- 2. Legal name**

\_\_\_\_\_  
Last Name                      First Name                      Second Name (N/A )                      Third Name (N/A )

- 3. Date of Birth (YYYY/MM/DD):**
- 4. Business names**

Are you currently operating under or carrying on business under any name (e.g., trade names, team names) other than the name(s) mentioned above, or do you intend to do so?

Yes                       No

If “yes”, complete Schedule A

**Item 2 – Address and agent for service****1. Address for service**

You must have one address for service in each province or territory where you are submitting this form. A post office box is not an acceptable address for service. A residential address is acceptable. Complete Schedule B for each additional address for service you are providing.

Address for service: \_\_\_\_\_  
 Number, street, city, province or territory, postal code

Telephone number: \_\_\_\_\_

Fax number, if applicable: \_\_\_\_\_

E-mail address, if available: \_\_\_\_\_

**2. Agent for service**

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent in each province or territory where you have an agent for service. The address of your agent for service must be the same as the address for service above. If your agent for service is a firm, also provide the name of your contact person.

Name for agent for service: \_\_\_\_\_

Contact person: \_\_\_\_\_  
 Last name First name

**Item 3 – Passport/National Registration System**

Is this submission being filed under Passport/National Registration System

Yes  No

**Item 4 – Registration jurisdictions**

Indicate, by checking the appropriate box, each province or territory to which you are submitting this form:

- Alberta
- British Columbia
- Manitoba
- New Brunswick
- Newfoundland and Labrador
- Northwest Territories
- Nova Scotia
- Nunavut

- Ontario
- Prince Edward Island
- Québec
- Saskatchewan
- Yukon

**Item 5 – Individual categories**

Indicate, by checking the appropriate box in Schedule C, each registration category for which you are being reinstated. If you are a permitted individual, indicate each category that describes your position with your sponsoring firm.

**Item 6 – Previous employment**

Provide the following information for your former sponsoring firm.

Name:

NRD location number:

Date on which you ceased to be authorized to act on behalf of your former sponsoring firm as a registered individual or permitted individual (YYYY/MM/DD):

The reason why you left your former sponsoring firm:

**Item 7 – Resignations and terminations**

Did you resign or were you terminated or discharged by your former sponsoring firm for just cause following allegations that you:

- (a) Violated any statutes, regulations, rules or standards of conduct?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule D

- (b) Failed to supervise compliance with any statutes, regulations, rules or standards of conduct?

Yes  No

- (c) Committed fraud or the wrongful taking of property, including theft?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule D

**Item 8 – New sponsoring firm and other business or employment**

Name of your new sponsoring firm:

On Schedule E, provide the information requested for your employment activities with your new sponsoring firm and, if applicable, your other business or employment activities.



**Item 9 – Location of employment**

Provide the following information for your new sponsoring firm. If you will be working out of more than one location, provide the following information for the location out of which you will be doing most of your business.

NRD location number: \_\_\_\_\_

Unique Identification Number (optional) \_\_\_\_\_

Branch Transit number/Cost Centre number, if applicable: \_\_\_\_\_

Business address: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: (    ) \_\_\_\_\_ Fax number: (    ) \_\_\_\_\_

*[The following is for the paper version only]*

Type of Location:  Head Office  Branch  Sub-branch

Name of Branch Manager: \_\_\_\_\_

Effective date: \_\_\_\_\_

Check here if the mailing address of the location is the same as the business address provided above. Otherwise, complete the following:

Mailing address: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Date on which you will become authorized to act on behalf of the firm as a registered individual or permitted individual (YYYY/MM/DD):

**Item 10 – Ownership of securities firms**

Are you now, or have you ever been, a partner or major shareholder of any firm (including your sponsoring firm) whose business is trading in or advising on securities or derivatives?

Yes  No

If “Yes”, complete Schedule F

**Acknowledgements etc.**

By submitting this form, you acknowledge that the submission to jurisdiction, consent to collection and use of personal information, and authorization in respect of SROs (to the extent applicable) that you provided in your Form 33-109F4 remain in effect and extend to this form.

You acknowledge that you are required to notify the securities regulatory authority of changes to any information previously submitted in Form 33-109F4 and confirm that as of the date of submitting this form, there is no unreported change to my Form 33-109F4 information. Confirm, by checking the boxes, there has been no change to the following disclosure items:

Regulatory disclosure

Criminal disclosure

- Civil disclosure
- Financial disclosure

You further acknowledge and agree that if you are applying for reinstatement of your registration and it was subject to any undischarged terms and conditions when you left your former sponsoring firm, those terms and conditions will remain in effect at your new sponsoring firm.

**It is an offence under securities and/or derivatives legislation to provide false or misleading information on this form.**

*[Online version]*

#### **Certification**

I am making this submission as agent for the applicant. By checking this box, I certify that the applicant provided me with all of the information on this form.

*[Paper version]*

#### **Signatures**

##### **Applicant**

By signing below, you confirm that:

- you have read and understand the questions in this form
- you understand that it is an offence under the securities and/or derivatives legislation to provide false or misleading information on this form
- all of the information provided on this form is true.

\_\_\_\_\_  
Signature of applicant

\_\_\_\_\_  
Date signed (YYYY/MM/DD)

##### **New sponsoring firm by an authorized partner or officer**

By signing below, you confirm that:

- the applicant will be engaged by the new sponsoring firm as a registered individual or a permitted individual
- you have discussed the questions set out in this form with the applicant and are satisfied that he or she fully understands the questions
- the new sponsoring firm acknowledges and agrees that if the individual is applying for reinstatement of his or her registration and it was subject to any undischarged terms and conditions when the individual left the former sponsoring firm, those terms and conditions will remain in effect and the new sponsoring firm will assume any ongoing obligations that apply to the sponsoring firm of the registrant under those terms and conditions.

\_\_\_\_\_  
Name of firm

\_\_\_\_\_  
Name of authorized signing officer

\_\_\_\_\_  
Title of authorized signing officer

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date signed (YYYY/MM/DD)

**SCHEDULE A  
BUSINESS NAMES**

**Provide the information below for each business name you are currently using or intending to use**

\_\_\_\_\_  
Name:

Provide the reason(s) for the use of this name (for example, trade name):

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

If the name will be used in connection with your new sponsoring firm, has your new sponsoring firm approved your use of the name?

\_\_\_\_\_  
Name:

Provide the reason/s for the use of this name (for example, trade name):

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

If the name will be used in connection with your new sponsoring firm, has your new sponsoring firm approved your use of the name?

\_\_\_\_\_  
Name:

Provide the reason/s for the use of this name (for example, trade name):

When did you use this name? From: \_\_\_\_\_ To: \_\_\_\_\_  
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

If the name will be used in connection with your new sponsoring firm, has your new sponsoring firm approved your use of the name?

**SCHEDULE B  
ADDRESS AND AGENT FOR SERVICE****1. Address for service**

You must have one address for service in each province or territory in which you are now, or are applying to become, a registered individual or permitted individual. A post office box is not an acceptable address for service.

Address for service: \_\_\_\_\_  
(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number: (    ) \_\_\_\_\_ Fax number: (    ) \_\_\_\_\_

E-mail address: \_\_\_\_\_

**2. Agent for service**

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent. The address for service provided above must be the address of the agent named below.

Name of agent for service: \_\_\_\_\_  
(if applicable)

Contact person: \_\_\_\_\_  
Last name First name

## **SCHEDULE C INDIVIDUAL CATEGORIES**

### **Categories**

Indicate, by checking the appropriate box, each category for which you are applying.

#### **Firm Categories Common to all Jurisdictions**

##### **Under which firm category(ies) are you applying?**

- Investment Dealer
- Mutual Fund Dealer
- Scholarship Plan Dealer
- Exempt Market Dealer
- Restricted Dealer
- Portfolio Manager
- Restricted Portfolio Manager
- Investment Fund Manager

##### **Registration Categories and Permitted Activities**

- Dealing Representative
- Advising Representative
- Associate Advising Representative
- Ultimate Designated Person
- Chief Compliance Officer
- Officer
- Director
- Partner
- Shareholder
- Branch Manager (MFDA members only)
- Supervisor (IDA members only)

#### **Firm Categories Unique to Ontario**

##### **Under which firm category(ies) are you applying?**

- Commodity Trading Adviser
- Commodity Trading Counsel
- Commodity Trading Manager
- Futures Commission Merchant

##### **Registration Categories and Permitted Activities**

- Advising Representative
- Salesperson
- Branch Manager
- Officer
- Director
- Partner
- Shareholder
- Supervisor (IDA members only)

#### **Firm Categories Unique to Manitoba**

##### **Under which firm category(ies) are you applying?**

- Dealer (Merchant)
- Dealer (Futures Commission Merchant)
- Dealer (Floor Broker)
- Adviser

**Registration Categories and Permitted Activities**

- Floor Trader
- Floor Broker
- Salesperson
- Branch Manager
- Adviser
- Officer
- Director
- Partner
- Supervisor (IDA members only)

**Investment Dealers Association of Canada – Additional Information****Approval Categories**

- Executive
- Director (Non-Industry)
- Supervisor
- Investor
- Registered Representative
- Investment Representative
- Trader

**Designated Persons**

- Chief Compliance Officer
- Chief Financial Officer
- Ultimate Designated Person
- Designated Registered Options Principal
- Designated Registered Futures Options Principal

**Trading Activity**

- Non-Trading
- Equities
- Options
- Futures
- Mutual Funds only
- Portfolio Management
- Portfolio Management (Supervised)

**Account Type**

- Retail
- Non-Retail
- Not Applicable

**SCHEDULE D  
RESIGNATIONS AND TERMINATIONS**

a) For each allegation that you violated statutes, regulations, rules or standards of conduct, indicate below the circumstances relating to your resignation, termination or discharge for just cause.

b) For each allegation that you failed to supervise compliance with statutes, regulations, rules or standards of conduct, indicate below the circumstances relating to your resignation, termination or discharge for just cause.

c) For each allegation that you committed fraud or the wrongful taking of property, including theft, indicate below the circumstances relating to your resignation, termination or discharge for just cause.



**SCHEDULE E  
NEW SPONSORING FIRM AND OTHER BUSINESS OR EMPLOYMENT**

*[Online version]*

Check here if your employment is with your new sponsoring firm. If not, you are required to provide the firm name and address information:

Name of business or employer:

\_\_\_\_\_

Address of business or employer:

\_\_\_\_\_

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of your immediate supervisor: \_\_\_\_\_

For your sponsoring firm, include the duties you currently perform and intend to perform.

Describe all other employment or business activities related to this employer or business, whether or not the activities are related to investments. Include the nature of the business, your duties, start date, title or relationship with the business (including director or officer positions).

Indicate the number of hours per week you will be devoting to this business or employment.

Check here if you are working more than 30 hours per week for the sponsoring firm. Otherwise, explain why you are working less than 30 hours per week for the sponsoring firm.

Disclose any potential for confusion by clients and any potential for conflicts of interest arising from your proposed activities as a registrant with affiliated or unaffiliated sponsoring firm(s) and with the other business described above (include whether the other business is listed on an exchange). Confirm whether the firm has procedures for minimizing potential conflicts of interest and confirm that you are aware of these procedures.

*[Paper version]*

For your new sponsoring firm, provide the following information:

Address of head office:

\_\_\_\_\_

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of your immediate supervisor: \_\_\_\_\_

The duties you intend to perform: \_\_\_\_\_

Will you be working more than 30 hours per week for your new sponsoring firm? If not, explain why:

Will you be working for any other employer or engaged in any other business activities? If so, provide the following information for each other employer or business:

Name of business or employer:

---

Address of business or employer:

---

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of your immediate supervisor: \_\_\_\_\_

The duties you currently perform and intend to perform. \_\_\_\_\_

Describe all employment or business activities related to this employer or business, whether or not the activities are related to investments. Include the nature of the business, your duties, start date, title or relationship with the business (including director or officer positions):

Indicate the number of hours per week you will be devoting to this business or employment.

Disclose any potential for confusion by clients and any potential for conflicts of interest arising from your activities as a registrant with affiliated or unaffiliated sponsoring firm(s) and with the other employment or business described above (include whether the other employment or business is listed on an exchange). Confirm whether the firm has procedures for minimizing potential conflicts of interest and confirm that you are aware of these procedures.

**SCHEDULE F  
OWNERSHIP OF SECURITIES FIRMS**

Provide details of ownership that include class, voting percentage, type and number of shares:

## ***POLICY STATEMENT TO REGULATION 33-109 RESPECTING REGISTRATION INFORMATION***

### **PART 1 APPLICATION AND PURPOSE**

#### **1.1. Purpose**

The purpose of *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (“Regulation 33-109”) is to consolidate and harmonize requirements regarding the initial submission of registration information and the updating of that information.

### **PART 2 REINSTATEMENT**

#### **2.1. Reinstatement**

(1) If an individual joins a new sponsoring firm within 90 days of leaving registered employment and is seeking registration in the same category as previously held, the individual’s registration will be automatically reinstated. This means that an individual who transfers directly from one sponsoring firm to another may start engaging in activities requiring registration from the first day with the new sponsoring firm, if a completed Form 33-109F7 has been filed. This process does not apply, however, if after the leaving his or her former sponsoring firm, the individual has become insolvent or the subject of criminal charges or civil claims, or involved in an incident of regulatory non-compliance.

(2) Despite automatic reinstatement or any other procedure, maintaining suitability for registration is an ongoing requirement and the regulator has discretionary authority to suspend or revoke an individual’s registration or restrict it with terms and conditions at any time. The regulator may do this, for example, if it receives information through the notice of termination or other sources that causes it to question the individual’s continued suitability for registration. Individuals will be given an opportunity to be heard before a decision is made to suspend or revoke registration or to impose terms and conditions.

(3) If the individual joins another sponsoring firm more than 90 days after leaving registered employment, the new sponsoring firm will have to file an application for reinstatement of registration for the individual. This process is referred to as a “reactivation” and involves updating the individual’s Form 33-109F4 information. The same process applies in the case of an individual who, after leaving his or her former sponsoring firm has become insolvent or the subject of criminal charges or civil claims, or involved in an incident of regulatory non-compliance, even if fewer than 90 days have passed since the individual left his or her former employer. In both cases, the individual may not conduct activities requiring registration until the regulator has reinstated registration.

### **PART 3 BUSINESS LOCATIONS**

#### **3.1. Business Locations**

The securities regulatory authority or regulator is of the view that a business location for a registered firm, or a person that is applying for registration, is a location within the jurisdiction, including a residence, where a firm's registered individuals are based for the purpose of carrying out registerable activity.

### **PART 4 NOTICE OF CHANGES**

#### **4.1. Bulk Transfer of Locations and Individuals**

(1) If a registered firm is acquiring a large number of business locations (for example, as a result of an amalgamation or asset purchase) from one or more other registered firms that are located in the same jurisdictions and registered in the same categories as the acquiring firm, and if a significant number of individuals are

associated on NRD with the locations, the securities regulatory authority or regulator will consider exempting the firms and individuals involved in the transaction from the following requirements:

1. the requirement to submit a notice regarding the termination of each employment, partner, or agency relationship under section 4.3 of Regulation 33-109;
2. the requirement to submit a registration application for each individual applying to become a registered individual under section 2.2 of Regulation 33-109;
3. the requirement to submit a Form 33-109F4 for each permitted individual under section 2.2 of Regulation 33-109;
4. the requirement under section 3.1 of Regulation 33-109 to notify the regulator of a change to the business location information in Form 33-109F3.

(2) To exempt the firms and individuals involved in the transaction from the requirements set out above, the application should include the following information:

- (a) the name and NRD number of the registered firm that will acquire control of the business locations;
- (b) for each registered firm that is transferring control of the business locations:
  - (i) the name and NRD number of the registered firm;
  - (ii) the address and NRD number of each business location that is being transferred from the registered firm named in (b)(i) to the registered firm named in (a); and
- (c) the date that the business locations and individuals will be transferred to the registered firm named in (a).

(3) To facilitate the processing of the exemption application, the applicant may put the information referred to in subsection (2) in the form set out in Appendix A to this Companion Policy.

(4) This exemption application should be submitted by the registered firm that will acquire control of the business locations at the closing of the transaction and should be submitted sufficiently in advance of the date on which the business locations are to be transferred (the "transfer date"). The securities regulatory authority is of the view that submitting the application at least 30 days prior to the transfer date is sufficient.

(5) In addition to any application fee, it is likely that the payment of a fee will be a condition of this type of exemption order and that the fee will be related to the number of registered firms, business locations, registered individuals, and permitted individuals involved in the transaction.

(6) If the exemption is granted, as soon as practicable after the transfer date, the regulator will instruct the NRD administrator to indicate the transfer of the business locations, the registered individuals, and the permitted individuals on NRD.

(7) Bulk transfers involving firms that are registered in different categories or different jurisdictions may need to take additional steps. Firms involved in such a transaction should contact the applicable regulators to discuss what steps are required to allow the firms to use the bulk transfer process described above.

#### 4.2. Notifying the Regulator About Changes in Information

The requirements in sections 3.1 and 4.1 of Regulation 33-109 apply to all information submitted in Form 33-109F6 and Form 33-109F4. For example, Form 33-109F6 asks for certain information dating back 10 years from the date of the form. If that information changes after the date of the form, the firm must notify the regulator about the change in that information. As another example, Form 33-109F6 asks the firm to provide certain agreements. If the firm executes such an agreement after the date of the form, it must provide the regulator with a copy of that agreement.

### PART 5 DUE DILIGENCE

#### 5.1. Sponsoring Firm Obligations

(1) The securities regulatory authority or regulator is of the view that the reasonable efforts firms are required to undertake in Part 5 of Regulation 33-109 include

(a) establishing written policies and procedures relating to the investigation of an individual prior to submitting a Form 33-109F4 on behalf of the individual;

(b) ensuring that the review of an individual pursuant to these policies and procedures is documented;

(c) regularly reminding registered individuals and permitted individuals about their disclosure obligations under Regulation 33-109, such as notifying the regulator about changes to information; and

(d) correcting any incorrect or deficient information submitted in a Form 33-109F7 as soon as practicable and normally within five days of the securities regulatory authority or regulator communicating with the NRD filer to identify the incorrect or deficient information.

(2) The purpose of subsection 5.1(2) of Regulation 33-109 is to assist sponsoring firms in complying with their obligation under subsections 5.1(1) of Regulation 33-109.

#### 5.2. Form 33-109F1

(1) If a sponsoring firm has not obtained the most recent Form 33-109F1 or termination notice according to section 5.1(2) of Regulation 33-109, as a last resort the sponsoring firm should ask the individual to request it from the regulator.

(2) Registered firms should make a practice of providing individuals with the Form 33-109F1 upon termination of employment.

(3) The information in Part E *Further Details* of Form 33-109F1 will assist sponsoring firms in making their decision whether to hire the registered individual or permitted individual. However, we acknowledge that the individual may be hired before the sponsoring firm receives the information in Part E of Form 33-109F1. The sponsoring firm will typically receive this information during the individual's probation period, which should allow the sponsoring firm to act accordingly on that information.

### PART 6 COMMODITY FUTURES ACT SUBMISSIONS

#### 6.1. Ontario

In Ontario, if a person is required to make a submission under both Regulation 33-109 and OSC Rule 33-506 (*Commodity Futures Act*) with respect to the same information, the securities regulatory authority is of the view that a single filing on a form required under either rule satisfies both requirements.

## 6.2. Manitoba

In Manitoba, Regulation 33-109 has been enacted as a rule under each of *The Securities Act* and *The Commodity Futures Act*. A single submission with respect to the same information will satisfy the requirements of both statutes.

## PART 7 FORMS

### 7.1. Forms

- (1) A registered firm submits Form 33-109F1, *Notice of Termination of Registered Individuals and Permitted Individuals* to notify the regulator of a termination of an employment, partner, or agency relationship with a registered individual or a permitted individual, other than a shareholder.
- (2) Both registered individuals and permitted individuals use Form 33-109F2, *Change or Surrender of Individual Categories*. A registered individual changing or surrendering a registration category in one or more jurisdictions submits to the regulator a completed Form 33-109F2. A permitted individual applying to become a registered individual with the same registered firm submits to the regulator a completed Form 33-109F2.
- (3) Form 33-109F3, *Business Locations other than Head Office* is used by applicants as a dealer, adviser or investment fund manager to inform the regulator of all business locations other than the head office, and by registered firms opening or closing business locations, or changing the information previously submitted about a business location.
- (4) Form 33-109F4, *Application for Registration of Individuals and Review of Permitted Individuals* is the application for registration for an individual and for the review of a permitted individual.
- (5) Form 33-109F5, *Change of Registration Information in Form 33-109F4* is submitted to notify a regulator of changes to Form 33-109F4 or Form 33-109F6.
- (6) Form 33-109F6, *Application for Dealer, Adviser or Investment Fund Manager for Securities and/or Derivatives* is the application for registration as a dealer, adviser or investment fund manager.
- (7) Form 33-109F7, *Notice of Reinstatement of Registered Individuals and Permitted Individuals* is used by registered individuals to provide notice of automatic reinstatement in accordance with section 2.3 of Regulation 33-109. It is also used for transferring permitted individuals.

**Appendix A****Request for NRD Bulk Transfer of Business Locations**

This is an application for exemption under Regulation 33-109.

**A) Registered firm that will acquire the business locations**

Name:

Firm NRD number:

**B) Registered firm transferring the business locations**

Name:

Firm NRD number:

**Business locations that will be transferred**

Address of business location:

NRD number of business location:

Address of business location:

NRD number of business location:

(Repeat for each business location as necessary.)

**C) Date that business locations will be transferred:**